

“NOTRE
AMBITION EST
DE DEVENIR
LE GROUPE
FINANCIER
AFRICAIN DE
RÉFÉRENCE”

JEAN KACOU DIAGOU,
PRÉSIDENT DU GROUPE NSIA

LES 10 PLUS GROSSES FORTUNES DE CÔTE D'IVOIRE

A QUI APPARTIENNENT
VRAIMENT LES SOCIÉTÉS
COTÉES À LA BRVM ?

INTERVIEWS

- LYNDAM. AHUI

- AUGUSTE BERTRAND

- INFLATION :

ENFIN LE RÉPIT ?

- FICHES VALEURS



BRIDGE BANK
GROUP CÔTE D'IVOIRE

Nous sommes désormais à **Abatta**

Route de Bingerville, non loin de l'école Jules Verne

V-2532/CSP/D/23



Visitez votre **agence**

#expansion



www.bridgebankgroup.com



Ces entrepreneurs, ces héros !

La remarquable dynamique enregistrée par la Côte d'Ivoire depuis 2012, avec une croissance autour de 7% en moyenne, a certes permis au pays de réaliser d'importants bonds en matière de développement, mais a également profité à un secteur privé qui s'est densifié et qui prospère. Cette prospérité est aussi celle d'entrepreneurs qui ont pu développer et renforcer leurs affaires et tirer les dividendes du renouveau économique du leader de la zone UE-MOA.

La Côte d'Ivoire a donc vu son portefeuille de grands entrepreneurs, à la tête de grands groupes, s'enrichir, et ce, à tous points de vue. Ces derniers que nous appelons les héros de l'économie ivoirienne, participent activement, aux côtés d'autres acteurs, à créer de la richesse et des milliers d'emplois.

Pour cette édition de Sika Finance, nous avons fait le choix de dédier une lucarne à cette catégorie de capitaines locaux d'entreprises, sélectionnés selon la taille de leurs actifs. Une sélection qui a permis de faire ressortir, sur la base de ce critère, les dix plus grosses fortunes ivoiriennes, exception faite des hommes politiques et de la diaspora ainsi que les sportifs et les artistes. Il s'agit d'un classement inédit pour un média local et qui a nécessité des semaines d'exploitation de milliers de données collectées dans la base Sika Finance Pro, de rapports et d'autres documents professionnels. Loin d'être du voyeurisme, ce travail, nous le pensons, comme cela se fait ailleurs en Occident, contribue à forger l'image de l'entrepreneur, qui a souvent commencé modestement, qui a gravi les échelons et dont la réussite doit inspirer et susciter des vocations. Il est bien vrai en effet, c'est



l'entrepreneuriat (en particulier local) qui constitue le socle sur lequel se sont construites et continuent de se construire les grandes économies.

En tête d'affiche de ce numéro : Jean Kacou DIAGOU. Parti au milieu des années 1990 avec une compagnie d'assurance, il est aujourd'hui, à travers son groupe, à la tête d'une trentaine d'entreprises actives dans 12 pays et emploie près de 3 000 personnes. Il fait partie de notre palmarès aux côtés de personnages plus ou moins bien connus : SOW, SOUKPA-FOLO, BEYDOUN, ACKAH, ...

La rédaction s'est également évertuée à mettre en épingle des entreprises locales, parfois des PME, en pleine expansion et dont les revenus ont enregistré les plus fortes progressions

ces dernières années et qui ont tout le potentiel pour devenir les géants de demain et dont les promoteurs, nous l'espérons, feront partie de la cohorte des plus grandes fortunes ivoiriennes dans quelques années.

Nos lecteurs retrouveront les principaux actionnaires des sociétés cotées à la BRVM et les fiches des 10 plus grandes entreprises de la cote de la BRVM qui, pour la plupart, « drivent » le marché.

Bonne lecture à tous !

Daniel AGGRÉ

Directeur général de Sika Finance

S O M M A I R E

06



6. LA GRANDE INTERVIEW

Président : Président du Groupe NSIA

13. A LA UNE

Top 10 des plus grandes fortunes de Côte d'Ivoire

26. INTERVIEW

Auguste BERTRAND

Directeur Afrique subsaharienne de Sopra Banking Software :

" Toutes nos solutions sont des accélérateurs de la transformation digitale. "

30. A LA UNE

Ces entreprises à capitaux ivoiriens leader dans leur secteur d'activité

36. INTERVIEW

Lynda Mensah AHUI

Directrice générale de MTN MFS Côte d'Ivoire :

" Nous sommes un investisseur d'intérêt général qui intervient notamment en appui des politiques publiques... "

40. À LA UNE

Afrique : Les 10 champions nationaux de la croissance en 2021

36



44. MARCHÉ

L'inflation : Enfin le répit ?

48. MARCHÉ

A qui appartiennent vraiment les sociétés cotées à la BRVM ?

49. MARCHÉ

Le marché obligataire dans l'espace UEMOA en 2022

54. MARCHÉ

UMOA : Le marché des titres publics sous forte tension

56. MARCHÉ

BRVM : Les perspectives des professionnels sur le marché financier

59. FOCUS

Investir dans l'aquaculture en Côte d'Ivoire

66. FICHES VALEURS

40



**“ Le meilleur
investissement du moment,
c’est l’immobilier ”**

Des biens immobiliers

Adaptés à votre budget

Terrains disponibles à :

- **Jacqueville**
- **Songon**
- **Bingerville**
- **Yamoussoukro**
- **Bassam motobé**
- **Azaguié**
- **Agboville**
- **San-Pédro...**



Superficies

400 - 500 - 600 - 800 - 1000 m²

ENSEMBLE, NOUS CONSTRUISONS LE FUTUR

www.afrikimmo.ci

(+225) 27 22 42 68 29 / 05 76 40 08 11 / 01 01 93 90 90

Siège social : Abidjan Cocody-Angré 7ème Tranche
info@afrikimmo.ci / 28 BP 938 Abidjan 28



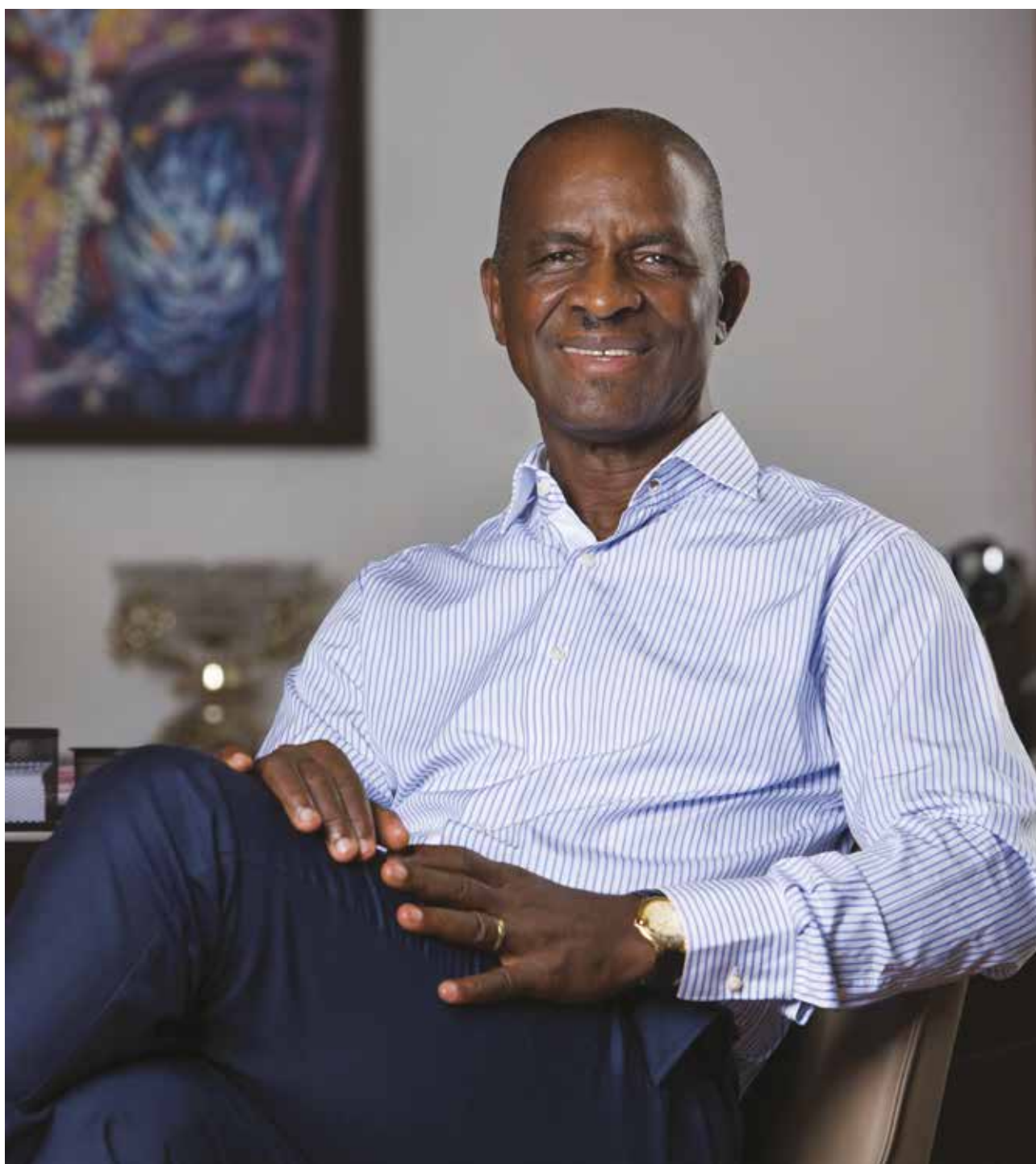
AGRÉMENT
N° 20-00005



Jean Kacou DIAGOU

Président du Groupe NSIA

« Notre ambition est de devenir le groupe financier africain de référence »



L'histoire du groupe NSIA est celle d'un homme qui a fait le choix de mettre une croix sur une carrière professionnelle qui s'annonçait déjà prestigieuse, pour repartir de zéro en créant de toute pièce une compagnie d'assurance au milieu des années 1990. Un peu plus d'un quart de siècle plus tard, le groupe rayonne aujourd'hui sur douze marchés africains, francophone, anglophone et lusophone, avec une trentaine de sociétés et près de 3 000 employés.

Ce parcours, un véritable success story, fait de Jean Kacou DIAGOU, fondateur et président du groupe, l'une des plus grandes figures contemporaines du monde entrepreneurial en Afrique. L'homme, au regard perçant qui peut renvoyer une image d'une certaine austérité, est en réalité très affable et a accepté volontiers de partager les colonnes de Sika Finance.

Le Groupe NSIA qui revendique des revenus consolidés en forte croissance fin 2022, reste très ambitieux et continue d'explorer les voies pour renforcer son ancrage sur le continent : « nous croyons au potentiel de l'Afrique », confie-t-il dans cet entretien. Un échange qui a été l'occasion notamment d'un partage d'expérience et de sa vision des champions nationaux, une grande thématique qu'il a porté durant son mandat à la tête du patronat ivoirien.

La compagnie d'assurances que vous aviez lancée dans les années 1990 a bien évolué, et est aujourd'hui un conglomérat financier bien établi en Afrique. Comment se porte le Groupe ?

Le Groupe NSIA est un groupe de services financiers, qui intègre des produits et services bancaires et d'assurances, présent dans 12 pays d'Afrique, en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo, en Guinée, au Sénégal, au Mali, en Guinée-Bissau, au Ghana, au Nigeria, au Gabon, au Cameroun, et au Congo-Brazzaville. Le groupe NSIA, est fort de 3 banques, 2 succursales bancaires, 21 compagnies d'Assurances, 1 société de gestion et d'intermédiation (SGI), 1 société de gestion des OPCVM, 1 société de courtage en réassurance, et 1 fondation. Il compte près de 3 000 employés.

« À fin 2022, nous enregistrons avec satisfaction, une croissance globale estimée à 17% de notre chiffre d'affaires consolidé. »

À fin 2022, nous enregistrons avec satisfaction, une croissance globale estimée à 17% de notre chiffre d'affaires consolidé. Nous sommes plus que jamais engagés à poursuivre sur cette lancée en améliorant nos dispositifs de gestion et en renforçant les moyens de contrôle de la conformité des prestations afin de réaliser notre ambition qui est de devenir, à l'horizon 2025, le groupe financier africain de référence, leader dans chacun de ses métiers, dans chaque pays d'implantation.

« Notre ambition qui est de devenir, à l'horizon 2025, le groupe financier africain

de référence, leader dans chacun de ses métiers ».

Au regard de la forte présence en Afrique dans l'assurance, on ne peut s'empêcher de noter qu'au niveau de la banque, le Groupe reste cantonné à 4 pays de l'UEMOA (plus la Guinée). Le projet pour le Groupe est-il de se renforcer plus dans la banque ? Est-ce une priorité ?

Le secteur bancaire doit mettre en place des mécanismes de contrôle et de gestion des risques solides avant de pouvoir se développer. Cela peut prendre du temps et nécessite des investissements importants. En effet, les réglementations strictes en matière de ratio de fonds propres que doivent respecter les banques, ainsi que la nécessité de disposer d'une infrastructure et de systèmes de gestion des risques solides pour assurer la sécurité des dépôts et des transactions, freinent quelque peu la création de nouvelles banques.

« Notre défi est maintenant d'adjoindre à cet important réseau d'assurances, un réseau bancaire puissant et au moins numériquement équivalent. »

Nous jouissons d'une diversification géographique enviable, avec un réseau de filiales dans le secteur des assurances dans 12 pays d'Afrique. Notre défi est maintenant d'adjoindre à cet important réseau d'assurances, un réseau bancaire puissant et au moins numériquement équivalent.

De grands groupes bancaires ont fait le choix de quitter le marché africain. Comprenez-vous ces choix ? Comment les analysez-vous ?

Ce sont sûrement des décisions stratégiques qui répondent à leurs exigences du moment.

Avec l'entrée en vigueur de BALE II et BALE III, nous constatons un durcissement de la réglementation sur les critères de gestion, au vu du secteur qui est devenu très capitalistique.

À cela, je rajouterai deux autres raisons. Il y a le niveau de l'importance des marchés et de la rentabilité faible qui en découle pour ces grands groupes. Le marché bancaire en Afrique peut être considéré trop compartimenté et étroit, donc moins rentable que celui observé dans d'autres régions du monde, en raison d'une concurrence accrue et de marges plus faibles pour ces groupes. Cela peut rendre difficile, pour les banques, la réalisation de bénéfices suffisants pour justifier leur présence sur le marché.

En deuxième lieu, il y a des risques liés aux prêts et aux investissements en Afrique peut-être plus élevés. Dans ce sens, les banques peuvent craindre de faire face à des impayés ou à des défauts de paiement, ce qui pourrait affecter leur rentabilité et leur solvabilité. Il y a en outre la crainte peut-être exagérée d'être confrontés à des soupçons de blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme.

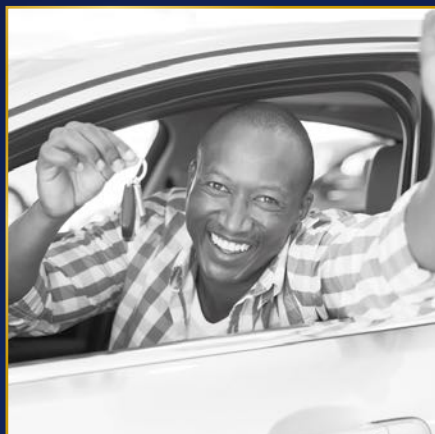
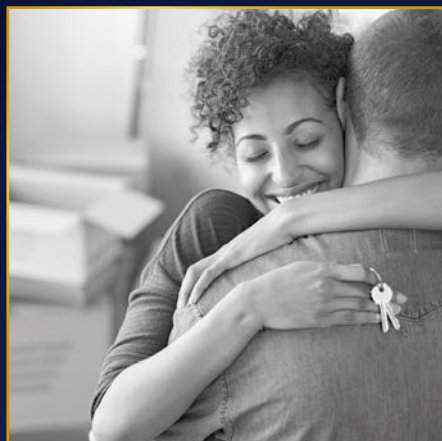
Cependant, il est important de noter que certains grands groupes bancaires ont également choisi de rester sur le marché africain et ont même renforcé leur présence dans la région. Ces banques ont peut-être identifié des opportunités de croissance à long terme et ont pris des mesures pour réduire les risques liés à leurs activités en Afrique. Il faut noter également l'émergence de nouveaux groupes africains.

« A NSIA Banque, nous croyons au potentiel de l'Afrique et avons décidé d'y renforcer notre ancrage. »

Dans tous les cas, nous, NSIA Banque, nous croyons au potentiel de l'Afrique et avons décidé d'y renforcer notre ancrage.

Lorsque vous étiez à la tête du patronat ivoirien, vous aviez porté un combat : celui de la construction des champions nationaux. Un combat pour lequel vos successeurs continuent de faire le plaidoyer auprès du gouvernement ivoirien. Avez-vous quelques pistes sur l'accompagnement à mettre en place pour accélérer la construction des champions nationaux, en Côte d'Ivoire et ailleurs en Afrique ?





Réinventer avec vous l'Assurance et la Banque en Afrique !

NSIA, le vrai visage de l'assurance et de la banque.



En effet, la construction de champions nationaux est un enjeu majeur pour le développement économique et la compétitivité des pays africains, y compris en Côte d'Ivoire. Pour y parvenir, il est essentiel de mettre en place un environnement favorable à l'entrepreneuriat, qui encourage la création et le développement d'entreprises performantes. Je pourrais citer quelques pistes, en cinq points, qui en favoriseront la mise en place pour accélérer la construction des champions nationaux en Côte d'Ivoire et ailleurs en Afrique.

Il faut développer les compétences et la formation. La formation et le développement des compétences sont essentiels. Il y a un besoin majeur de mettre en place des programmes de formation et de développement des compétences pour les entrepreneurs, les dirigeants d'entreprises et les travailleurs, afin de les aider à acquérir les compétences nécessaires pour développer des entreprises performantes.

En second lieu, j'estime qu'il faut aider et encourager l'accès au financement pour la croissance et le développement des affaires. Il est donc important de faciliter l'accès des entreprises aux financements, en particulier aux capitaux-risqueurs et aux investisseurs en capital privé. Les gouvernements peuvent aider à mobiliser des ressources en mettant en place des incitations fiscales et en créant des fonds de capital-risque dédiés.

Il faut en outre faciliter l'innovation et la recherche pour rester compétitifs et répondre aux besoins de leurs clients. Les gouvernements peuvent soutenir l'innovation en finançant la recherche et le développement, en créant des incubateurs d'entreprises,



en facilitant les partenariats universitaires et en protégeant la propriété intellectuelle.

Un autre élément important : adapter l'environnement réglementaire, fiscal et juridique. Au niveau fiscal, faciliter l'accès aux avantages fiscaux liés à la création d'entreprises et poursuivre la simplification des procédures administratives et la protection des entrepreneurs.

« La construction de champions nationaux est un processus complexe qui nécessite une action coordonnée des gouvernements, du secteur privé et de la société civile. »

Enfin, il est très important de créer de puissants fonds souverains capables d'accompagner et renforcer les fonds propres des champions nationaux et régionaux dans l'accélération de leur développement et éviter ainsi qu'ils deviennent des proies trop faciles pour certains investisseurs peu scrupuleux.

En somme, la construction de champions nationaux est un processus complexe qui nécessite une action coordonnée des gouvernements, du secteur privé et de la société civile.

Le début de votre aventure entrepreneuriale a été marqué par moult péripéties, et vous auriez pu abandonner et poursuivre une belle carrière professionnelle au sein d'un grand groupe. En revenant sur cette période, quel est votre regard sur ces débuts et, selon vous, quels ont été les leviers qui vous ont permis de maintenir la flamme et poursuivre votre rêve ?

Effectivement, à mes débuts en tant qu'entrepreneur, j'ai rencontré de nombreux obstacles qui auraient pu me décourager et me faire abandonner mon ambition.

Je me suis appuyé sur trois leviers que je vais vous partager :

« J'ai toujours eu une passion pour l'entrepreneuriat et une forte détermination à réussir dans ce domaine. »

D'abord la passion et la détermination : j'ai toujours eu une passion pour l'entrepreneuriat et une forte déter-



SIKA

FINANCE PRO

TA SALLE DE MARCHÉ AVEC SIKA FINANCE

Abonnez vous à la plateforme **SIKA Finance PRO** et recevez une **assistance technique et académique**, accompagnée de formations à la finance de marché, à **moindre coût** dans la **conception de votre salle de marché**.

OFFRE EXCLUSIVE GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITÉS

C O N T E N U

✓ Données et indicateurs économiques

✓ Données financières

✓ Simulateur de transactions obligataires

✓ Simulateur de transactions interbancaires

✓ Screener des marchés financiers

✓ Market map

✓ Fiche conseil

✓ Comparables

✓ Stock Picking

✓ Back-testing

✓ Graphique dynamique

✓ Matières premières

✓ Devises

✓ Media-Infos

✓ Annuaire



mination à réussir dans ce domaine. Cette passion et cette détermination ont été mes principaux moteurs et m'ont permis de rester focalisé sur mon objectif malgré les difficultés rencontrées.

Ensuite, l'entourage et le soutien : J'ai eu la chance de bénéficier d'un entourage et d'un soutien solides, notamment de ma famille et de mes amis. Ils m'ont soutenu et encouragé tout au long de mon parcours entrepreneurial, ce qui a été une source de motivation importante pour moi.

Enfin, la Foi : J'ai toujours eu foi en mon Dieu ; Il m'a permis de traverser les épreuves et continuer à avancer malgré les obstacles.

Pour certains observateurs de l'entrepreneuriat africain, le plus grand défi est de réussir le passage à témoin d'une génération à une autre. Il est vrai que c'est un sujet tabou sous nos tropiques. Peut-être sans entrer dans les détails, est-ce quelque chose que vous considérez comme un vrai challenge ?

Pour nous cela ne constitue pas un challenge en soi... quand on bâtit une

entreprise, notre volonté est de la voir nous survivre. Pour cela, il est donc essentiel d'avoir une organisation et une structure basées sur les standards internationaux. C'est à cela que je me suis engagé dès les premiers jours de la création du groupe NSIA. Réussir le passage de flambeau est crucial pour la pérennité de l'entreprise, car elle permet de maintenir la vision et les valeurs de l'entreprise tout en adaptant sa stratégie aux évolutions du marché.

« La pérennité du Groupe est assurée ! »

Je suis entouré de personnes compétentes et engagées qui accompagnent au quotidien le management des équipes et la gestion opérationnelle des activités. La direction générale du Groupe est par exemple assurée par Mme Janine Kacou Diagou, qui est soutenue par des directeurs généraux sur les 2 pôles : Léonce Yacé et Dominique Ehilé, respectivement Directeurs Généraux Adjoints Groupe des pôles Banque et Assurance. Ces derniers sont aussi épaulés par des dirigeants locaux aux multiples expé-

riences panafricaines et internationales.

La pérennité du Groupe est donc assurée !

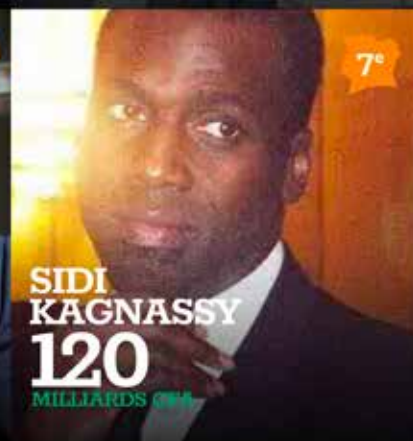
Le Groupe reste concentré dans la finance. La parenthèse dans l'immobilier avec Tchegbao a été refermée. N'envisagez-vous pas aller au-delà de votre zone de prédilection ?

Le groupe NSIA, lors de récentes restructurations, a décidé de se concentrer sur ses cœurs de métiers à savoir la banque et l'assurance. Nous sommes convaincus que la consolidation de nos activités bancaires et d'assurances nous permettra d'optimiser nos ressources, d'améliorer notre efficacité et de mieux servir nos clients. Cependant, nous sommes également conscients que le monde des affaires est en constante évolution. Nous restons ouverts à explorer de nouvelles opportunités si elles sont en accord avec notre stratégie et nos valeurs fondamentales.

Jean-Mermoz KONANDI

TOP 10

DES PLUS GRANDES FORTUNES DE CÔTE D'IVOIRE



TOP 10 DES PLUS GRANDES FORTUNES DE CÔTE D'IVOIRE

		Secteur	Valorisation en milliard FCFA	Valorisation en millions USD
1	 Famille BILLON	AGRO-INDUSTRIE	327	590
2	 Yerim SOW	BANQUE-BTP-TELECOM	293	528
3	 Kacou Jean DIAGOU	BANQUE-ASSURANCE	241	435
4	 Famille EZZEDINE	COMMERCE/DISTRIBUTION	221	398
5	 Dossongui KONE	BANQUE-BTP-LOGISTIQUE	193	315
6	 Alassane DOUMBIA	AGRO-INDUSTRIE	170	307
7	 Sidi KAGNASSY	TRANSPORT AERIEN & BTP	120	217
8	 Soukpafolo KONE	AGRO-INDUSTRIE	92	165
9	 Jean-Marie ACKAH	AGRO ALIMENTAIRE	71	127
10	 Abdul Beydoun HUSSEIN	DIVERSIFIÉ	55	99

TOP 10 des ivoiriens les plus fortunés en 2021

CLASSEMENT DES 10 PLUS GRANDES FORTUNES IVOIRIENNES : NOTRE MÉTHODE D'ÉVALUATION

Cet article est la toute première édition de notre classement des plus grandes fortunes de nationalité ivoirienne, selon la valeur de leurs actifs détenus dans des sociétés. Pour cet exercice inédit, nos analystes financiers ont passé des mois à examiner des milliers de documents des sociétés cotées et non cotées, des articles de presses, des rapports annuels et des informations de notre base de données SIKA FINANCE PRO.

Ce classement a été réalisé sur la base de l'évaluation des actifs détenus dans des sociétés, publics comme privées, en tenant compte de la dette cumulée par ces derniers. Pour ce faire, nous avons valorisé les entreprises d'après

la méthode des fonds propres (P/B) ou des bénéfices (PER), selon le secteur d'activité, en nous inspirant des « Multiples de valorisation de Damodaran ».

Pour cette édition, les hommes politiques, les Ivoiriens de la diaspora et d'autres exerçant dans des secteurs spécifiques (sport, culture), n'ont pas été pris en compte.

Pour la prochaine édition, nous nous efforcerons d'améliorer notre méthodologie, en nous donnant les moyens de découvrir et de mesurer avec plus de précision la valeur des actifs tout élargissant notre publication à un plus grand nombre de grandes fortunes.

Famille BILLON, première fortune de la Côte d'Ivoire

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 327 milliards FCFA/ 590 millions USD

Effectifs : + 30 000 employés

Principale Société : SIFCA



Propriétaire du groupe SIFCA, le premier groupe privé de Côte d'Ivoire, la famille BILLON occupe actuellement une place prépondérante dans l'économie du pays.

En effet, leader ivoirien de l'agro-industrie, le groupe SIFCA est le premier employeur privé de la Côte d'Ivoire avec plus de 30 000 salariés. Fondé en 1964 et né de la fusion de la Société Financière de la Côte Africaine et de la Société Immobilière de l'Indénisé, le groupe SIFCA a longtemps dominé la filière café-cacao, avant de se diversifier en 1997 dans le secteur des oléagineux (huile de palme) et du sucre, puis en 1999 dans l'hévéa.

Présent dans 6 pays (le Sénégal, le Ghana, le Libéria, le Nigeria et la France) à travers 11 filiales, le groupe a su se développer et avoir un fort ancrage sous-régional ; permettant, à la Famille BILLON d'être la première fortune ivoirienne estimée à 327 milliards FCFA, soit 590 millions de dollars, grâce à une part de 44,22%.

Prenant les rênes du groupe en 2001, après le décès de son père, feu Pierre BILLON, Jean-Louis BILLON (JLB),

l'aîné d'une famille de 4 enfants, est celui à qui a été confiée la charge de fructifier l'héritage familial, chose qu'il réussit bien puisque l'entreprise familiale a franchi depuis la barre du milliard de dollars du chiffre d'affaires en 2012.

Prédestiné à un bel avenir, Jean-Louis BILLON eut finalement une ascension professionnelle fulgurante débutée chez le négociant Grace Cocoa à Milwaukee, dans le Wisconsin aux Etats-Unis, en qualité de directeur des ventes, après de brillantes études supérieures. JLB est en effet titulaire d'une Maîtrise en Droit des affaires de l'Université de Montpellier, puis d'un diplôme de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Il part ensuite aux Etats-Unis où il décroche un Master en affaires internationales à l'Université de Floride.

Grâce à ce riche parcours académique, il intègre le groupe SIFCA en 1995 en qualité de Secrétaire général, à la faveur de son retour dans son pays natal. 5 ans plus tard, soit en 2000, JLB est promu au poste de directeur général du groupe ; une fonction qu'il ne conservera que pendant une année puisqu'il succédera à son

père, en décembre 2001, comme Président du conseil d'administration du groupe.

Si JLB n'a actuellement aucune fonction officielle dans l'organigramme du groupe, ses deux frères, Pierre BILLON et David BILLON, y sont bien représentés, respectivement en qualité de directeur général et d'administrateur.

Le poste de Président du conseil d'administration qu'occupait Jean-Louis avant son entrée au gouvernement ivoirien en novembre 2012 comme ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des petites et moyennes entreprises, revient désormais à Alassane Doumbia, fils adoptif de Yves Lambelin, assassiné pendant la crise post-électorale 2010 et ancien directeur général du groupe.

Selon les derniers chiffres disponibles, le groupe SIFCA c'est un chiffre d'affaires de 544,22 milliards FCFA (830 millions d'euros) en 2020, en hausse de 12%, pour un bénéfice de 7,83 milliards FCFA (environ 12 millions d'euros).

Dr Ange PONOU

Yerim SOW

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 293 milliards FCFA/ 528 millions USD

Effectifs : + 1 300 employés

Principale Société : Teylium Télécom



« Les fleurs éclosent à l'ombre »

« Les fleurs éclosent à l'ombre » ce proverbe sied parfaitement à cet homme d'affaires relativement peu connu du grand public. Derrière le nom Yerim SOW se cache pourtant une série de success-story accomplies qui en font l'un des entrepreneurs en Afrique de l'ouest.

Présenté parfois comme un investisseur habile et intelligent, Yerim SOW, ivoiro-sénégalais, est aujourd'hui à la tête d'un vaste empire symbolisé par le groupe Teylium qui a généré 160 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2019, soit près de 105 milliards FCFA.

Fondé en 2001, le groupe Teylium a su se diversifier dans plusieurs secteurs d'activités grâce à la clairvoyance de son fondateur. Ainsi, il opère dans l'immobilier, l'hôtellerie, la finance, l'industrie, l'énergie, la logistique et les télécommunications, avec une forte présence dans 12 pays d'Afrique subsaharienne.

Yerim SOW est par ailleurs le propriétaire des chaînes hôtelières Noom (haut de gamme), Seen (moyenne gamme) et Yaas (économique) dont la gestion est confiée à Mangalis Ho-

tel Group. Il est également le premier actionnaire du groupe bancaire Bridge Group West Africa, très actif en Côte d'Ivoire. L'homme d'affaires détient aussi des participations dans la Banque nationale pour le développement économique (BNDE) au Sénégal.

Il faut en outre ajouter la construction de l'hôtel Radisson à Dakar pour lequel il avait été appuyé par la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, à hauteur de 10 millions d'euros.

Homme d'affaires multi-casquettes, Yerim SOW a aussi lancé en 2006 en Côte d'Ivoire, Continental Beverage Company, une compagnie de production d'eau minérale, grâce à un investissement de 2 milliards FCFA.

Fils d'Aliou SOW, un entrepreneur sénégalais prospère, fondateur de la Compagnie sahélienne d'entreprises, spécialisée dans les BTP, l'histoire de Yerim SOW avec l'entrepreneuriat débute véritablement en 1988 lorsqu'il lance Direct Access, une structure informatique spécialisée dans la commercialisation de bipeurs permettant de recevoir des messages, à travers des modèles baptisés « bip access ». Huit ans plus tard, il lance Access Telecom au Sénégal, puis Loteny

Télécom en Côte d'Ivoire en 1995, plus connu sous la marque Telecel.

Yerim SOW qui devient donc un pionnier du développement du secteur des télécommunications, va faire le choix de céder 51% de l'opérateur ivoirien de téléphonie mobile Loteny Télécom au géant sud-africain MTN au début des années 2000 pour une enveloppe estimée à 76 millions d'euros. Une coquette somme qui a certainement contribué à accélérer la construction de son conglomerat et donc à son ascension dans l'univers des grands entrepreneurs en Afrique de l'Ouest.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en informatique décroché en 1992 de la Boston University College of Engineering aux Etats-Unis, Yerim a d'abord étudié à Cégep Marie-Victorin, puis à Polytechnique Montréal au Canada.

Pour l'ensemble de ses œuvres, cet Ivoirio-sénégalais de 56 ans a été élevé au rang de Commandeur de l'ordre national en mai 2017 par l'Etat de Côte d'Ivoire.

Dr Ange PONOU



Jean Kacou DIAGOU, un parcours inspirant

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 241 milliards FCFA/ 435 millions USD

Effectifs: + 3 000 employés

Principale Société : NSIA ASSURANCE



S'il y a un nom qui revient avec acuité dans le microcosme de l'entrepreneuriat ivoirien, c'est bien celui de Jean Kacou DIAGOU (JKD).

Né en 1948 (75 ans), cet Ivoirien est aujourd'hui à la tête d'une fortune personnelle estimée à 241 milliards FCFA (435 millions de dollars), soit la 3ème plus importante fortune de la Côte d'Ivoire selon les données collectées par SIKAFinance.

Cette richesse provient de son empire, le groupe de bancassurance NSIA (Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance), qu'il a fondé en 1995 et bien implanté dans 12 pays d'Afrique, dont la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin, le Congo, le Togo, le Cameroun, la Guinée-Bissau ; à travers 19 sociétés d'assurance et de 2 banques.

Fruit d'un travail de dur labeur, cette réussite a été construite patiemment dans un secteur d'activité qu'il a découvert « par hasard » selon ses propres termes, à la faveur de sa première expérience professionnelle en tant que chef du service sinistres de

SIA, une agence de l'Union des assurances de Paris (UAP). Il rejoindra par la suite la succursale de l'UAP en Côte d'Ivoire en tant que Secrétaire général, puis directeur général de l'Union Africaine, une filiale de l'UAP jusqu'en 1983.

Conscient du rôle de la famille dans la réussite de tout entrepreneur, Jean Kacou DIAGOU a su amener ses enfants à épouser sa vision afin de poursuivre ensemble le processus de développement du groupe qui est résolument panafricain. Ainsi, JKD a réussi à se faire accompagner par ses filles Bénédicte Janine Kacou DIAGOU et Mansan Dominique DIAGOU Ehilé qui occupent aujourd'hui des postes dans l'organigramme du groupe.

Bénédicte cumule les fonctions de Directrice Générale du groupe et Directeur Général Adjoint de la holding NSIA Participations, quant à Dominique, elle est Directrice Générale Adjointe du groupe NSIA, chargée du pôle assurance.

En retrait de l'opérationnel depuis quelques années, JKD peut être fier de laisser un héritage considérable au développement du continent africain. Son parcours est un success story pour celui qui était prédestiné à être prêtre quand il intègre le Moyen Séminaire de Yopougon après l'obtention de son Baccalauréat en Philosophie en 1967.

A juste titre, ce parcours auréolé de succès lui a valu plusieurs distinctions. JKD a été notamment Officier de l'ordre national de Côte d'Ivoire, Officier de l'ordre équatorial du Gabon, Commandeur de l'ordre du mérite ivoirien et Commandeur dans l'ordre national de Côte d'Ivoire. Il a également reçu le prix d'honneur 2008 de la direction générale des impôts. Son groupe emploie actuellement plus de 3 000 salariés répartis dans tous les pays d'implantation.

Dr Ange PONOU

Famille EZZEDINE

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 221 milliards FCFA/ 398 millions USD

Effectifs: + 7 500 employés

Principale Société : Carré d'Or



Bien connue dans le milieu des affaires en Côte d'Ivoire pour être propriétaire du groupe Carré d'Or, un conglomérat composé de six entreprises, la famille Ezzedine détenant un actif de 221 milliards FCFA (398 millions de dollars) se classe au quatrième rang des 10 plus grands fortunés en Côte d'Ivoire.

Né de la volonté de feu Ibrahim Ezzedine de vouloir bâtir un groupe d'entreprises pour participer pleinement à l'industrialisation de la Côte d'Ivoire et créer des emplois, Carré d'Or a démarré ses activités en 1988 par un magasin de vente de marchandises diverses.

Le groupe comprend la Société de distribution de toutes marchandises

(SDTM) qui couvre 70% du marché du riz en Côte d'Ivoire et distribue tous les produits du groupe. Véritable mastodonte, SDTM, avec un chiffre d'affaires de 469 milliards FCFA réalisé en 2021, est la plus importante entreprise à capitaux privés ivoiriens, d'après un classement dressé par SIKA Finance en janvier 2023.

Ensuite, il y a la filiale Global manutention Côte d'Ivoire (GMCI), spécialisée dans le transit maritime et aérien, la consignation maritime, l'entreposage, etc...

Puis, la Compagnie africaine de produits alimentaires en Côte d'Ivoire (CAPRACI) et la Compagnie ivoirienne de production d'eau minérale en Côte d'Ivoire (CIPREMCI), respectivement spécialisées dans la fa-

brication de pâtes alimentaires et la production d'eau minérale.

Enfin, les Moulins modernes de Côte d'Ivoire (MMCI) et Flexiball Packaging Côte d'Ivoire (FLEPACI), respectivement spécialisés dans la production de farine et la production d'emballages en cellophane.

Il faut souligner que le groupe Carré d'Or est depuis le mois de juin 2022, le nouvel embouteilleur et distributeur de Coca-Cola et, a également acquis la même année l'usine de production d'eau minérale de Solibra, brasseur local filiale du groupe français Castel..

Narcisse ANGAN

Koné DOSSONGUI

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 193 milliards FCFA/ 315 millions USD

Effectifs : + 7 000 employés

Principale Société : Atlantic Financial Group (AFG)



Bien connu dans le milieu des affaires en Côte d'Ivoire, en particulier dans le secteur de la finance, Koné Dossongui, caractérisé par sa discrétion est l'une des icônes de l'entrepreneuriat en Côte d'Ivoire et même au-delà.

Il est aujourd'hui à la tête d'un véritable conglomerat en pleine expansion qui rappelle le parcours admiratif du nigérian Aliko Dangote, l'homme le plus fortuné du continent africain, d'après le magazine américain Forbes et qui n'est plus à présenter.

Homme d'affaires multidimensionnel, Koné Dossongui opère dans divers secteurs d'activités, dont la banque, l'assurance, l'agro-industrie, la cimenterie, la logistique. Il détient une participation majoritaire dans différentes sociétés allant de la finance à l'hôtellerie. En outre, sa holding AFG, Atlantic Financial Group, a annoncé en fin d'année un deal portant sur le rachat de 74,48% de la banque mauricienne AfrAsia Bank. Détenant un actif de 174 milliards FCFA (315 millions de dollars), Dossongui est classé au 5e rang dans le top 10 des ivoiriens les plus fortunés.

Après avoir géré l'ex-société d'Etat Palmindustrie, cet ingénieur agronome de formation animé par la fibre de l'entrepreneuriat s'est lancé très tôt dès la fin des années 80 dans le secteur privé, en mettant en place un réseau de

boulangeries, trois unités d'extraction d'huiles essentielles d'agrumes et une usine de noix de cajou à Korhogo.

Né en 1960 à Gbon dans le département de Boundiali, au Nord du pays, cet ancien ministre du gouvernement ivoirien, s'est écarté de la scène politique pour se consacrer exclusivement au monde des affaires, où il réussit depuis des années son expansion dans plusieurs pays à travers le continent africain.

Homme d'affaires bien établi en Côte d'Ivoire, il fit le pari en 1997 de racheter la filiale locale du britannique Barclays rebaptisée Banque Atlantique. Un établissement qu'il va faire prospérer et qui va s'implanter dans plusieurs pays, notamment dans l'UEMOA. En 2012, il va finir par céder le réseau Banque Atlantique au groupe marocain Banque centrale populaire (BCP), sauf la filiale bancaire du Cameroun.

Dix ans après, Koné Dossongui a réussi à reconstituer son empire bancaire avec le rachat des filiales de BNP Paribas au Gabon, aux Comores, et au Mali. En fin d'année 2022, sa holding financière AFG (Atlantic Financial Group) a annoncé avoir décroché des agréments pour installer des filiales bancaires à Madagascar et en Côte d'Ivoire. Et plus encore, la holding a annoncé en toute fin d'année l'acquisition de près de 75% du capital de la banque mauricienne AfrAsia Bank, l'une des principales banques du pays.

Ce portefeuille bancaire est complété par six compagnies d'assurances au Bénin, au Cameroun, aux Comores et au Mali. Dans l'optique de faire ressortir une image cohérente de son groupe, l'ensemble des filiales bancaires prendront la dénomination de "AFG Bank" du nom de sa holding Atlantic Financial Group (AFG).

Koné Dossongui a également fait une incursion dans le cacao avec l'ouverture d'une usine au Cameroun et a lancé le chantier d'une seconde usine en Côte d'Ivoire, dans la ville portuaire de San Pedro. Le secteur de la cimenterie ne lui échappe pas avec l'ouverture d'une usine en Côte d'Ivoire et des projets en cours au Cameroun ainsi qu'à Madagascar.

Narcisse ANGAN

Allassane DOUMBIA

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 170 milliards FCFA/ 307 millions USD

Effectifs : +30 000 employés

Principale Société : SIFCA



Alassane Thierno Doumbia, né le 14 juillet 1976 à Dabou près d'Abidjan. Fils adoptif de Yves Lambelin, un industriel ivoirien d'origine française qui a dirigé pendant trente ans le géant SIFCA, premier groupe agro-industriel de Côte d'Ivoire créé en 1964, il figure sur la liste des 10 Ivoiriens les riches. En effet, ses actifs sont évalués à 170 milliards FCFA (307 millions de dollars) représentant sa participation au sein du groupe Sifca dont il est le plus important actionnaire individuel, ce qui lui vaut de s'adjuger la 6ème place du classement dans le top 10 des plus grandes fortunes. Déjà en 2015, il comptait au nombre des 5 Ivoiriens faisant partie du réputé classement Choiseul des "100 leaders économiques africains de demain".

Formé à l'école privée à Chantemerle en Suisse et à l'ISC Paris Business School, Allassane Doumbia n'a pas rejoint tout de go le staff de SIFCA ses études terminées. Alors qu'il avait 29 ans, il affûtait déjà ses armes chez le négociant ADM, puis à AMB, Africa merchant bank, la banque d'affaires de la Belgolaise, aujourd'hui disparue.

Financier aguerri, il participe à la restructuration de la SHB, Société des huileries du Bénin, et à la reprise des parts d'Unilever dans Palmindustrie.

Son éloignement physique ne l'a pas empêché d'assister à certaines réunions décisives relatives à la vie du groupe, à l'instar de celles au cours desquelles Yves Lambelin négociait l'entrée au capital des sociétés singapouriennes Olam et Wilmar.

Allassane Doumbia se révèle après la disparition de son père Yves Lambelin, alors qu'il occupait le poste de directeur chargé du développement à SIFCA. Il est ainsi nommé deux ans plus tard vice-président du groupe SIFCA avant de prendre le fauteuil de Président du conseil d'administration depuis 2016.

Narcisse ANGAN

Sidi Mohamed KAGNASSI

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 120 milliards FCFA/ 217 millions USD

Effectifs: + 1 000 employés

Principale Société : Air Côte d'Ivoire



Sidi Mohamed Kagnassi se définit sur les réseaux sociaux, comme administrateur de plusieurs sociétés en Afrique de l'Ouest. Né en 1967, il est titulaire d'une maîtrise en Sciences décrochée à HEC Genève. Il est le fils du riche Cheikna Kagnassi, fondateur d'Aiglon, une multinationale à capitaux 100% africains, spécialisée dans le commerce et le négoce de coton.

Son aventure en Côte d'Ivoire commence en 1990, quand il y prend la gestion des affaires de la famille. Sidi Mohamed Kagnassi dirige Karité SA,

une entreprise spécialisée dans le négoce de café-cacao. Il profitera, des années plus tard, de la privatisation partielle de la compagnie ivoirienne pour le développement du textile (CIDT) pour fonder, avec Vincent Bolloré, la compagnie cotonnière de Côte d'Ivoire (LCCI) dont sa famille détient 80% du capital. L'homme d'affaires est à la tête de plusieurs entreprises, notamment Karité SA, Palm Afrique, Trituraf, et Versus Bank. Selon la presse, sous la direction de Sidi Mohamed Kagnassi, « la filiale ivoirienne d'Aiglon emploie plus de 2.600 personnes qui permettent de générer un chiffre d'affaires cumulé d'environ 100 milliards de francs CFA ».

Avec l'avènement de la crise ivoirienne en 2002, surviennent des problèmes avec le régime en place et la principale organisation de producteurs du pays. En 2005, l'entreprise bat de l'aile, et les employés entrent en grève. Finalement, en 2007, après la LCCI, Aiglon, la société mère, fait faillite. Fort de son expérience de plusieurs années, l'homme d'affaires se reconvertisse très rapidement.

En 2010, il réapparaît dans le milieu ivoirien des affaires en tant que re-

présentant de la Sagem en Afrique de l'Ouest pour laquelle il remporte le contrat de réalisation de la liste électorale pour le scrutin de 2010.

Environ deux années plus tard, alors qu'il ne détient pas encore officiellement de sociétés qui opèrent dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, Sidi Mohamed Kagnassi, remporte le contrat de rénovation des universités ivoiriennes, pour plusieurs dizaines de milliards de francs CFA.

Il est actuellement le deuxième actionnaire d'Air Côte d'Ivoire, avec plus de 23,4% du capital, après l'État ivoirien et devant Air France et la Banque Ouest-Africaine de Développement. Il détient également à 100% la société ivoirienne de courtage et de conseil en assurance, Optimus Holding, et la Société d'infrastructures modernes pour le développement en Côte d'Ivoire (SIMDCI), une société de BTP en Côte d'Ivoire et dans toute la sous-région ouest-africaine.

Jean-Marc Gogbeu



Koné Daouda SOUKPAFOLO

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 92 milliards FCFA/ 165 millions USD

Effectifs : + 3 000 employés

Principale Société : Compagnie ivoirienne de coton (COIC)

Koné Daouda Soukpafo-
lo est un commerçant et
homme d'affaires prospère,
originaire de Korhogo, la
plus grande ville du nord de la Côte
d'Ivoire. Issu d'une famille de 14 en-
fants, le jeune Daouda, déjà orphelin
de mère, perd son père en 1993. Il
devient ainsi le chef de famille, prend
en charge toute la famille grâce à l'en-
treprise familiale, dont il a la gestion.

Il s'est fait connaître lors de la cam-
pagne 2005-2006, à travers l'Organi-
sation professionnelle agricole (OPA)
« Yebe Wognon », dont il est proprié-
taire. Dans un contexte où la société
d'égrenage LCCI (La Compagnie co-
tonnière de Côte d'Ivoire), filiale du
groupe L'Aiglon est menacé de faillite,
il s'inquiéta de ne pas disposer d'usine
pour le traitement de la production
cotonnière de « Yebe Wognon ». Il lui
vient alors l'idée de créer une société
d'égrenage : la Compagnie ivoirienne
de coton (COIC). Un projet dont la
concrétisation coïncide avec la faillite
de LCCI dont il reprend deux usines.

« Certes, nous avons pu acquérir en
fin de compte deux autres usines de
l'ex LCCI mais comme l'une d'elles
est très vétuste, nous pensons que
notre future usine ne sera pas de trop
! », explique-t-il dans une de ses rares
interviews accordée en 2008. En
2017, avec la reprise de la Compagnie
ivoirienne pour le développement des
textiles (CIDT), Daouda Soukpafo-
lo, s'impose comme le leader national de
la filière coton en Côte d'Ivoire.

La même année, la production de la
campagne (2017-2018) de la CIDT
s'est élevée à 65 000 tonnes, soit



plus du double des 32 000 tonnes an-
nuelles produites avant son rachat. Il
injecte des sommes importantes pour
réhabiliter trois unités (à Séguéla,
à Bouaké et à Mankono) de la com-
pagnie. En 2019, les capacités des
usines d'égrenage étaient estimées à
120 000 tonnes.

Notons que la société cotonnière
COIC figure dans le top 10 des plus
grandes sociétés à capitaux privés de
la Côte d'Ivoire en 2021 selon le clas-
sement de Sika Finance. Koné Daou-

da Soukpafo-Lo est actionnaire (géné-
ralement majoritaire quand il n'est
pas l'unique) dans une bonne dizaine
de sociétés dans divers secteurs dont
le BTP, l'agroalimentaire ou encore le
transport.

Jean-Marc Gogbeu

Jean-Marie ACKAH

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 71 milliards FCFA/ 127 millions USD

Effectifs : +2 000 employés

Principale Société : SIPRA



Jean-Marie Ackah, né le 23 septembre 1955 à Abidjan, est diplômé de l'Institut supérieur commercial (IDRAC) de Paris et de l'Institut français de Gestion (IFG, 3ème cycle). Il commence sa carrière professionnelle en 1978 en tant que cadre de direction à Palminindustrie, avant de rejoindre en 1980, la Société ivoirienne de Productions animales (SIPRA). Treize ans plus tard, il devient Directeur Général de la SIPRA, poste qu'il a occupé jusqu'en 1998.

En 1999, à la faveur d'une opération de management buy-out, Jean-Marie Ackah, bénéficiant du soutien de plusieurs institutions financières, conduit avec succès, un projet de reprise du contrôle de l'actionnariat de la SIPRA. Il en devient ainsi l'actionnaire princi-

pal et son Président Directeur Général. En 2007, l'homme d'affaires crée une minoterie dénommée Les Moulins de Côte d'Ivoire (LMCI). Cinq années après la création de LMCI, Jean-Marie Ackah cède son fauteuil de DG de SIPRA, tout en gardant son poste de Président, pour se consacrer au démarrage de LMCI, qui est la deuxième minoterie de Côte d'Ivoire.

En 2014, en partenariat avec le groupe pétrolier TOTAL, Jean-Marie Ackah lance TWEAT, une chaîne africaine de fast-foods. En fin connaisseur du secteur, l'homme d'affaires a également assuré la présidence de certaines organisations avicoles, notamment l'IPRAVI (Interprofession avicole ivoirienne) et l'UOFA/AO (Union des organisations de la filière avicole de l'Afrique de l'Ouest).

Le businessman fait aussi un passage à la tête de l'Union des grandes entreprises industrielles de Côte d'Ivoire (UGEI), avant de prendre, en 2016, les rênes de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI). Il dirige le patronat ivoirien jusqu'au 30 novembre 2022.

Hormis son groupe agroalimentaire, Jean-Marie Ackah dirige, depuis 2016, le Conseil d'administration de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI).

Jean-Marc Gogbeu

Hussein Abdul BEYDOUN

Valorisation de l'ensemble des actifs détenus dans les sociétés : 55 milliards FCFA/ 99 millions USD

Effectifs : +3 000 employés

Principale Société : BERNABE

Abdul Hussein Beydoun débarque en Côte d'Ivoire en 1977 en provenance du Liban. Il se lance dans l'achat de cacao auprès des paysans ivoiriens à l'intérieur du pays avant de retourner à Abidjan au début des années 80 pour ouvrir une modeste quincaillerie à Adjamé, le quartier commerçant au cœur de la capitale, où il vend notamment du matériel agricole. Il fera par la suite connaissance avec les gérants de la firme française de quincaillerie Bernabé qui deviendra son principal fournisseur.

De cette collaboration naîtra une solide relation d'affaires. Entre-temps associé à la famille éthiopienne Mekbebe avec qui il forme Yeshi Group, il parviendra, auprès du groupe français Descours & Cabaud, à acquérir en 2003 Bernabé, le leader ivoirien de la quincaillerie générale et industrielle.

En 21 ans, sous la direction Abdul Hussein Beydoun, PDG de Yeshi Group, Bernabé Côte d'Ivoire est passé de moins de 100 employés à "plus de 400 collaborateurs formés, engagés et préparés". En 2022, la société annonçait avoir passé le cap des 50 milliards FCFA de chiffre d'affaires.

A noter que Yeshi Group est aujourd'hui un conglomérat présent en Afrique où il détient notamment les enseignes Galeries Peyrissac et Mr Bricolage.



Jean-Marc Gogbeu



GABRIEL WEALTH MANAGEMENT
Your Private Banking and Multi-Family office



ORPHÉE MONNET KEBÉ
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL / CEO-FOUNDER
GABRIEL WEALTH MANAGEMENT

GABRIEL WEALTH MANAGEMENT LANCE SES ACTIVITÉS EN TANT QUE 1ER CABINET PRIVÉ DE GESTION DE FORTUNE ET MULTI FAMILY OFFICE EN AFRIQUE DE L'OUEST, SOUS LA HOULETTE DE ORPHÉE MONNET KÉBÉ.

Gabriel Wealth Management, Multi family office et cabinet spécialisé dans la gestion de patrimoine en Afrique de l'Ouest, annonce le lancement de ses activités en Côte d'Ivoire et dans la sous région ouest africaine.

La Présidente et Directrice Générale de l'entreprise, Orphée Monnet Kébé, fort d'une quinzaine d'années d'expériences dans les activités de marché financier et de son parcours académique prestigieux, entend ainsi offrir une réponse complète aux besoins et objectifs variés des fortunés et familles entrepreneuriales de la sous-région.

L'offre diversifiée de Gabriel Wealth Management, alignée aux standards internationaux en la matière et riche en innovations pour notre Région, vise à accompagner les familles patrimoniales, les fortunés individuels ou Chefs d'entreprises qui veulent développer leur patrimoine personnel et professionnel dans tous les domaines couvrant l'immobilier, les participations sociales, les produits financiers et autres instruments. GWEM, c'est aussi la levée de ressources de financement et la gestion de problématiques diverses dont la succession.

Sur le conseil en Investissement, GWEM apporte sa grande expérience afin d'identifier pour ses clients, des entreprises prometteuses et rentables en Afrique de l'Ouest.

"Notre vision, c'est de construire à moyen terme un écosystème de familles fortes, d'entrepreneurs, de champions et de fortunés établis, qui font rayonner notre Région en ayant un impact indéniable sur son développement de façon durable", déclare Orphée Monnet Kébé.

C'est sans doute, un nouvel élan et nouveau virage donné à ce métier qui vraisemblablement viendra répondre à des exigences et besoins longtemps exclus des offres financières de notre zone.

Diplômée de HEC Paris en Corporate Finance et de l'Ecole de Commerce de Paris INSEEC "MBA&MASTERS PROGRAMS" avec une spécialisation en Ingénierie et Gestion du Patrimoine, Orphée Monnet Kébé a débuté sa carrière dans la gestion de patrimoine en France avant de rejoindre la Côte d'Ivoire. Elle a occupé différents postes à responsabilité au sein de plusieurs Institutions bancaires dont la Standard Chartered Bank, et le Groupe Société Générale, notamment en tant que Directrice Générale de la Société d'Intermédiation du Groupe en Afrique de l'Ouest et Directrice Générale de la Société de Gestion d'actifs du Groupe en Afrique de l'Ouest.

Gabriel Wealth Management compte ainsi renforcer sa position de précurseur dans le domaine de la prestation indépendante de services de Private Banking et de Multi Family Office en Afrique de l'Ouest.

Auguste BERTRAND

Directeur Afrique subsaharienne de Sopra Banking Software :

« Toutes nos solutions sont des accélérateurs de la transformation digitale. »



Partenaire de choix de plus de 1 500 institutions financières dans le monde et présente sur le continent africain depuis 40 ans, la société Sopra Banking Software (SBS), société de services numériques et de développement de logiciels du secteur financier, continue de renforcer son impact professionnel sur l'activité bancaire et financière dans la région et consolider son positionnement.

L'entreprise, qui compte plus de 150 clients en Afrique de l'Ouest et Centrale (WECA) et plus de 300 clients en Afrique, cherche aussi à confirmer son ancrage local sur le continent. A cet effet, SBS a organisé, le jeudi 16 mars 2023 à Abidjan, une rencontre avec ses clients et ses partenaires nommée « Connect ». A cette occasion Auguste BERTRAND, Directeur de la région Afrique subsaharienne de SBS s'est confié à Sika Finance.

SBP for Financial Inclusion
**L'inclusion financière
au cœur de notre
stratégie.**

Bénéficiez de l'expérience de SBS : notre solution capitalise sur des centaines de projets clients.

Solution en production et localisée dans

+20 pays

Nous sommes fiers de servir

+30 Millions de personnes

Sopra Banking Software est le partenaire technologique de référence de plus de 1 500 institutions financières dans le monde. La richesse de notre offre, la puissance de notre engagement et notre passion pour l'innovation nous permettent d'accompagner nos clients au quotidien dans leurs projets d'avenir, mais également de contribuer à rendre la finance accessible au plus grand nombre. Nos clients bénéficient chaque jour de la puissance de nos technologies et softwares, ainsi que de l'expertise de nos 5 000 collaborateurs. Nous les accompagnons dans plus de 80 pays dans le monde. Sopra Banking Software est une filiale du groupe Sopra Steria, l'un des leaders européens du conseil, des services numériques et de l'édition de logiciels. Avec plus de 50 000 collaborateurs, ce dernier affiche un chiffre d'affaires 2022 de €5.1 Milliards d'euros. Pour plus d'information, retrouvez-nous sur LinkedIn, Twitter & Instagram ou visitez www.soprabanking.com

Quel est l'enjeu de la présence de SBS en Afrique et comment a-t-elle réussi à s'y ancrer ?

Les enjeux de SBS sont multiples et correspondent à ceux de ses clients, à savoir les défis liés à la digitalisation, l'inclusion financière, l'interopérabilité des systèmes, la sécurité, la conformité en constante évolution, sans oublier la nécessité d'offrir une expérience client innovante.

« Nous répondons aux enjeux de nos clients : digitalisation, inclusion financière, interopérabilité des systèmes, sécurité ... »

Ces enjeux nécessitent certes des solutions mais surtout le support d'un partenaire stratégique et technologique capable de s'engager de bout en bout avec une vision à la fois globale et locale. D'où le succès de notre ancrage local et la confiance de nos clients. Cette réussite est aussi le résultat d'un investissement dans des structures locales, le recrutement de talents africains, le développement humain et professionnel à travers la formation mais aussi la création d'un environnement professionnel sain et stimulant.

« Au-delà des solutions, les entreprises ont besoin d'un partenaire stratégique et technologique capable de s'engager de bout en bout avec une vision à la fois globale et locale. »

Nous sommes à l'écoute des besoins de nos clients et SBS se positionne en tant que partenaire global sur l'ensemble de la chaîne de valeur des problématiques technologiques et métiers en favorisant l'implication des acteurs de l'écosystème régional tels que startups et fintechs.

Pour être plus proches de nos partenaires en Afrique, nous avons inauguré en mars 2023 deux nouveaux bureaux, le premier à Douala au Cameroun et le second à Abidjan en Côte d'Ivoire. Dans la zone WECA, sur les trois années à venir nous ambitionnons également de doubler notre effectif et ainsi être à 200 collaborateurs à l'horizon 2026.

Quelles solutions proposez-vous aux acteurs africains et quelles relations entretenez-vous avec eux ?

SBS est un partenaire technologique qui fournit des

solutions complètes allant des briques logicielles à des solutions intégrées, l'expertise métier, l'implémentation des solutions proposées et celles de nos partenaires, la formation et le support continu.

Ces solutions sont nécessaires pour des banques traditionnelles ou des banques digitales avec un Core Banking System robuste pour gérer tous les process métiers de la banque, de bout en bout.

Nous offrons également des solutions de microcrédit et microfinance, des solutions verticales pour la gestion d'un domaine bancaire particulier tels que la gestion des crédits, le recouvrement, l'Open Banking, etc. Outre des solutions de gestion clients et du digital banking et de transformation digitale.

« Toutes nos solutions sont des accélérateurs de la transformation digitale. »

Toutes nos solutions sont en l'état, de l'art en termes d'API, d'ouverture et de sécurité afin d'assurer l'interopérabilité avec les briques du système d'information de nos clients, ainsi que les solutions complémentaires de l'écosystème local et régional.

Toutes nos solutions sont des accélérateurs de la transformation digitale et de best in class user experience indispensable aux métiers de la banque aujourd'hui.

Qu'en est-il du recrutement et la formation du personnel en Afrique ?

Nous profitons des meilleures pratiques déployées dans notre groupe, Sopra Steria, de 50 000 personnes dans le monde et assurons les mêmes processus sur WECA (région West East Central Africa) que ceux utilisés à Paris ou à Londres. Il est question d'un process de recrutement local, transparent et rigoureux afin de sélectionner les meilleurs talents au service de nos clients.

« Nous profitons des meilleures pratiques déployées dans notre groupe, Sopra Steria, de 50 000 personnes dans le monde et assurons les mêmes processus sur nos marchés africains que ceux utilisés à Paris ou à Londres. »

Nous valorisons l'intégration des nouvelles recrues

par des séminaires d'intégration et des meetings personnalisés avec le management tandis que SBS University participe à la progression des collaborateurs grâce à un parcours de formation en adéquation avec leurs aspirations.

D'ailleurs, un programme de mentorat existe depuis plusieurs années pour accompagner nos collaborateurs dans leur gestion de carrière en bénéficiant de conseils de l'ensemble des acteurs du groupe.

Dans quelle mesure SBS envisage-t-elle de contribuer au développement économique en Afrique ?

En fournissant aux banques et aux institutions financières des plateformes équipées de technologies les plus avancées, celles-ci peuvent sereinement jouer leur rôle de financement des économies africaines, et dans l'inclusion financière des populations du continent. Notre contribution au développement économique du continent s'effectue également grâce à nos programmes de recrutement et de formation des jeunes diplômés africains. De même, nous impactons par des partenariats avec les universités – nous accueillons tous les ans des dizaines de stagiaires – et en multipliant nos activités RSE à impact social dans les domaines liés à l'inclusion financière, enjeu clé pour nos économies africaines.

Comment les nouvelles technos ont-elles changé le paysage bancaire en Afrique et de quelles manières les banques africaines pourraient en profiter ?

Les clients, souhaitent désormais que l'expérience client avec leur banque soit la même qu'avec les GAFAM. Ainsi, l'omniprésence du digital dans les conversations oblige les banques de tous les continents à se mettre au diapason. Notre continent n'y échappe pas non plus.

Il va sans dire que le mobile money et son instantanéité en Afrique ont changé la manière dont les banques percevaient le paiement digital alors que la multiplication des fintechs avec de nouveaux cas d'usage pousse les banques à la collaboration initiant déjà une approche open banking.

Grâce à la RPA (une technologie d'automatisation des processus métiers qui utilise des robots logiciels virtuels), la possibilité d'automatiser des tâches répétitives réduit les risques d'erreurs humaines et donc les risques opérationnels. Les banques africaines adoptent plus rapidement les technologies nouvelles et restent ouvertes à la collaboration avec les Fintechs.

Quel est le rôle des gouvernements et des régulateurs dans la promotion de l'inclusion financière ?

Les autorités doivent continuer de renforcer et de créer un cadre de collaboration avec les acteurs du secteur financier afin de prendre en compte les cas d'usages réels, adapter le cadre réglementaire à ceux-ci, sans faire du copier-coller, et préparer le futur en proposant un environnement qui favorise l'innovation et l'éclosion d'acteurs capables de proposer de nouveaux cas d'usage sans oublier de protéger les populations les plus vulnérables et exposées.

Ainsi, il est nécessaire de renforcer les actions déjà lancées tout en s'inspirant des pays comme l'Inde ou le Kenya ; sans pour autant se substituer au secteur privé dans la mise en œuvre.

« L'intelligence artificielle peut aider les banques à anticiper le départ d'un client à travers des modèles de prédiction. »

Il faut également penser à d'autres acteurs non conventionnels (stations de services, bureaux de poste, épiciers, magasins fixes, ... etc.) qui sont à inclure dans le cercle de l'inclusion financière car représentant des points physiques et quotidiens de contact des usagers.

Dans quelle ampleur l'IA peut-elle aider les banques à mieux comprendre leurs besoins ?

Nous fournissons en effet des solutions d'IA. L'intelligence artificielle peut aider les banques à anticiper le départ d'un client à travers des modèles de prédiction (du churn). La banque peut ainsi prendre des mesures anticipant le départ et corriger ainsi le mécontentement du client.

L'IA aide également à gérer efficacement et de façon automatisée les réclamations des clients, la prédictibilité des conséquences des événements sociaux, la gestion des faux positifs en comprenant mieux le profil de l'emprunteur d'un client et en lui proposant un produit et un niveau de risques adaptés.

Ismail Ben Sassi

Ces entreprises à capitaux ivoiriens leader dans leur secteur d'activité

Sika Finance a dressé le classement des plus importantes entreprises de droit ivoirien en termes de chiffre d'affaires selon le secteur d'activité, en s'appuyant sur les dernières données officielles disponibles en 2021.



ASSURANCE

Créée en 1996 par l'homme d'affaires ivoirien Jean Kacou Diagou, NSIA Assurances, filiale du groupe NSIA, présente dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, est le leader local dans le secteur de l'assurance en Côte d'Ivoire. Elle se décline en deux entités. Il s'agit d'une part de NSIA Assurance Vie, et d'autre part de NSIA Assurances. Ces deux sociétés ont enregistré un chiffre d'affaires de 65,13 milliards FCFA fin 2021.

BANQUE

Née du rachat de l'ex-BIAO, NSIA Banque Côte d'Ivoire, également filiale du groupe NSIA présentant un chiffre d'affaires de 76,62 milliards FCFA à fin 2021, est le plus important établissement de droit ivoirien dans le milieu bancaire en Côte d'Ivoire.

Disposant de plus de 80 agences et 120 guichets automatiques sur le territoire national à Abidjan et en province,



V-2952/CSP/D/23

FCP **AURORE** **SÉCURITÉ**

Profitez de vos investissements avec
le **FCP Aurore Sécurité**!

** FCP : Fonds Commun de Placement*

** Le profit provient de la diversité des titres les plus performants du marché placé dans le fonds*



NSIA Banque CI est la première entreprise sur le continent africain à se voir décerner le label LUCIE ISO 26 000, à l'issue d'un long processus de sélection, pour son engagement en matière de Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE). Assurant des fondamentaux solides, la banque a eu sa notation financière réhaussée en début d'année par Bloomfield Investment.

SANTÉ

Le secteur de la santé en Côte d'Ivoire a connu de grandes mutations depuis 2011, avec la création de plusieurs cliniques privées et la réhabilitation couplée au renouvellement des différents plateaux techniques de celles déjà existantes. L'objectif visé est de mieux répondre aux exigences des patients et freiner par conséquent le flux des évacuations sanitaires vers les pays du Maghreb ou encore de l'Europe.

La Polyclinique Farah fondée en 2005 et comptabilisant en 2021 un chiffre d'affaires de 20,77 milliards FCFA, vient en première ligne parmi les établissements sanitaires privés en Côte d'Ivoire. Cet établissement qui se veut la référence en matière de santé contribue à faire du pays un important hub sanitaire en Afrique de l'Ouest.

HÔTELLERIE

Créé en 2001 par l'entrepreneur ivoiro-sénégalais Yérin Sow, le groupe Teyliom est propriétaire des établissements Noom Hotel et Seen Hotel situés en plein du Plateau à Abidjan, les plus importantes infrastructures hôtelières de droit ivoirien. Seen Hotel a été inauguré en juillet 2017 pour un montant estimé à 13 milliards FCFA. S'en est suivi au tour du Noom Hotel qui a ouvert ses portes 4 ans plus tard, soit en septembre 2021, pour un investissement estimé à environ 35 milliards FCFA.



La réalisation de ces réceptifs s'inscrit dans le programme touristique ivoirien "Sublime Côte d'Ivoire" du gouvernement visant à positionner le pays comme un hub touristique en Afrique. Ces deux réalisations du groupe Teyliom viennent donc renforcer l'offre hôtelière du marché ivoirien. Au-delà de la Côte d'Ivoire, le groupe Teyliom, un conglomérat, détient plusieurs hôtels sur le continent, dont le complexe hôtelier Radisson Blu de Dakar au Sénégal.

AGRO-ALIMENTAIRE

SIPRA, Société ivoirienne de production animale, revendant un chiffre d'affaires de 42,71 milliards FCFA en 2021, et appartenant à Jean-Marie Ackah, l'ex-président du patronat ivoirien (CGECI), domine le secteur de l'agro-alimentaire en Côte d'Ivoire. L'entreprise est spécialisée dans la production de poussins d'un jour, ainsi que d'aliments complets animaux. Elle est subdivisée en trois unités, à savoir Ivoire Poussins, Ivograin et Coqivoire. Ivoire Poussins est le département d'accoupage et de production de poussins d'un jour, il s'agit du premier accoureur d'Afrique de l'Ouest avec plus de 40 ans d'expérience à son actif. Elle est également en charge de la gestion de l'ensemble des fermes d'élevage de la SIPRA, coqivoire, réputé être le plus grand fournisseur de volailles du marché local.

CACAO

Dans le secteur du cacao, l'entreprise Diakité Cocoa Product existant depuis 2016, spécialisée dans la transformation des dérivés de cacao en beurre, masse et poudre de cacao, et disposant d'un chiffre d'affaires de 2,06 milliards FCFA, se démarque en se positionnant au premier rang. L'entreprise a des plantations dans des villes de la Côte d'Ivoire et produit environ 10 000 tonnes de beurre de cacao par an.



BTP

Avec un chiffre d'affaires de 7,19 milliards FCFA en 2021, PFO Africa créée en 2011 et appartenant à l'architecte de renom Pierre Fakhoury, auteur de la basilique de Yamoussoukro, est le géant du secteur du BTP en Côte d'Ivoire. Le groupe rassemble 6 filiales exerçant dans différents secteurs : BTP, immobilier, maintenance et facility management, mines, environnement et hydraulique. Le groupe a hérité de grands chantiers tels la construction de la Côtère, la route "la cotière" reliant Abidjan et la ville balnéaire de San Pedro, la grande tour F qui sera l'un des bâtiments les plus hauts du pays, le chantier emblématique du parc d'exposition d'Abidjan.

TRANSPORT TERRESTRE

UTB, Union des transports de Bouaké, créée depuis 1984, et appartenant à feu Kouamé Konan N'Sikan, est champion dans le secteur du transport terrestre en Côte d'Ivoire, avec un chiffre d'affaires de 18,75 milliards FCFA. En plus des villes de l'intérieur du pays, la compagnie dessert également la sous-région avec les lignes vers Accra, Lomé, Cotonou et Lagos.

GRANDE DISTRIBUTION

La SDTM, Société de distribution de toutes marchandises, filiale au groupe Carré d'Or, est le mastodonte du secteur de la distribution en Côte d'Ivoire. Créée en 1998 et présentant un chiffre d'affaires de 468,64 milliards FCFA à fin 2021, la SDTM couvre 70% du marché de distribution de riz en Côte d'Ivoire. C'est la plus importante entreprise à capitaux privés ivoiriens, selon les données de 2021. Le champ de distribution de la SDTM s'étend également dans

les pays de la sous-région ouest africaine.

DISTRIBUTION DE PRODUITS PÉTROLIERS

Petro Ivoire, fondée en 1994 par Kadio Morokro, avec un chiffre d'affaires de 173 milliards FCFA en 2021, est la première entreprise du secteur de la distribution de produits pétroliers contrôlée par des capitaux ivoiriens. L'entreprise dispose d'un réseau de 77 stations-service modernes, réparties sur l'ensemble du territoire ivoirien, le troisième plus vaste réseau du pays.

Péto Ivoire avait lancé en fin d'année 2022, un emprunt obligataire de 30 milliards FCFA sur le marché financier régional destiné essentiellement au financement d'un portefeuille de 22 projets inscrits dans son plan de développement.

LOGISTIQUE

Spécialisée dans les prestations de services de transport et de logistique, la SIMAT, Société Ivoirienne de Maintenance et de Transit, appartenant à l'entrepreneur ivoirien Stéphane Eholie, est leader dans le secteur du transit et la manutention. C'est la première entreprise ouest africaine à être cotée sur le marché libre Euronext NYSE Paris en décembre 2007.

Courant 2022, SIMAT a racheté la filiale DHL Global Forwarding du géant logisticien DHL en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Une acquisition qui vient renforcer son positionnement sur le marché ouest africain.

COMMUNICATION

Créé en 1999, Voodoo Group est le premier groupe de Communication en Côte d'Ivoire voire au-delà des fron-



tières du pays. Doté de plusieurs compétences, à savoir la promotion événementielle, la relation presse, l'édition, l'audiovisuel, etc., Voodoo Group appartient à l'homme d'affaires Fabrice Sawegnon. Life magazine, radio et TV sont la propriété de Voodoo group. L'entreprise dispose de représentations dans certains pays en Afrique, dont le Cameroun, le Sénégal, le Togo, le Burkina Faso, etc.

AGRO-INDUSTRIE

Fondé en 1964, SIFCA est un groupe agro-industriel ivoirien spécialisé dans quatre domaines porteurs de l'économie africaine que sont le palmier à huile, le sucre de canne, le caoutchouc naturel et les énergies renouvelables. C'est une entreprise familiale dont les actions majoritaires appartiennent à la famille Billon et à Alassane Doumbia, héritier de feu Yves Lambelin.

Présent dans 5 pays, le groupe dispose de 11 filiales, dont certaines sont cotées à la BRVM d'Abidjan (Saph, Palmci et Sucrivoire).



LA BRVM SE RÉINVENTE AVEC DE NOUVEAUX INDICES

BRVM PRESTIGE

regroupe l'ensemble des valeurs inscrites sur le Compartiment Prestige. La révision se fera sur une base annuelle suivant les critères d'éligibilité des sociétés au Compartiment Prestige.

BRVM 30

regroupe les trente (30) valeurs les plus échangées sur un trimestre et qui vient remplacer l'indice BRVM 10. Cet indice est plus diversifié et tient compte de l'évolution de la liquidité du marché au cours des dernières années.

BRVM COMPOSITE

regroupe l'ensemble des sociétés cotées.



Lynda Mensah AHUI

Directrice générale de MTN MFS Côte d'Ivoire :



« Le marché reste certes concurrentiel mais les opportunités de croissance sont toujours énormes »

Le marché ivoirien du mobile money a enregistré ces dernières années de grandes mutations, à la fois sur les prix et sur les offres, poussant les opérateurs à s'adapter et à trouver de nouveaux relais de croissance. Diplômée d'un MBA de la Northeastern University à Boston, Lynda Mensah AHUI, ex auditeur chez Deloitte USA, a fait son entrée à MTN Côte d'Ivoire en 2008 comme directrice du Business Risk Management, avant de prendre, dix ans après, la tête de MTN MFS Côte d'Ivoire, la filiale dédiée au mobile. Elle analyse les évolutions du marché et montre comment l'opérateur s'organise pour y faire face.



Le marché ivoirien du mobile money a été secoué cette année par une chute drastique des frais de transaction qui a poussé les acteurs à revoir leurs modèles. Comment avez-vous fait face à cette évolution ?

« Nous jouons un rôle de catalyseur en rendant les services Mobile Money accessibles à tous. »

Avant tout, il faudrait rappeler que le secteur du mobile money contribue énormément au dynamisme économique en Côte d'Ivoire, et ce, par la promotion d'une forte inclusion financière, l'accélération des flux financiers, la naissance ou le développement de nouveaux métiers (vente en ligne), et enfin la création de milliers d'emplois. Nécessairement cela attire l'attention et l'intérêt des investisseurs. Nous sommes heureux d'avoir de nouveaux arrivants sur le marché.

Le dernier en date a pénétré le marché avec une stratégie essentiellement basée sur le prix, ce qui a induit des changements considérables. Nous nous sommes cependant parfait-

tement adaptés pour continuer à servir nos clients et rémunérer correctement tous les acteurs de la chaîne de production du service.

Notre offre actuelle est la suivante : 0 franc sur les transferts MoMo et 1% de frais pour les retraits. Nous continuons, dans cette dynamique, à développer également d'autres services à forte valeur pour répondre aux attentes du marché.

En tant qu'acteur historique du marché, vous avez développé un réseau de points de vente importants avec à la clé des milliers d'emplois. Des intermédiaires qui ont pu être considérés comme des laissés-pour-compte avec la révision de leurs commissions. Quelle est votre approche en matière de rémunération de ces intermédiaires et quel en est l'impact ?

Suivant notre mode de fonctionnement, nous nous appuyons sur un important réseau de distribution pour nous assurer de la disponibilité et la proximité de nos services. Et avec la baisse des frais de services mobile money, nos points de vente ont bénéficié d'une subvention pendant environ sept mois.

En effet, nous avons maintenu nos commissions à la transaction et avons ouvert de nouveaux services aux points de vente pour améliorer leurs revenus. Comme résultat, nous gardons d'excellentes relations avec nos points de vente.

En ce qui concerne les dernières manifestations (débrayage des gérants de points de services mobile money suite à la baisse des frais de transactions sur le marché ivoirien, NDL), elles n'ont jamais été dirigées contre nous. Cependant, nous tenons à rappeler que les tarifs à appliquer sont bien ceux que nous avons fixés, à savoir les dépôts gratuits (à l'exception des frais de timbre) et les retraits à 1% quel que soit le montant.

Comment vous positionnez-vous sur un marché qui du reste est très concurrentiel ?

Le marché reste certes concurrentiel mais les opportunités de croissance sont toujours énormes. Nous pensons être très bien positionnés pour ce qui est d'offrir un portefeuille de services très diversifié à la population incluant des services financiers relativement avancés avec différents partenaires (micro-assurance avec AYO, micro prêt et épargne avec BMF et Mansa Banque, paiement dans les commerces de détails et supermarchés, etc.)

« Le marché reste certes concurrentiel mais les opportunités de croissance sont toujours énormes. »

Nous sommes en effet proches de nos clients de plus de 10 ans, et nous jouons un rôle de catalyseur en rendant les services Mobile Money accessibles à tous.

Au-delà du transfert d'argent et des paiements de services de base, que comporte votre offre de mobile money ?

Hormis le transfert d'argent et les services basiques, nous sommes et avons toujours été dans une dynamique de contribution à l'inclusion financière à toutes les échelles, à savoir les grandes entreprises, les PME/PMI, et même les commerçants dans les marchés.

Il s'agit, pour nos utilisateurs de solutions de paiements via MoMo, de collecter les paiements des commerçants et faire les rendus de monnaie, de solutions de paiement de masse pour les paiements de salaire et collecte de paiements des entreprises, d'épargne et micros-prêts ainsi que de transferts d'argent entre comptes bancaires et portefeuilles mobile money.

« Nous travaillons à améliorer davantage nos offres et à en développer de nouvelles pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs. »

Etant sur un marché qui évolue très rapidement, nous travaillons à améliorer davantage nos offres et à en développer de nouvelles pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

L'un des défis pour le secteur reste à faire entrer les paiements digitaux dans les habitudes. Avez-vous des projets dans ce sens ?

Effectivement, c'est un réel challenge auquel tout opérateur mobile money fait face. Mais cela reste un point de stratégie interne. Toutefois, nous pensons que le niveau de maturité du marché va accélérer l'adoption de MoMo comme principal moyen de paiement.

Cela passe aussi par l'intégration d'un nombre croissant de services sur votre application. Avez-vous des vues à ce niveau ?

Le lancement de notre première application remonte à 2016, suivie d'une version actualisée en 2018. Depuis, nous l'avons fait évoluer pour rendre les opérations beaucoup plus simples et plus intuitives. Il y est aujourd'hui possible de consulter son solde, de faire des transferts d'argent, d'effectuer des règlements de facture, d'acheter du crédit et des packs pour communiquer.

Notre application MTN MoMo est progressivement adoptée par nos clients et nous visons à terme que tous les services utilisés sur l'USSD soient aussi disponibles via l'application MTN MoMo.

La question de l'interopérabilité des services de mobile money est aussi une problématique présente comme un frein aux paiements digitaux. Où en êtes-vous actuellement dans ce processus ?

Ce projet sous-régional est aujourd'hui piloté par la BCEAO. Nous y participons et espérons qu'il verra le jour dans les mois à venir. Toutefois, nous offrons déjà la possibilité à tous les clients, peu importe leur opérateur, d'ouvrir un compte MTN MoMo avec leur numéro de téléphone.

Comment voyez-vous l'avenir de ce secteur qui fait face à la pression croissante des fintechs ?

Comme tous les secteurs à forte croissance, nous assistons à un afflux important d'acteurs. Cependant, nous avons l'avantage d'y être depuis plus de 10 ans à présent, et allons continuer à nous développer. Les nouveaux entrants ont besoin de se créer leur place. Certains survivront sur le marché et d'autres non ; seul le temps nous le dira.

Pour l'heure nous restons focalisés à rapprocher les services financiers mobiles de nos abonnés grâce à notre réseau de partenaires et à notre portefeuille de produits diversifié.





ELU MEILLEUR MÉDIA ÉCONOMIE FINANCE/ENTREPRENARIAT ET MEILLEURE PRESSE ÉCRITE DIGITALISÉE 2022 PAR L'APN



www.sikafinance.com

Côte d'Ivoire

Les 10 champions nationaux de la croissance en 2021

Dans les pays en développement, certains secteurs d'activités regorgent d'importants potentiels de croissance. Cela se traduit très souvent par une augmentation significative du chiffre d'affaires (ou les ventes) des entreprises qui y opèrent. C'est notamment le cas en Côte d'Ivoire où il est possible d'identifier les entreprises qui réalisent des niveaux de croissance records de leurs chiffres d'affaires dans leurs secteurs d'activités respectifs, dont les 10 premières seront mises en exergue dans cet article.



Opérant principalement dans les BTP (bâtiments et travaux publics), l'immobilier, l'agro-industrie, le transport et la télécommunication, ces entreprises ont réalisé des niveaux de croissance de chiffre d'affaires allant de 150% à près de 2 300% entre 2019 et 2021.

Dans cet article, nous présenterons les 10 entreprises qui auront réalisé les plus fortes croissances de chiffres d'affaires sur la période.

En affichant une progression vigoureuse de ses ventes de 2 284,93% entre 2019 et 2021, Omni Travaux Côte d'Ivoire

CONSEIL EN
INVESTISSEMENT

STRUCTURATION ET
LEVÉE DE FONDS

MARCHÉ DES CAPITAUX

- Levée de fonds
- Emissions d'obligations
- Stratégies d'investissement
- Optimisation de la trésorerie
- Structuration de financement

INTERMÉDIATION BOURSIÈRE

- Gestion sous mandat
- Négociation sur les titres
- Conseil en Investissement
- Conservation et gestion de portefeuille

INGÉNIERIE FINANCIÈRE

- Analyse financière
- Evaluation d'entreprise
- Restructuration de dette
- Fusions acquisitions ; LBO
- Introduction en bourse (IPO)
- Activités de conseil en investissement

ANALYSE ET RECHERCHE

- Analyse sectorielle
- Rapports d'activité de marché
- Carte de valeur des entreprises cotées
- Notes de recherche pour les investisseurs



(+221) 33 864 58 58 / (+221) 33 820 02 25

www.invictuscapfin.com / marchedecapitaux@invictuscapfin.com

Immeuble El Hadji Rey TALL AMAR Lot N°46, 21 Av. Lamine GUEYE x Dodds, 12ème étage.



est la première d'entre elles. Son chiffre d'affaires est ainsi passé de 950,67 millions FCFA à 22,67 milliards FCFA. Cette entreprise spécialisée dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) appartient au conglomérat Snedai, détenu par l'homme d'affaires ivoirien Adama Bictogo.

Omni Travaux est notamment chargé aux côtés de l'entreprise chinoise CCECCC, de la construction du stade de San Pedro ainsi que des infrastructures sportives et d'hébergements dans le cadre de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2024 dont la Côte d'Ivoire est le pays hôte. Il s'agit d'un projet d'un coût de plus de 41 milliards FCFA.

A la suite d'Omni Travaux CI, on retrouve logée à la 2ème place la structure Twins Immobilier dont le chiffre d'affaires a été multiplié par plus de 14 en deux ans ; celui-ci passant de 580,86 millions FCFA en 2019 à 7,53 milliards FCFA en 2021, soit une forte progression de 1 346%.

Preuve de la vitalité du secteur des BTP (bâtiments et travaux publics), deux autres entreprises sont parvenues à se hisser dans ce classement prestigieux respectivement à la 7ème et à la 8ème place. Il s'agit des structures Victoire Immobilier et Entreprise Générale Bamba & Frères dont les chiffres d'affaires se sont respectivement consolidés de 207% à 8,86 milliards FCFA et 182% à 10,3 milliards FCFA entre 2019 et 2021.

Le secteur de l'agro-industrie qui possède de nombreux atouts est valablement représenté par plusieurs entreprises qui interviennent dans la transformation du café et du cacao. Elle s'adapte ainsi à la 3ème place du classement général grâce à une progression de ses ventes de près de 1 010% entre 2019 et 2021 pour atteindre 7,46 milliards FCFA.

Également mis en lumière dans le cadre de la publication du top 10 des entreprises ivoiriennes ayant enregistré les plus importantes croissances de chiffre d'affaires, le secteur de la distribution porte le sceau de Tulipe Food (8ème au classement), une entreprise spécialisée dans l'exporta-

tion et la distribution de produits alimentaires. Son chiffre d'affaires a plus que triplé en 2 ans, passant de 5,9 milliards FCFA fin 2019 à 17,9 milliards FCFA fin 2021.

Ayant enregistré les 5ème et 6ème plus fortes hausses de chiffre d'affaires, Kanis Logistics CI (+355% à 11 milliards FCFA) et General Technologie (+271% à 25,94 milliards FCFA) ont profité notamment du dynamisme des activités dans les secteurs du transport et de la télécommunication, leurs cœurs de métier respectifs.

Enfin, les dernières entreprises présentes dans ce classement sont ODS GROUP, spécialisée dans l'événementiel et Société Ivoirienne De Commerce, dont l'activité tourne autour de l'import-export des insecticides « Rambo ». Elles occupent respectivement les 4ème et 10ème rangs avec des niveaux de progression de chiffre d'affaires de l'ordre de 685% à 8,14 milliards FCFA et 151% à 21,28 milliards FCFA.

Véritables champions ivoiriens de la croissance, ces entreprises dont le chiffre d'affaires a progressé de façon fulgurante ont l'avantage d'opérer dans des secteurs d'activité dont les énormes potentiels sont encore sous-exploités. Toutefois, il existe plusieurs facteurs qui peuvent influencer positivement le chiffre d'affaires d'une entreprise. Les plus courants sont, entre autres, l'innovation, l'expansion géographique, la diversification, la fidélisation de la clientèle, la réduction des coûts et la collaboration avec d'autres entreprises.

Par exemple, si une entreprise parvient à développer un produit ou un service innovant qui répond à un besoin important du marché, elle peut attirer de nombreux clients et ainsi augmenter significativement son chiffre d'affaires. En somme, ces facteurs peuvent agir seuls ou conjointement pour augmenter les ventes d'une entreprise, mais il est important de souligner que les facteurs qui conduisent à une forte augmentation du chiffre d'affaires peuvent varier d'une entreprise à l'autre.





MBORO-ASSOGHO Théophile nommé Directeur Général de la société Assurances COMAR Côte d'Ivoire

06/02/2023

MBORO-ASSOGHO Théophile a été nommé Directeur Général de la société Assurances COMAR Côte d'Ivoire à compter du 1er février 2023.

Théophile remplace Mustapha AZAIEZ qui a souhaité donner une autre orientation à sa carrière professionnelle.

Théophile, âgé de 44 ans, est de formation supérieure en assurances et en actuariat. Il compte une expérience de plus de 20 ans en « Vie » et « Non Vie ». Avant de rejoindre Assurances COMAR CI, il a alterné au cours de sa carrière des responsabilités en France et en zone CIMA.

En effet, il a occupé pendant 10 ans des postes de responsabilités au sein des équipes techniques AXA France en tant qu'actuaire confirmé, des postes de direction chez NSIA Assurances Vie Gabon, notamment Directeur Technique et Directeur Général Adjoint pendant 5 ans. Et plus récemment, entre 2018 et 2023, il a été Directeur Général d'AXA Gabon (Non Vie).

A PROPOS DE LA SOCIETE ASSURANCE COMAR CI

La société Assurance COMAR CI est présente en Côte d'Ivoire depuis 2017.

Détenue principalement à 90% par AMEN Group et à 10% par AVENI RE, Assurance COMAR CI se positionne sur le marché ivoirien comme un assureur de biens, de dommages et de personnes (Santé et Assistance), avec **un capital de 7,058 Mds F CFA entièrement libéré.**

AMEN Group a été fondé au siècle dernier avec initialement une vocation agro-alimentaire. Il compte aujourd'hui plus de 60 sociétés réparties en 6 pôles (Agro-alimentaire, Bancaire, Assurance et santé, Finance spécialisée, Commerce de biens d'équipements, Matériel de transport).

En 2015, le Chiffre d'Affaires d'Amen Group dépassait 465 Milliards de F CFA, dont une partie est réalisée à l'international. Il s'agit là, d'un axe de développement stratégique. Amen Group emploie plus de 5 000 personnes et est réputé pour son éthique, son sérieux, sa solidité financière et sa volonté d'établir des relations de long terme avec ses partenaires et clients.

Assurances COMAR CI ambitionne de devenir un acteur majeur en Côte d'Ivoire ainsi qu'en zone CIMA.

Ce communiqué est disponible sur www.comar.ci

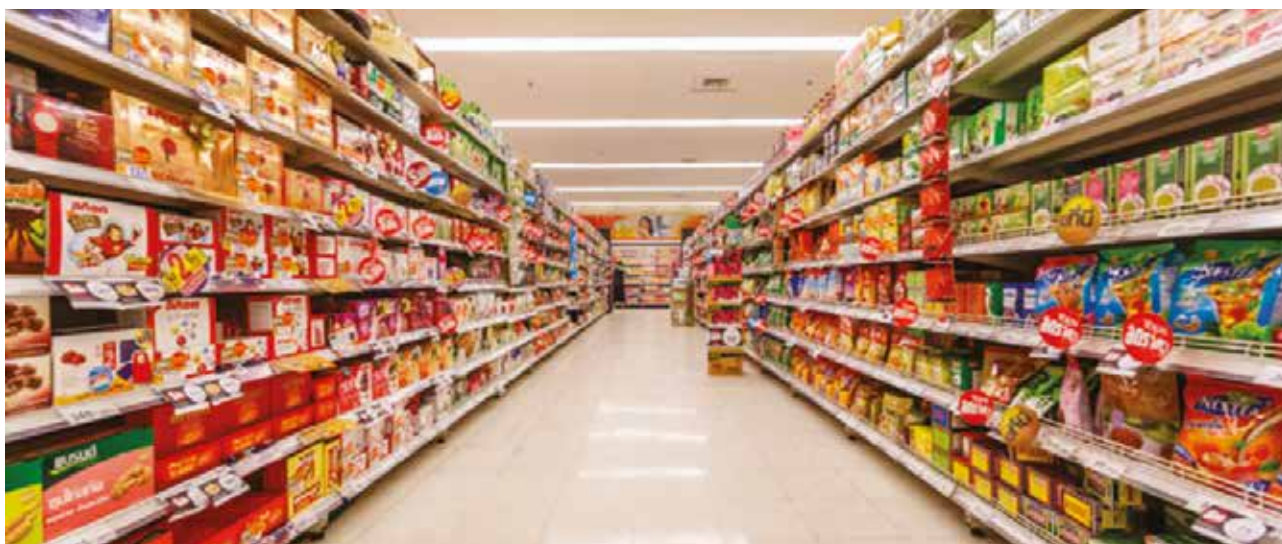
Pour plus d'information marketing@comar.ci

Relations presse [EBA jean philippe Olivier](#)

L'inflation

Enfin le répit ?

L'année 2022 a été marquée dans de nombreux pays par des pics d'inflation jamais observés depuis plusieurs décennies. Aux Etats-Unis, elle avait atteint un niveau maximal de 9,1% en juin dernier, contre 10,6% en octobre 2022 pour la zone euro. Le niveau général des prix avait également atteint le pic de 2,8% en septembre 2022 en Chine.



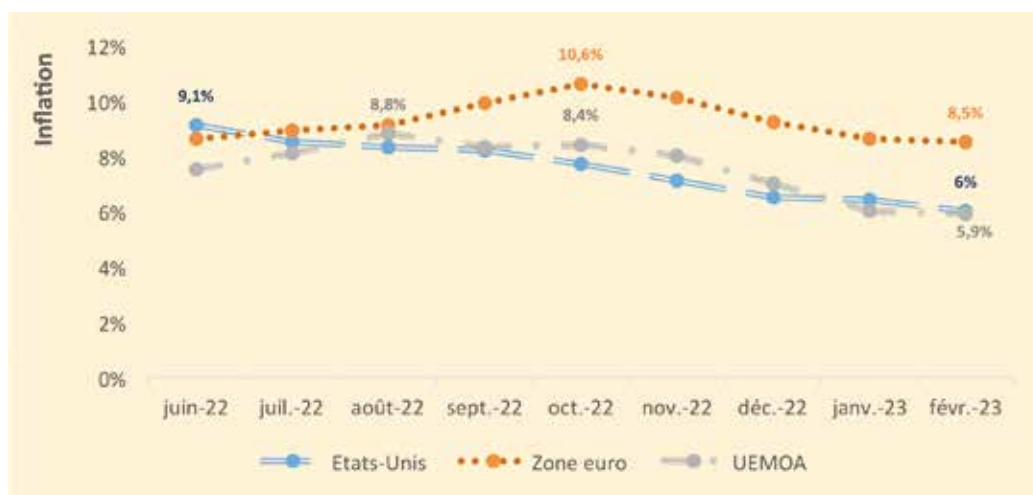
En Afrique subsaharienne, les estimations les plus récentes du FMI ont fait état d'une inflation très marquée de 15,54% en 2022.

Mais seulement, depuis le début de cette année, la hausse du niveau général des prix dans plusieurs pays évolue suivant une lente tendance à la baisse. C'est le cas no-

tamment aux Etats-Unis où elle a ralenti de façon continue au cours des 9 derniers mois, passant de 9,1% en juin 2022 à 6% en février 2023.

Cette tendance a été également observée dans la zone euro où l'inflation a baissé graduellement de son pic de 10,6% en octobre 2022 à 8,5% en février 2023.

Evolution de l'indice FAO des produits alimentaires



Source : L'auteur

INVESTISSEZ

GAGNEZ

RÉALISEZ

IL EST TEMPS
DE VOUS **CONNECTER**
À VOTRE **VISION**



*SOAGA élue deux fois meilleure société
de gestion d'OPCVM

INVESTISSEZ

GAGNEZ

RÉALISEZ



Ce constat concerne aussi la zone UEMOA en Afrique de l'Ouest où l'on observe, peu à peu, un dégonflement des tensions inflationnistes. En effet, selon les chiffres disponibles des 8 derniers mois, l'inflation, après avoir atteint un pic de 8,8% dans la région, est retombée à 6% en janvier 2023.

Même si ces niveaux de progression des prix demeurent hauts, ils ont tendance à être de plus en plus maîtrisés. Et plusieurs raisons semblent expliquer cela.

Cependant, faut-il le rappeler, l'hyperinflation est considérée comme une gangrène pour l'économie, en ce sens qu'en réduisant considérablement le pouvoir d'achat des ménages et des entreprises, elle provoque un ralentissement de la croissance économique et une accentuation du chômage.

Le pire serait-il déjà passé en termes de flambée des prix ? C'est du moins ce que pensent de nombreux experts avec à leur tête le FMI. En effet, selon l'institution de Bretton Woods, la décélération actuelle de l'inflation n'est que la conséquence directe du durcissement de la politique monétaire dans le monde.

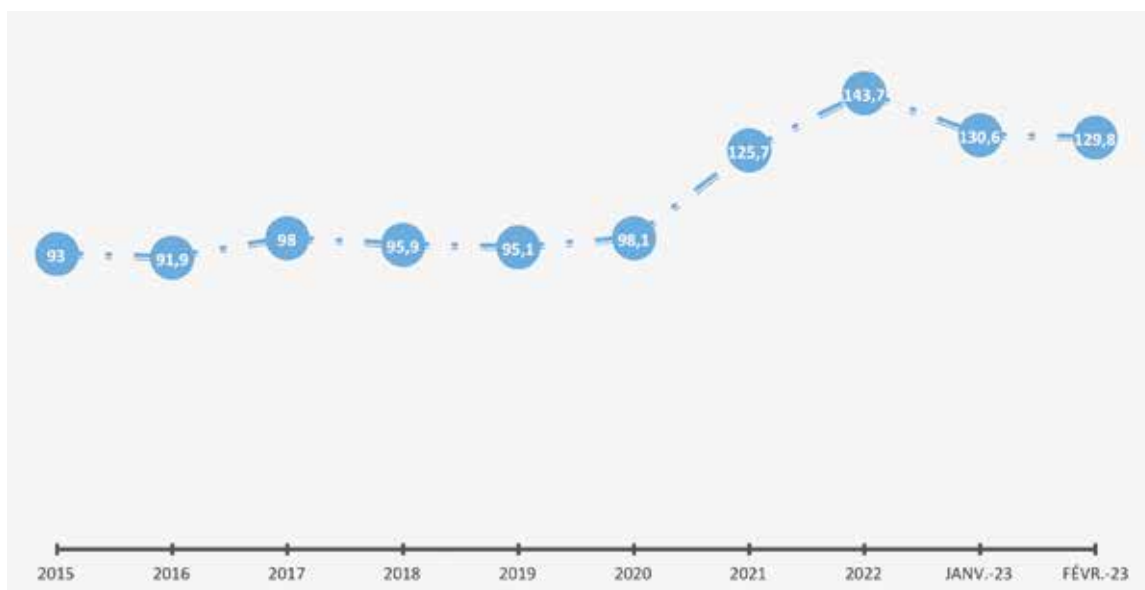
Dans les faits, ce durcissement de la politique monétaire qui a consisté pour plusieurs banques centrales à un

relèvement de leurs principaux taux directeurs, a pour effet de renchérir le coût du financement bancaire et donc de limiter la liquidité en circulation dans l'économie. Ce faisant, cela affecte la demande des biens et services qui devrait perdre en vigueur et favoriser in fine une baisse des prix.

Au-delà des effets de la politique monétaire restrictive, plusieurs autres facteurs contribuent au ralentissement de la hausse des prix au niveau mondial. Ce sont, entre autres, la baisse des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Alors qu'ils avaient fortement flambé dans les premiers mois qui ont suivi la guerre entre l'Ukraine et la Russie, les prix mondiaux des produits alimentaires observent actuellement une tendance baissière.

Pour preuve, l'indice FAO qui mesure l'évolution des prix des produits alimentaires couramment échangés sur les marchés internationaux a affiché un repli de 9,67% en février 2023 par rapport à son niveau de fin 2022. Des 5 produits qui composent cet indice, seul le sucre a vu son cours augmenter de 9% sur la même période, quand les prix des huiles végétales, des produits laitiers, de la viande et des céréales ont chuté respectivement de 28%, 8%, 6% et 5%.

Evolution de l'indice FAO des produits alimentaires



Source : FAO

Les prix des produits alimentaires demeurent toutefois encore élevés par rapport à leur niveau d'avant la pandémie. Cette tendance est également observée au niveau des produits énergétiques avec le cours du pétrole brut de référence Brent qui s'est fortement contracté de 38%, passant de 130 dollars/baril en juin 2022 à 80 dollars/baril en mars 2023.

En outre, l'analyse de l'indice mondial du fret de conteneurs a fait apparaître une nette baisse du fret maritime. Celle-

ci est estimée à -87% entre le 10 septembre 2021 et le 17 mars 2023 où le coût d'un conteneur de 20 pieds est passé de 11 109 dollars à 1 463 dollars, soit environ le même niveau qu'avant la pandémie de la Covid-19. Cette évolution traduit donc un rétablissement des chaînes d'approvisionnement mondiales qui avaient fortement été perturbées durant la crise sanitaire, alimentant les tensions inflationnistes observées dans le monde.

Evolution du fret maritime au cours des 6 dernières années



Source : Freightos Baltic Index (FBX)

Tous ces éléments indiquent que l'inflation dans le monde sera modérée en 2023, mais elle devrait demeurer élevée par rapport à son niveau pré-pandémique. A cet effet, la Réserve fédérale américaine (FED) estime qu'il faudra attendre jusqu'en 2025 pour que l'inflation revienne à son objectif cible de 2% aux Etats-Unis.

On rappelle à juste titre que la FED est la première la banque centrale dans le monde à avoir décrété, en mars 2021, la fin de la politique monétaire accommodante pour combattre l'inflation. Depuis lors, son taux directeur est passé de 0,25% à 4,75% actuellement.

A sa suite, les autres banques centrales ont à leur tour durci leurs politiques monétaires pour contenir l'inflation dans leurs pays respectifs.

En somme, en faisant l'hypothèse de la disparition des facteurs ayant alimenté les tensions inflationnistes dans le monde en 2022, on peut raisonnablement affirmer que l'inflation en 2023 sera d'une moindre ampleur. Et si en plus, les banques centrales maintiennent leurs politiques monétaires restrictives, comme le recommande d'ailleurs l'OCDE dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales, cela devrait renforcer la tendance à la baisse des prix des biens et services.

Dr Ange PONOU

A qui appartiennent vraiment les sociétés cotées à la BRVM ?

Lancée en 1998, le marché de la BRVM enregistre 46 sociétés cotées avec une présence remarquable de firmes internationales.



Si les résidents* de l'UEMOA représentent 43,38% (soit plus de 3 279 milliards FCFA) de la capitalisation globale de la BRVM estimée à 7 560 milliards FCFA fin décembre 2022, il faut préciser que cette part est majoritairement constituée de flottants. Seulement 9 entreprises de l'espace sont majoritairement à capitaux locaux.

Ce tableau témoigne de la faible implication des investisseurs de la zone quant au recours au marché financier régional pour le financement de leur croissance. Cela est encore plus perceptible au niveau des firmes locales, très peu enclines à s'ouvrir aux investisseurs sur ce marché.

Avec une capitalisation de 34,27% à environ 2 591 milliards FCFA, les investisseurs originaires de France contrôlent de loin les entreprises cotées à la BRVM. En effet, 37% des so-

ciétés cotées sont détenues à majorité par des sociétés françaises. Il s'agit pour la plupart de grands groupes (Orange, Société Générale, ...). Cette présence remarquable peut s'expliquer par des relations économiques traditionnelles entre l'Hexagone et quasiment tous les pays de la région. Le Maroc se classe à la troisième place en termes de capitalisation avec 7,65%, soit plus de 578,63 milliards FCFA. Le royaume contrôle au total 8 entités cotées. Il s'agit essentiellement d'institutions financières appartenant aux grands groupes BMCE, Attijariwafa et Maroc Telecom.

Les investisseurs de Grande Bretagne contrôlent 7% des entreprises à la BRVM avec 3 entreprises (Sitab, Vivo Energy, Unilever) avec une capitalisation à plus de 179 milliards FCFA. Ils sont suivis des Suisses, des Américains et bien d'autres qui contrôlent 6 entreprises de la place avec une

capitalisation globale de 907 milliards FCFA.

Qu'en est-il de la répartition des revenus générés ?

Pour ce qui est des dividendes, plus de la moitié des valeurs générées à la BRVM chaque année revient à des entités basées hors de la zone UEMOA. Ainsi, en se fondant sur les dividendes de l'exercice 2021, il ressort que ce sont plus de 350 milliards FCFA qui ont été rapatriés en 2021 (contre 180 milliards FCFA en 2020). Ce niveau de dividende représente 55,5% des 631,37 milliards FCFA du dividende global de 2021.

La France s'est arrogée logiquement 62% de la valeur des capitaux revenant aux acteurs extérieurs (216 milliards FCFA).

Au total, les investisseurs installés hors de la zone UEMOA sont les principaux acteurs du marché boursier régional qui leur a permis de financer leur développement et participer au dynamisme des économies. Il reste donc aux sociétés contrôlées par des investisseurs régionaux à s'inspirer de leurs exemples et s'approprier un marché qui a su se montrer résilient et qui ne demande qu'à franchir de nouveaux paliers.

*** Par résident, il faut entendre la part de la capitalisation contrôlée par des entités originaires dans la région, y compris le flottant.**

Sékou Karamoko
Analyste financier

Le marché obligataire dans l'espace UEMOA en 2022

En 2022, les marchés obligataires ont connu une petite correction avec les inquiétudes liées à une inflation obstinément forte et le resserrement agressif de la politique monétaire qui ont poussé les rendements des emprunts d'État à leurs niveaux les plus élevés sur plus de 2 ans.



La crise sanitaire liée à la Covid-19, après avoir entraîné un ralentissement marqué de l'économie mondiale en 2020, avait laissé place à une reprise dès 2021. La confirmation du rebond anticipé pour 2022 a été toutefois contrainte par le conflit Russo-ukrainien et l'inflation qu'il a induite à l'échelle mondiale.

La zone UEMOA n'est pas demeurée en reste. La poussée inflationniste s'est accentuée par endroit ; c'est le cas des économies burkinabé (18,2% en juillet), sénégalaise (14,1% en novembre) et malienne (11,9% en août). Une situation face à laquelle la BCEAO a dû prendre les devants en revoyant sa politique monétaire. Le 16 juin 2022, le taux directeur de la Banque centrale qui était alors de 2%, passait à 2,25%, avant d'être porté à 2,50% 3 mois plus tard. Cette mesure a été très vite dépassée avec une nouvelle révision à la hausse de 25 points de base à 2,75% le 16 décembre 2022 ; une hausse qui s'est poursuivie début 2023 avec un taux directeur passé à 3%.

Cette politique restrictive a eu pour effet l'enchérissement des exigences des investisseurs du marché régional et a ainsi changé les rapports de force dans les négociations autour des levées des États et du secteur privé tant sur le marché des titres publics que celui de la BRVM.

Plus de 2 255 milliards FCFA mobilisés sur le marché des titres publics en 2022.

Au cours de l'exercice 2022, les ressources mobilisées sur le marché régional de la dette souveraine ont atteint 12 242 milliards FCFA, suivant des maturités différentes. Les encours de titres sont passés de 10 828 milliards FCFA en 2021 à 12 248 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 13,14%.

Les États qui concentrent les plus importants stocks sont essentiellement la Côte d'Ivoire à hauteur de 22% et le Sénégal autour de 19%.

Le portefeuille des titres publics par adjudication en 2022 est détenu à 92% par les banques de l'UEMOA pour 11 313 milliards FCFA en 2022. Toutefois, on note aussi une progression de 19% de l'encours détenu par les comptes tiers avec l'appui des SGI et SGO, qui est passé de 783 milliards FCFA à 935 milliards en glissement annuel en 2022.

Dans le détail, le montant levé sur le marché par adjudication de janvier à décembre 2022 s'évalue à 5 255 milliards FCFA contre 5 552 en 2021, soit un gap de 297 milliards FCFA. Cette contreperformance est notée via les émissions de bons du trésor qui sont passées de 2 056 milliards FCFA à 1 756 milliards FCFA en 2022 et une quasi-stabilité des émissions d'obligations de relance de 3 496 milliards FCFA à 3 499 milliards FCFA en 2022.

Cette situation peut être expliquée par des baisses de moitié des emprunts du Burkina Faso du fait de la situation politique, du repli de 40% des emprunts du Mali en lien avec l'embargo de la CEDEAO et de 15,17% des levées du Togo. Néanmoins, on note une hausse extraordinaire des

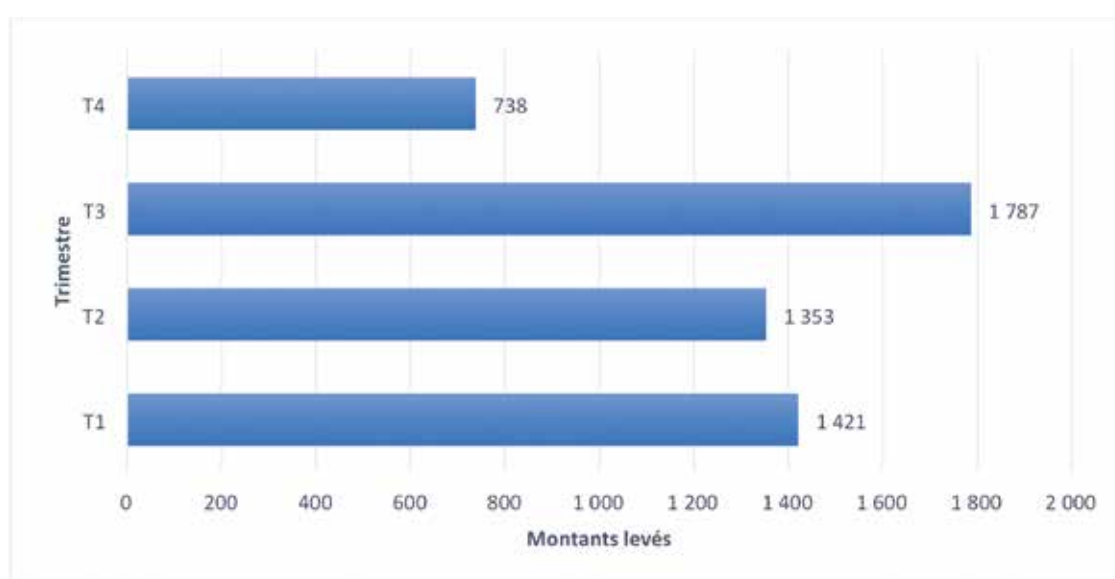
emprunts du Bénin de 77,62% à 381 milliards FCFA et un bond de 61,73% à 1 043 milliards en 2022 des emprunts du Sénégal. Quant à la Côte d'Ivoire, elle a raflé 32,59% des levées avec une progression annuelle de 6,98% en 2022.

ETAT	T1	T2	T3	T4	2022
Bénin	121,0	182,83	55	22	381
Burkina	216,5	135,8	128,79	0	481
Côte d'Ivoire	470,1	522,15	556,2	164,05	1 713
Guinée Bissau	21,8	21,94	34,38	40,97	119
Mali		0	372	127,86	455
Niger	192,5	110	214,5	73,8	591
Sénégal	240,0	254,41	305,07	243,45	1 043
Togo	159,5	126	121	66	473
TOTAL LEVÉES	1 421	1 353	1 787	738	5 255

Tableau 1 : Montants obligataires retenus par États en 2022 sur UMOA-Titres (en milliards FCFA)

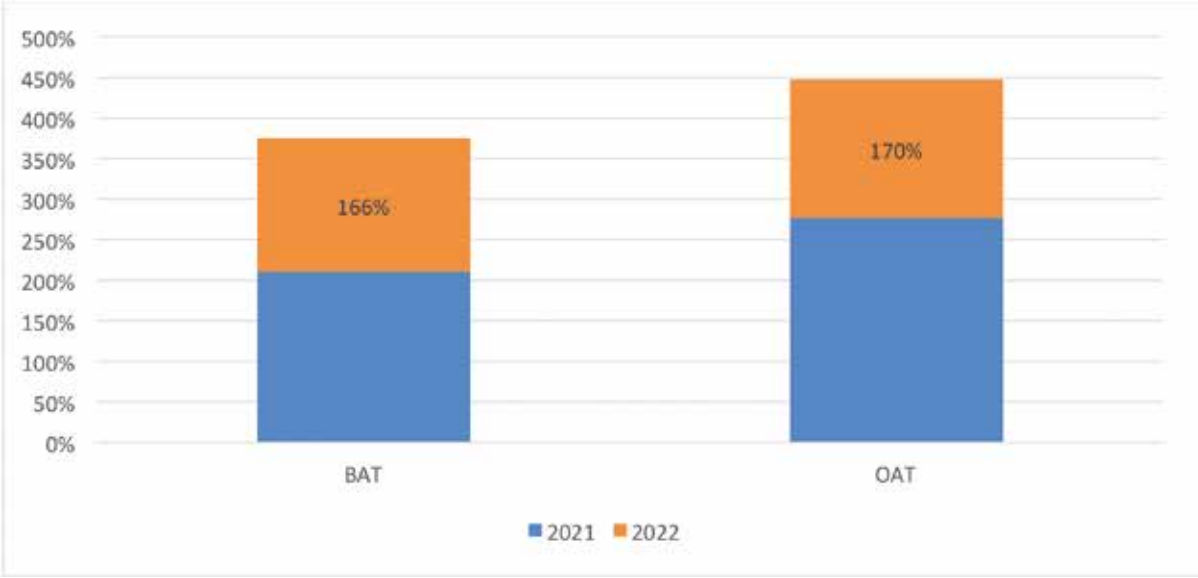
Le troisième trimestre a été la période durant laquelle les émetteurs ont été les plus actifs avec une mobilisation de 1 742 milliards FCFA coïncidant avec le retour de l'État du Mali. Les premier et deuxième trimestres se sont soldés

par des levées de 1 421 milliards FCFA et 1 353 milliards FCFA, quand le quatrième trimestre se soldait par une enveloppe de 738 milliards FCFA.



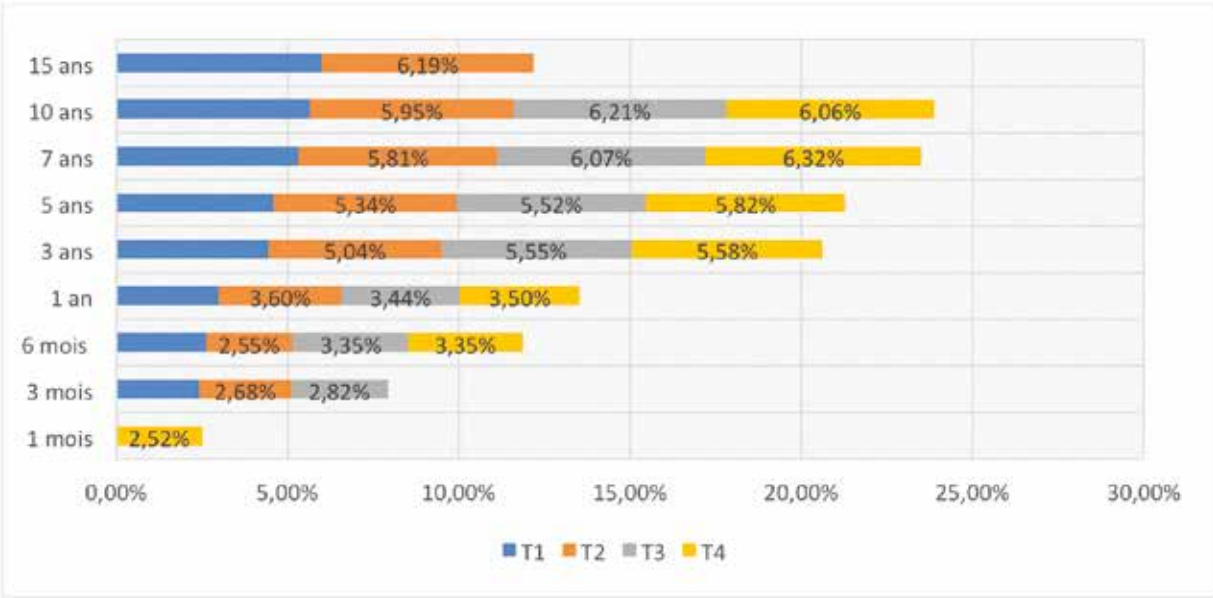
Graph 1 : Montants obligataires retenus par Trimestre en 2022 sur UMOA-Titres (en milliards FCFA)

Concernant la couverture des montants mis en adjudication, le taux est passé de 210% en 2021 à 166% en 2022 pour les Bons du Trésor, et de 277% à 170% pour les Obligations de relance.



Graphe 2 : Taux de couverture par type d'instrument en 2022

Il faut noter que d'un trimestre à l'autre, le marché a enregistré une hausse des rendements sur différentes maturités, dans le sillage de la politique monétaire.



Graphe 3 : Taux de rendement par trimestre en 2022

PLUS DE 3 000 MILLIARDS FCFA MOBILISÉS SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE DE LA BRVM

Les mobilisations sur le marché obligataire de la BRVM sont ressorties à 3 012 milliards FCFA, en hausse de 66% comparativement aux 1 816,47 milliards FCFA levés en 2021. Bien que la situation des pourvoyeurs de fonds ait évolué dans le sillage de la dégradation de la conjoncture macroéconomique, il convient de noter que les émetteurs ont tous vu leurs demandes assouvies à plus de 100%, faisant ressortir une sursouscription en 2022.

Contrairement au marché actions qui a enregistré une unique introduction (Orange CI), le dynamisme du marché obligataire, le plus important de la BRVM en termes de capitalisation, s'est matérialisé par l'introduction de 19 lignes obligataires pour une valorisation globale de 2 469 milliards FCFA. Ce qui explique la croissance en glissement annuel de 23,18% à 8 926,9 milliards FCFA au 31 décembre 2022.

Il convient de noter que les besoins se sont accrus en 2022 sur ce marché obligataire de la BRVM, une situation

qui s'explique par la relance économique post-Covid 19 qu'escomptaient les Etats de l'Union. Ainsi, 96% (soit 2 892 milliards FCFA) des mobilisations ont été effectuées par des Etats, contre 1 716 milliards FCFA en 2021.

La Côte d'Ivoire a réaffirmé une fois de plus sa place de pionnière de l'économie sous-régionale en étant le pays ayant le plus animé le marché obligataire avec plus de la moitié (60,13%) des montants captés en 2022. A préciser que cette enveloppe est quasiment égale à l'ensemble des levées réalisées par les autres Etats sur le marché obligataire en 2021.

Les autres plus importantes mobilisations s'affichent du côté du Burkina (16% à 465 milliards FCFA), du Bénin (12% à 346 milliards FCFA) et du Mali (11% à 331 milliards FCFA) qui, malgré une absence de quelques mois en lien avec les sanctions économiques, s'est mieux illustré.

En dehors des Etats, l'on a enregistré la présence de la BIDC qui s'est adjugée 120 milliards FCFA, ainsi que celle de PETRO IVOIRE dont la clôture de l'émission a été réalisée début 2023.

ÉMETTEUR	T1	T2	T3	T4	2022
Bénin	155		190,18		346
BIDC					120
Burkina			165	300	465
Côte d'Ivoire	371	516	436	458	1 781
Mali				123	331
Niger				55	165
Sénégal				150	150
Togo				158	158
TOTAL	371	746	808	1 245	3 012

Tableau 2 : Montants mobilisés sur le marché obligataire de la BRVM en 2022

Dans l'ensemble, ce sont plus de 8 000 milliards FCFA que les Etats de l'UEMOA ont capté en 2022, tant sur le marché régional de la dette souveraine que sur le marché obligataire de la BRVM dans le cadre de la mise en œuvre ou la poursuite de leurs différents programmes de développement économique. Bien que l'on ait connu un resserrement des conditions de mobilisation sur les différents marchés obligataires de l'Union, il est à reconnaître à ces derniers un véritable soutien pour les économies régionales.

Toutefois, du fait de l'évolution de la situation sur le marché régional de la dette caractérisée par les difficultés des Etats à mobiliser des ressources dans un contexte de resserrement de la politique de la BCEAO (matérialisée par une nouvelle hausse du principal taux directeur de la BCEAO à 3,00% en début d'année), l'annonce 2023 s'annonce particulière à bien des égards.

Mamadou Diao Barry
Analyste financier

côte d'ivoire

Inspirante Terre d'Hospitalité



V-2678/CSP/D/23



Immeuble Ex-EECI, Plateau Place de la République
01 BP 8538 Abidjan 01 / Tel: (+225) 27 20 25 16 00 / Fax: (+225) 27 20 32 03 88

www.tourismecotedivoire.ci

UMOA

Le marché des titres publics sous forte tension

L'année 2023 s'annonce pleine de rebondissements sur le marché obligataire de la zone UEMOA. L'inflation reste toujours élevée, chiffrée à 6% en janvier, loin de la norme communautaire de 3%. Réuni le 9 décembre 2022 à Dakar, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé de relever pour la 3e fois son principal taux directeur pour contrer cette inflation galopante. Le principal taux directeur auquel la BCEAO prête ses ressources aux banques commerciales est donc passé de 2,50% à 2,75% en décembre 2022. Cette succession de hausses a des revers sur le marché obligataire.



Depuis la hausse du principal taux directeur à 2,75% en décembre 2022, les levées sur le marché des titres publics sont en repli. Sur pratiquement tout le premier trimestre 2023, le marché des titres publics a mobilisé 1 062 milliards FCFA, soit une baisse de 33,8% comparé au premier trimestre 2022 qui avait permis de mobiliser 1 421 milliards FCFA.

Si dans le détail, le montant levé sur le marché par adjudication en janvier a augmenté de 21,8% à 507,89 milliards FCFA (une tendance mensuelle qui devrait normalement se maintenir tout le long de l'année selon les données historiques), l'on a enregistré un retournement de situation depuis le mois de février 2023 en raison de la politique monétaire qui commence à peser sur les banques. En février, le montant levé est passé à 403,42 milliards FCFA contre 528 milliards FCFA en février 2022, soit une baisse de 23,59% milliards FCFA. Dans le même temps, le montant disponible pour le refinancement des banques est passé de 6 000 milliards de FCFA à 5 800 milliards FCFA le 21 février 2023. Le 28 février, ce montant disponible au refinancement est passé à 5 600 milliards FCFA.

Le 1er mars 2023, à l'issue de sa réunion ordinaire, le CPM (Comité de politique monétaire) de la BCEAO décide de relever de 25 points de base le principal taux directeur, le portant donc à 3% et cela à compter du 16 mars 2023. À la suite de cette annonce, l'on remarquera une baisse drastique des offres des investisseurs sur le marché régional des titres publics concomitamment à une hausse des exigences (taux d'intérêt) des investisseurs, entraînant en conséquence une chute des enveloppes mobilisées par les Etats. Ajouté à cela, le montant disponible au refinancement des banques a continué à reculer. Le 7 mars 2023, il passe à 5 500 milliards FCFA, soit une baisse de 8,33% du montant disponible en 1 mois.

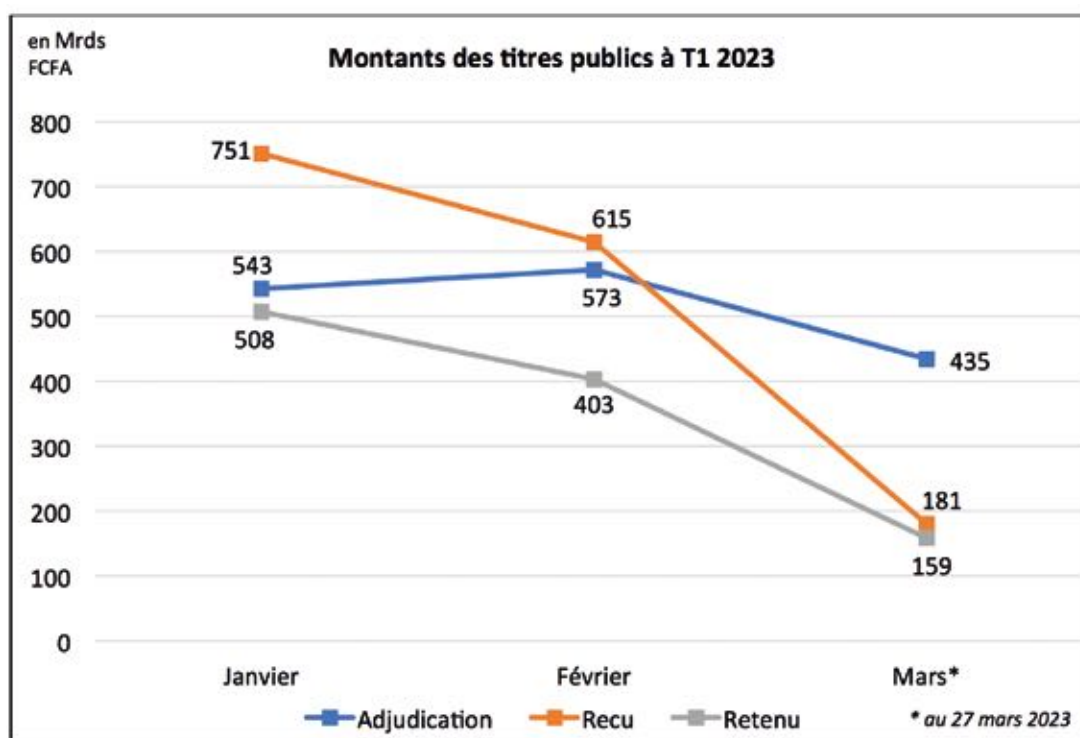
Cette hausse du taux directeur couplé au retrait brutal et massif de la liquidité disponible au refinancement a asphyxié les banques et a entraîné une panique sur les marchés des titres publics et interbancaire. Ainsi, depuis le 1er mars 2023, et ce jusqu'au 27 mars, le montant levé s'évalue à 159 milliards FCFA contre 476 milliards FCFA en mars 2022, soit une chute de 66,60%.

Dans le détail, suivant l'annonce de la hausse du principal taux directeur à 3%, dès le 1er mars, le marché a été bouleversé. Le premier effet fut le report de l'émission du Burkina et l'annulation de celle du Niger les 1er et 2 mars 2023. La semaine qui a suivi, la Guinée Bissau, recherchant 5 milliards FCFA, n'a reçu que 1,06 milliard FCFA, montant qui fut certainement rejeté à cause des taux demandés par les investisseurs. Le Mali a suivi avec un taux de couverture à 34,5% et le Togo termina la semaine avec un taux de couverture à 38,7%.

Le mardi 13 mars, c'est la Côte d'Ivoire qui reportait son émission, et à partir de là, les investisseurs ont commencé à n'investir principalement que sur les émissions de leurs pays d'origine. Le jour suivant, le 14 mars, le Burkina

émettait des titres pour un montant de 30 milliards FCFA ; une émission qui a reçu des offres de 10,76 milliards FCFA dont 10,24 milliards FCFA émanant des investisseurs locaux. Il en fut de même pour le Niger le jour d'après, soit le 15 mars, avec 34,6 milliards FCFA retenus dont 34 milliards FCFA provenant des investisseurs nigériens.

La Côte d'Ivoire, le 17 mars, a retenu 80 milliards FCFA dont 78 milliards FCFA provenant des investisseurs ivoiriens. Sur la semaine du 20 mars, l'Etat ivoirien a reçu 8,24 milliards FCFA dont 8,2 milliards FCFA venant des investisseurs ivoiriens mais aucun montant n'a été retenu et cela pour un montant sollicité de 85 milliards FCFA. Le Mali et le Bénin ont par la suite reporté leurs émissions.



Montants obligataires de l'Union sur T1 2023 sur UMOA-Titres (en milliards FCFA)

A l'évidence, nous pouvons noter que la politique monétaire de la BCEAO a assurément eu un impact sur l'issue des émissions de titres publics surtout pendant ce mois de mars 2023. Tout ceci laisse à penser que la BCEAO, en augmentant de 200 milliards de FCFA le montant du refinancement qui est passé de 5 500 milliards FCFA à 5 700 milliards FCFA le lundi 27 mars, a certainement voulu apporter une bouffée d'oxygène au marché obligataire.

La semaine du 20 mars 2023, la FED et la BCE ont encore remonté leurs taux. Si la BCEAO fait de même dans les semaines à venir, devons-nous nous attendre à une désertion des investisseurs sur le marché obligataire de UMOA-Titres et éventuellement de la BRVM ?

Sekou Karamoko
Analyste financier

BRVM

Les perspectives des professionnels sur le marché financier

Changement de la politique monétaire, publication des résultats et annonce des dividendes. Ces événements ont des impacts sur l'évolution des cours boursiers et par ricochet sur la tendance de la BRVM. Quelle direction devrait prendre le marché ? Quel secteur devrait être dans le vert en 2023 ? Découvrez le résultat de notre sondage auprès des professionnels du marché.



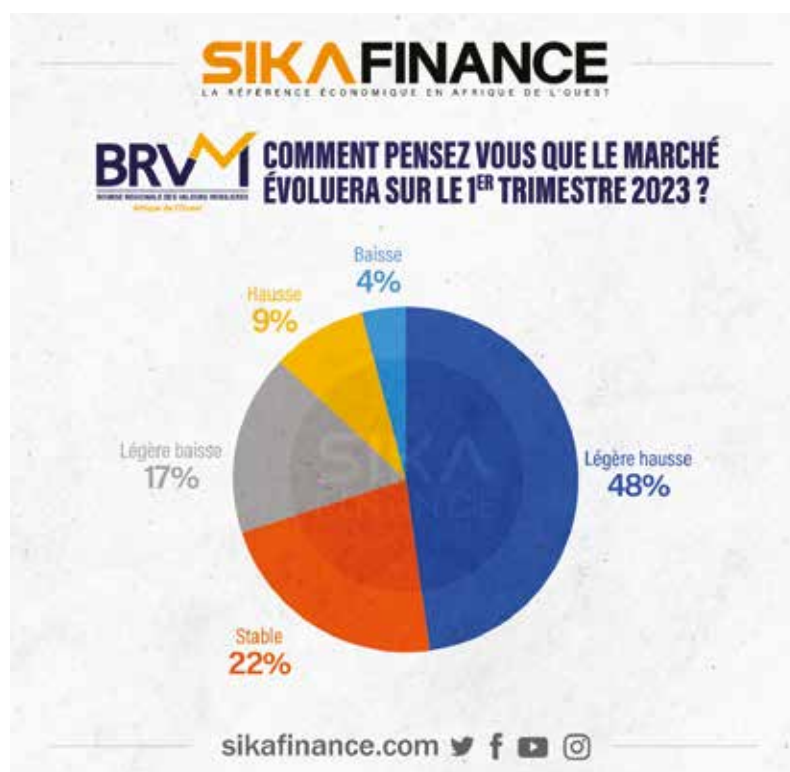
Le marché actions de la BRVM a terminé en quasi-équilibre en 2022 (+0,46%). Le durcissement de la politique monétaire, motivé par une poussée inflationniste, a induit de facto une hausse de la prime de risque de la part des investisseurs.

Les investisseurs institutionnels, dans leur arbitrage constant entre risque et performance, ont de nouveau revu à la hausse leurs critères de sélections de stocks afin d'être

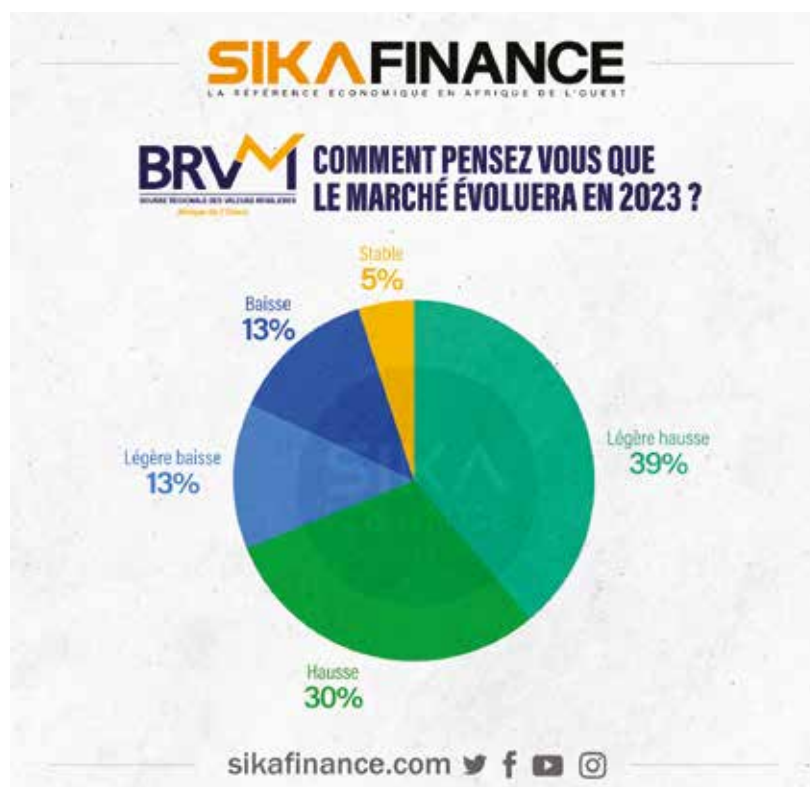
en phase avec les nouvelles exigences du marché.

Dans l'optique de permettre aux investisseurs d'effectuer une meilleure anticipation, un sondage a été effectué auprès des professionnels sur leurs perspectives.

Sur la trentaine des participants regroupant les gestionnaires de portefeuilles, les analystes et les traders, 56,5% des sondés ont anticipé une hausse du marché vs 21,7% pour une baisse.

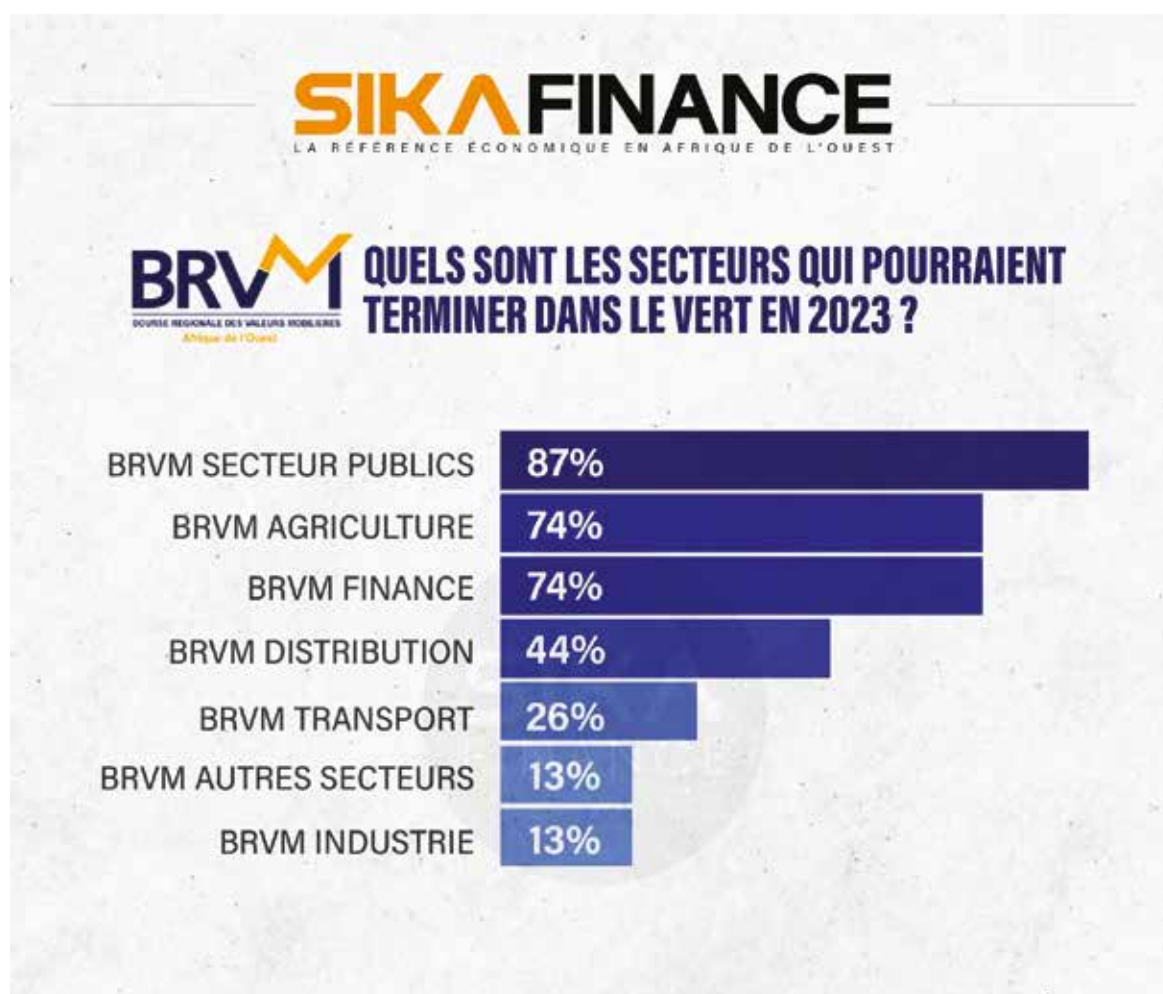


Concernant les perspectives générales de l'année 2023, les acteurs sondés sont beaucoup plus optimistes. Pour ce 1er trimestre avec 69,5%, des professionnels estiment que le marché devrait terminer dans le vert pour la troisième année consécutive.



Le secteur des services-publics devrait être ainsi le porte-étendard de la hausse du marché. En effet, 87% des sondés anticipent que ce secteur a la plus forte probabilité de terminer dans le vert avec comme vedette SONATEL, qui continue toujours d'avoir la confiance des investisseurs institutionnels.

Le BRVM-Agriculture et le BRVM-Finance obtiennent tous deux un avis favorable à 74% grâce notamment à PALMCI pour le premier ainsi que BOA BENIN et ETI pour le second dont les professionnels anticipent d'excellents résultats.



Avec la dernière communication de la Commission bancaire sur les précautions à prendre dans la distribution des dividendes ainsi que le risque de liquidité qui pèsent sur certaines banques de la région, un nouveau sondage sera effectué afin de prendre en compte cette nouvelle donne dans les perspectives du marché financier.

Ahmed DIALLO
Responsable de la Recherche

Guillaume KETY
Associé-Gérant de
AFRIKA FORWARD



Investir dans l'aquaculture en Côte d'Ivoire

Le cabinet conseil à l'investissement AFRIKA FORWARD, dont le siège est basé à Abidjan, publie des notes à l'attention des investisseurs, relatives à certains secteurs porteurs. Ces notes sont une synthèse des critères majeurs macro et microéconomiques entrant dans le processus de prise de décision à l'investissement.

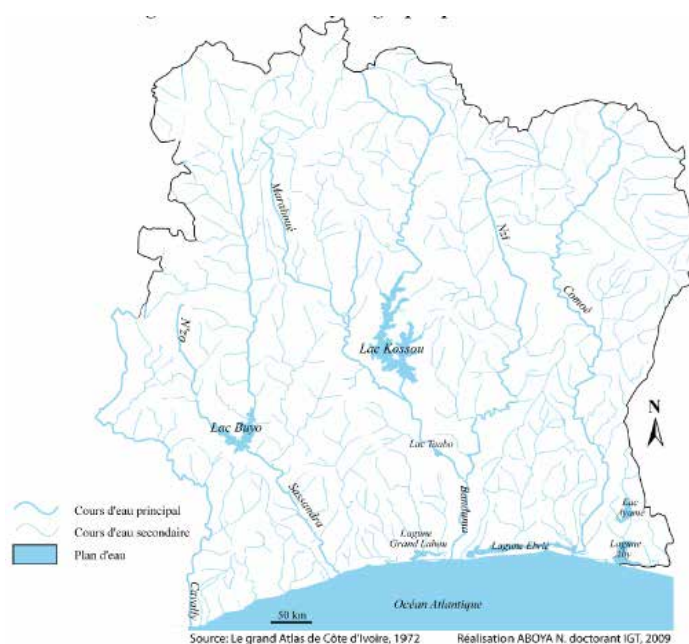
Plus d'informations au +225 27 20 23 05 21 et sur www.afrikaforward.com «

HISTORIQUE ET CONTEXTE DE L'AQUACULTURE EN CÔTE D'IVOIRE

Située le long du Golfe de Guinée, la Côte d'Ivoire s'étend sur une superficie de 322.462 km² et compte 29 millions d'habitants en 2021.

La position de la Côte d'Ivoire dans la zone intertropicale humide lui fait bénéficier de plusieurs atouts sur le plan hydrographique : 150 000 ha de lagunes, 350 000 ha de lacs et de nombreux bas-fonds propices à l'implantation d'exploitations aquicoles (figure 1), ainsi qu'une riche faune aquatique. De ce fait, l'aquaculture constitue un véritable potentiel national qui mérite d'être largement exploité.

Le réseau hydrographique de la Côte d'Ivoire



Source : Le grand Atlas de Côte d'Ivoire

¹ L'aquaculture désigne la culture d'organismes aquatiques, y compris les poissons, mollusques, crustacés et plantes aquatiques. La culture implique une certaine forme d'intervention humaine pour augmenter les rendements.

L'économie ivoirienne, essentiellement basée sur l'agriculture, présente des déficits chroniques en matière de disponibilité en protéines animales et halieutiques¹, avec pour conséquence des importations régulières de viandes et de produits d'origine animale et halieutique.

Les premières tentatives d'aquaculture en Côte d'Ivoire remontent à 1955, lorsque l'administration coloniale a créé une section de pisciculture² au sein du Service des eaux et forêts. En 1958, un centre de recherche a été conçu près de Bouaké par le Centre Technique Forestier Tropical (France). A partir de 1960, l'administration ivoirienne s'est elle-même engagée dans le développement de la pisciculture : des cantonnements piscicoles chargés de l'encadrement, des stations étatiques d'alevinage et des centres de recherche ont été mis sur pied.

L'intérêt pour l'aquaculture en Côte d'Ivoire a commencé principalement au cours des années 90 avec une production annuelle de 200 à 300 tonnes par la ferme d'Etat de Jacquerville, devenue privée plus tard sous le nom de Société Ivoirienne d'Aquaculture Lagunaire (SIAL). A cette époque, la production globale des fermes privées atteignait 30 à 50 tonnes par an (essentiellement de mâchoirons).

Au cours de cette période, 3,69 milliards de FCFA ont été mobilisés auprès de partenaires (Coopération belge, Coopération française et Banque Africaine de Développement) pour soutenir une stratégie de développement piscicole au niveau régional.

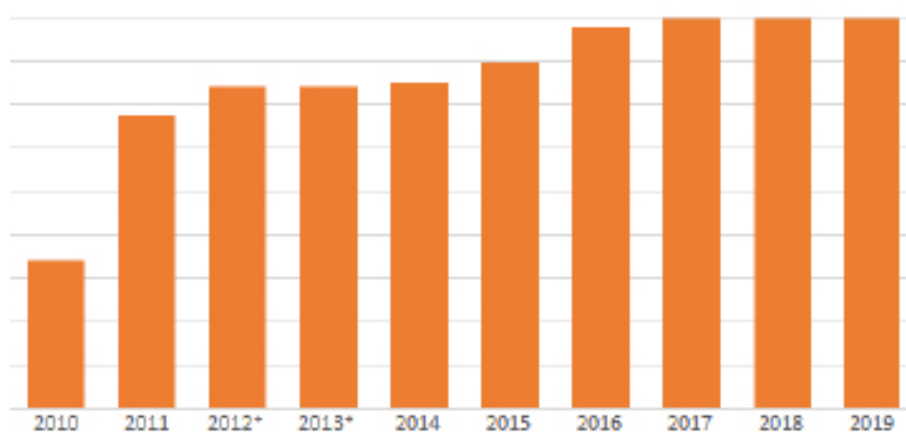
La majorité des projets régionaux ont ainsi été mis en œuvre : i) Projet Piscicole du Centre-Ouest (PPCO 1992

à 1999), ii) Projet d'Appui à la Profession Piscicole dans l'Est de la Côte d'Ivoire (PAPPE 1996 à 2003), et iii) Projet de Développement Rural Intégré de la Région Forestière Ouest (BAD-OUEST 1992-2003).

Toutefois, le décollage de l'aquaculture en Côte d'Ivoire s'est trouvé ralenti en 2002 suite à la crise politico-militaire. Globalement, le développement de l'aquaculture en Côte d'Ivoire est fortement tributaire des financements extérieurs dans le cadre des projets. Quasiment tous les projets d'envergure ont été soutenus par des partenaires étrangers. Jusqu'à ce jour, la contribution financière de la Côte d'Ivoire était résiduelle. En effet, le volume des investissements publics consacrés au secteur n'a pas excédé en moyenne 16 milliards de FCFA par an, soit une part inférieure à 0,3% du budget annuel de la Côte d'Ivoire. L'aquaculture continentale en Côte d'Ivoire est une activité encore essentiellement rurale, secondaire et généralement pratiquée sur de petites fermes, dans de petits étangs d'eau douce de faible productivité. Les exploitations sont de plusieurs types. Ce sont soit des exploitations avec petits plans d'eau ou des fermes de subsistance, soit des exploitations à petite échelle commerciale. D'une façon générale, il s'agit essentiellement d'élevage de tilapias, de mâchoirons et de silures.

Afin de relever le défi du développement du secteur des ressources animales et halieutiques, le Gouvernement ivoirien a défini de nouvelles politiques et stratégies dans le but de réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur en produits halieutiques.

Tableau 1 : Evolution de la production aquacole en Côte d'Ivoire (en tonnes)



Source : FAO Fishstat1

Malgré les progrès obtenus au cours des sept (7) dernières années, l'aquaculture ne représente que 10 % de la production halieutique nationale. La production aquacole

(production issue de l'aquaculture) est passée de 1 290 tonnes en 2007 à 3 394 tonnes en 2011, mais elle est restée à un niveau plafonné à 4 500 tonnes depuis 2017.

² Les ressources halieutiques désignent les ressources aquatiques exploitées par l'homme, elles désignent l'exploitation et la gestion des ressources issues de la pêche et de l'aquaculture.

³ La pisciculture est une spécialisation de l'aquaculture, elle désigne l'élevage des poissons en milieu naturel ou en bassin artificiel, destinés à la consommation.

MARCHÉ MONDIAL

Sur l'ensemble des produits halieutiques alimentant le commerce mondial, les poissons occupent une place prépondérante, mais d'autres espèces comme les algues ou les coquillages sont tout aussi importantes.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), en 2020, l'aquaculture fournissait

dans le monde 60% des poissons d'eau douce, 40% des mollusques, 30% des crevettes et 5% des poissons d'eau de mer.

La forte croissance de l'aquaculture a permis à la production halieutique mondiale d'atteindre des niveaux records.

Tableau 2 : Production moyenne par an de poissons par la pêche et l'aquaculture dans le monde en millions de tonnes

	Années 1990	Années 2000	Années 2010	2016	2017	2018	2019	2020
	Moyenne par an							
PRODUCTION								
Pêche :								
Continentale	7,1	9,3	11,3	11,4	11,9	12	12,1	11,5
Marine	81,9	81,6	79,8	78,3	81,2	84,5	80,1	78,8
Total	89	90,9	91,1	89,7	93,1	96,5	92,2	90,3
Aquaculture :								
Continentale	12,6	25,6	44,7	48	49,6	51,6	53,3	54,4
Marine	9,2	17,9	26,8	28,5	30	30,9	31,9	33,1
Total	21,8	43,5	71,5	76,5	79,6	82,5	85,2	87,5
Total - pêche et aquaculture au niveau mondial	110,8	134,4	162,6	166,2	172,7	179	177,4	177,8

* Sont exclus les mammifères aquatiques, les crocodiles, les alligators, les caïmans
Source : FAO1

La production mondiale de poissons est passée de 110 millions de tonnes dans les années 1990 à 177 millions de tonnes en 2020, ce qui représente une croissance de 60%. Cette croissance s'explique principalement par le boom de la production de l'aquaculture, qui est passée de 21 millions de tonnes dans les années 1990 à 87 millions de tonnes en 2020, soit une croissance de 300%.

En 2020, l'aquaculture a représenté 49,2% de la production mondiale de poissons contre 20% en 1990.

Cette production halieutique mondiale a été principalement dominée par l'Asie, qui a représenté 70% de la production mondiale suivie des pays d'Amérique (12%), de l'Europe (10%), l'Afrique (7%) et l'Océanie (1%).

Les principaux pays producteurs de poissons issus de l'aquaculture sont la Chine avec 58% de la production

mondiale, l'Indonésie (12%), l'Inde (7%), le Vietnam (4%), le Bangladesh (2%) et l'Égypte, la Norvège, le Chili qui représentent conjointement 4% de la production mondiale de produits aquacoles.

Toutes les régions du monde, à l'exception de l'Afrique, ont enregistré une croissance continue de leurs productions aquacoles en 2020. Cette croissance a été favorisée par l'expansion des activités au Chili, en Chine et en Norvège – principaux producteurs dans leurs régions respectives. Les deux principaux pays producteurs africains, l'Égypte (67,62% de la production africaine) et le Nigéria (11,12% de la production africaine), ont connu un recul respectivement de 1,2% et 9,6% en 2020 par rapport à 2019, tandis que le reste du continent a enregistré une croissance de 14,5%.

⁴ Données officielles obtenues par la FAO auprès des sources d'informations disponibles

⁵ La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2022

Depuis 1961, le taux de croissance annuel mondial de la consommation de poissons a augmenté de 3% en moyenne, pour un taux de croissance démographique de 1,6% : la consommation de poissons augmente presque deux (2) fois plus vite que la croissance démographique mondiale. Selon la FAO, l'aquaculture a un potentiel significatif pour nourrir une population mondiale en augmentation. Selon les

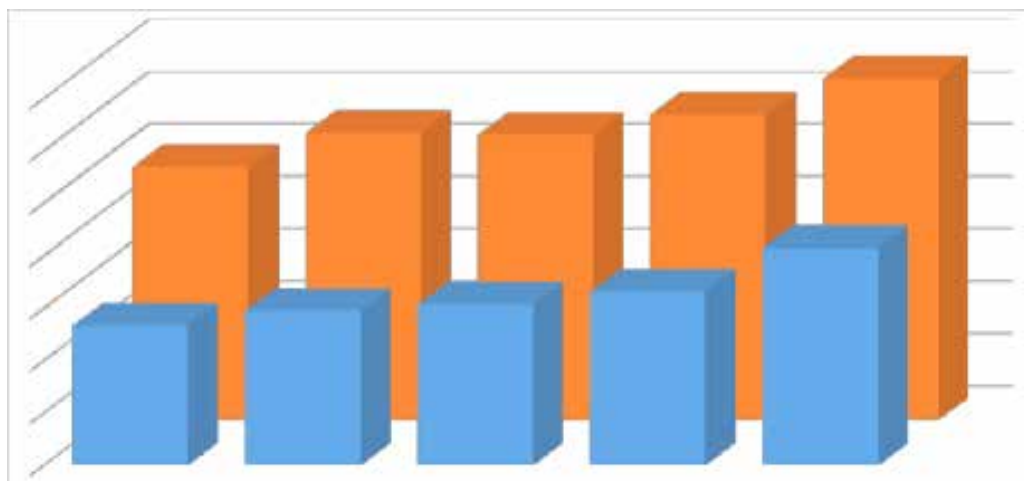
projections, les tendances alimentaires devraient entraîner une progression de 15% de la consommation de produits alimentaires d'origine aquatique, soit une consommation moyenne à satisfaire de 21,4 kg par habitant en 2030 contre 9,9 kg en moyenne dans les années 1960 et 20,2 kg en 2020.

POTENTIEL DU MARCHÉ LOCAL

Le poisson est la principale source de protéines animales consommée par les ivoiriens, avec une moyenne de 24 kg/an par personne d'après le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques. La production halieutique

nationale, s'élevant à 50 000 tonnes par an, combinée à l'aquaculture (5 000 tonnes en moyenne par an), ne suffit pas à couvrir les besoins du pays qui s'accroissent rapidement.

Tableau 3 : Evolution des importations de produits halieutiques* par la Côte d'Ivoire en valeur et en volume



* Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques
Source : Douanes de Côte d'Ivoire

Les besoins en produits halieutiques de la Côte d'Ivoire s'élèvent à plus de 700 000 tonnes et ne sont satisfaits localement qu'à hauteur de 15%, les 85% restants étant comblés par des importations de plus en plus importantes. En effet, les importations en volume sont passées de 481 880 tonnes en 2017 à 651 242 tonnes en 2021, soit un taux de croissance de 35%.

Les importations de produits halieutiques s'élevaient à 414 milliards de FCFA en 2021 contre 266 milliards de FCFA en 2017, soit un taux de croissance annuel moyen de 12% de 2017 à 2021. Le potentiel de marché de la Côte d'Ivoire

est grandissant.

Malgré les nombreux atouts et le potentiel hydrographique dont dispose la Côte d'Ivoire, la part de l'aquaculture dans la production halieutique nationale ne représente que 10%. La quantité de produits halieutiques issus de la pêche est en nette diminution, avec une moyenne de décroissance de 1% sur la période 2017-2020 (FAO). L'aquaculture représente alors le seul moyen de combler la demande croissante des consommateurs ivoiriens en produits halieutiques.

RÈGLEMENTATION ET MESURES GOUVERNEMENTALES

En Côte d'Ivoire, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), est l'institution qui est chargée de la régulation, du contrôle et du suivi des activités de pêche et d'aquaculture.

En juillet 2016, l'Assemblée Nationale ivoirienne a adopté la Loi n°2016-554 du 26 juillet 2016 relative à la pêche et à l'aquaculture en vue de régir les activités de pêche et d'aquaculture.

Cette nouvelle loi vient compléter la loi n°086-478 du 1er juillet 1986, relative à la pêche en y ajoutant le volet aquaculture qui n'était pas pris en compte. Des textes réglementaires pour mettre en œuvre les différents articles de la loi sont encore en cours de rédaction et d'adoption.

Par ailleurs, le Gouvernement a entrepris différentes initiatives ces dernières années pour accroître la production aquacole locale.

- le Projet PREPICO (2016-2019), dont l'objectif principal était de contribuer au développement de la pisciculture continentale ivoirienne par l'amélioration de la production piscicole, a permis d'élaborer deux documents : « le Plan d'action nationale de développement de la pisciculture (PANDEP) et les « Directives techniques pour une pisciculture durable ».
- le projet TIVO, lancé en 2012 pour une durée de 05 ans et renouvelé en juillet 2022 pour une même durée. Sa mise en place a eu pour résultat, la réhabilitation de 65% au moins des structures de production de la station piscicole de Loka (Bouaké), la constitution d'un pool génétique de qualité de tilapias, la fourniture de manière permanente de produits vétérinaires et aliments industriels de qualité pour le stock de géniteurs de poissons et la production de semences améliorées de tilapias.
- la phase II du projet TIVO a pour objectifs de contribuer à la mise à niveau des infrastructures de production et d'appui à l'amélioration génétique, apporter un appui institutionnel à la recherche-développement, assurer la production du matériel génétique performant aux aquaculteurs privés, jeunes déscolarisés et aux femmes commerçantes et transformatrices de poissons

Le MIRAH a élaboré une nouvelle stratégie de développement du secteur de l'aquaculture nommée Stratégie Nationale de Développement de l'Aquaculture (SNDA) qui est l'un des 5 piliers de la Politique Nationale de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA) 2022-2026, dont les objectifs sont l'amélioration de la productivité et la compétitivité

des filières animales et halieutiques, de la gouvernance du secteur et des moyens d'existence des acteurs du secteur.

En août 2022, le chef du Gouvernement ivoirien a officiellement lancé le Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire (PSTACI) pour une période de 5 ans renouvelables. Il est issu de la SNDA et vise une production nationale à hauteur de 70% des besoins de consommation en produits halieutiques d'ici 2030 à travers l'accélération des investissements et les projets pilotes, le renforcement des règles gouvernementales et l'augmentation de la production d'alevins pour sa première phase.

Perspectives gouvernementales

Le Gouvernement ivoirien dans sa feuille de route 2023 annonce le lancement des projets de développement suivants :

- le Projet de diversification de la production aquacole (PDPA) : il a pour objectif d'améliorer la couverture des besoins nationaux en produits halieutiques à travers la mise en place d'un centre expérimental et d'apprentissage pour maîtriser la production de nouvelles espèces aquacoles marines et la formation de 50 acteurs de la pêche à l'aquaculture marine ;
- le Projet de développement des techniques de valorisation des produits halieutiques : il permettra de promouvoir la consommation des produits halieutiques et améliorer la nutrition par l'utilisation rationnelle et durable des ressources halieutiques.

Le MIRAH prévoit également dans le cadre du Projet d'Amélioration de la Production d'Intrants Piscicoles Performants (PRAPIP) d'atteindre en 2023 les résultats suivants :

- 150 000 Géniteurs performants seront acquis et mis à la disposition des écloseries ;
- 1 structure locale de fabrication d'aliments sera appuyée en matériel (extrudeuse).

CONTRAINTES

En Côte d'Ivoire, les entraves à la pratique de l'aquaculture sont multiples. À tous les niveaux du processus de production, les aquaculteurs rencontrent des obstacles. Ces contraintes sont d'autant plus grandes lorsqu'il s'agit de l'aquaculture lagunaire, car elle emploie des méthodes et techniques plus élaborées qu'en étang.

Nous pouvons citer, au titre des faiblesses présentes dans le secteur :

- La faible disponibilité d'alevins de qualité et d'aliments de qualité pour les poissons ;
- L'insuffisance des compétences techniques et de savoir-faire dans l'aménagement des espaces aquacoles, ce qui peut entraîner une mortalité élevée chez les poissons élevés et un manque de compétitivité des poissons d'aquaculture ;
- La faible structuration de la chaîne de valeur dans l'aquaculture ;

OPPORTUNITÉS

Le secteur aquacole ivoirien reste confronté à certaines faiblesses qui jusqu'à présent ont limité son impulsion. Toutefois, la Côte d'Ivoire dispose de plusieurs atouts et potentialités pour le développement de l'aquaculture.

Nous pouvons citer, au titre des opportunités présentes dans le secteur :

- Le potentiel hydrographique de la Côte d'Ivoire peut lui permettre de produire plus d'un million de tonnes de poisson par an ;
- Un besoin en exploitations aquacoles plus productives et compétitives afin de couvrir les besoins de la population ivoirienne estimée à plus de 700 000 tonnes de poissons par an ;

- Un besoin d'optimisation de la chaîne de valeur du secteur des produits de l'aquaculture ;
- Un besoin d'unités de production d'alevins et d'aliments de qualité pour poissons ;
- L'existence d'un Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire (PSTACI) pour le développement d'une chaîne de valeur aquacole ;
- Les tendances de croissance de la consommation mondiale de produits halieutiques de 15% pour atteindre une moyenne de 21,4 kg par habitant en 2030 ;
- Les exonérations fiscales et douanières accordées par le code des investissements aux entreprises du secteur de l'aquaculture.

ANALYSE SWOT

FORCES

- Main-d'œuvre abondante et bon marché
- Réseau hydrographique adéquat et conditions climatiques favorables
- Volonté des pouvoirs publics au développement de la filière
- Avantages fiscaux accordés par le Code des Investissements
- Bon environnement des affaires en Côte d'Ivoire.

OPPORTUNITES

- Demande croissante et importante de produits halieutiques en Côte d'Ivoire
- Programmes de formation et de soutien du gouvernement pour encourager le développement de l'aquaculture
- Possibilité de diversifier les produits et les marchés cibles
- Mise en place d'une éclosérie à Koubi (Tiébissou) pour améliorer la capacité de production qui passera de 2 300 000 à 8 000 000 d'alevins par an.

FAIBLESSES

- Faible qualité des alevins, des aliments et du matériel d'aquaculture
- Faible disponibilité de technologies appropriées et du savoir-faire
- Faible structuration de la chaîne de valeur

MENACES

- Risque de maladies et de mortalité élevé chez les poissons d'élevage
- Réchauffement climatique

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Malgré un réseau hydrographique dense, capable de produire 1 million de tonnes par an, des conditions climatiques favorables et une main-d'œuvre jeune et abondante, l'aquaculture produit en Côte d'Ivoire moins de 1% des poissons consommés localement et ne représente que 10% de la production halieutique nationale.

En effet, l'émergence de ce secteur a été jusqu'à confrontée à plusieurs défis, notamment la faible disponibilité d'alevins et d'aliments de qualité pour les poissons, la faible disponibilité de technologie et de savoir-faire dans l'aménagement d'espaces aquacoles et le manque de structuration optimale de la chaîne de valeur.

Ainsi, la consommation de produits halieutiques en Côte d'Ivoire dépend principalement des importations, avec environ 651 000 tonnes de produits halieutiques importés en 2021, représentant plus de 400 milliards de F CFA.

Or, il existe des opportunités d'investissement sur toute la chaîne de valeur du secteur, notamment la production,

la transformation, la distribution, la commercialisation des poissons, la production d'aliments, l'aménagement d'espaces aquacoles, etc.

On note depuis quelques années, la mise en place par le gouvernement ivoirien de plusieurs stratégies et programmes visant à accélérer le développement de l'aquaculture et réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur en produits halieutiques, parmi lesquels on peut citer le Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire (PSTACI), qui a pour objectif majeur de porter la production annuelle de la Côte d'Ivoire à 500 000 tonnes de poissons à l'horizon 2030.

En conclusion, le secteur de l'aquaculture en Côte d'Ivoire présente de nombreuses opportunités et potentialités mais il est également confronté à de nombreuses contraintes et menaces. Les investisseurs doivent être conscients de ces facteurs et prendre les mesures appropriées pour gérer les risques et saisir les opportunités qui se présentent.

Notre Score (en mars 2023) : 5,6/10

10;2]	Le marché est fortement risqué avec une probabilité importante de perdre les investissements réalisés.
2;4]	Le marché est risqué. Toutefois, il présente des opportunités qui peuvent être exploitées. La probabilité de perdre les investissements n'est pas négligeable.
4;6]	Le marché présente des opportunités à saisir même s'il existe quelques risques qui peuvent être mitigés.
6;8]	Le marché est dynamique et présente de bons retours sur investissement.
8;10]	Le marché est florissant et bénéficie d'un fort accompagnement institutionnel.



FICHES VALEURS

des 10 plus
grandes valeurs
cotées à la BRVM

43,20%

-48,64%

39,36%

8,84%

-37,17%

36,42%

-21,45%

12,10%

Un mastodonte toujours performant

INFORMATIONS CLÉS

Activité : **Télécommunications**

Directeur Général : **Sekou DRAMÉ**

Nombre total de titres : **100 000 000**

Flottant : **22,47%**

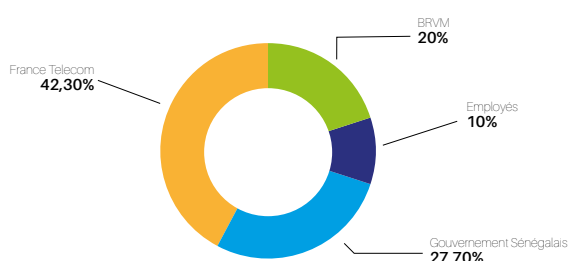
Cours d'introduction le 02/10/1998 : **2 200 FCFA**

Cours au 31/12/2022 : **15 200 FCFA**

Cours haut/bas sur 1 an : **16 590 FCFA / 13 900 FCFA**

Capitalisation Boursière : **1 520 Milliards FCFA**

ACTIONNARIAT



• En 2022, les opérateurs télécom ont fait face à un certains nombres de contraintes, entres autres, la baisse du pouvoir d'achat en lien avec l'inflation galopante, la concurrence agressive sur le segment mobile money et le climat sécuritaire. Des contraintes qui n'ont pas empêché Sonatel de conserver son leadership sur ses 5 marchés de présence.

• En effet, à fin décembre 2022, la dynamique commerciale du groupe a fait ressortir un chiffre d'affaires de 1 455 milliards FCFA, en hausse de 9% en glissement annuel. Cette performance est à reconnaître à la bonne marche des segments data mobile, haut débit, voix, contrairement au segment mobile money.

• Ainsi, le résultat net s'est établi à 278,9 milliards FCFA contre 252,46 milliards FCFA l'année précédente, soit une hausse de 10,48%.

• Au vu de cette solidité financière, l'opérateur, qui par ailleurs fête ses 25 années d'activité, a décidé d'offrir 60% de son bénéfice en dividende, offrant un dividende net par action renouant avec les 1 500 FCFA.

Dernier Résultat Publié en 2022	31-déc-21	31-déc-22	Variation
Chiffre d'affaires (MFCFA)	1334,874	1 455,05	9,00%
Résultat Net (MFCFA)	252,459	278,912	10,48%

Prévision (FCFA)	2020	2021	2022E
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	8 213	8 985	9 794,15
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	2 525	2 789	3 081,37
Dividende Net Par Action (FCFA)	1 400	1 500	1 500
PBR	1,85	1,69	1,55
PER	6,02	5,45	4,93
DY	9,21%	9,87%	9,87%

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

• La valeur Sonatel, l'une des 2 plus grandes capitalisations du marché actions de la BRVM, a évolué en 2022 au rythme de ses fondamentaux avec une performance de 8,8% avec son plus haut niveau de 16 590 FCFA. Il convient de noter que ce sommet qui a été le plus haut de ces 3 dernières années était consécutif à l'annonce des performances financières de 2021.

• Depuis le début de l'année 2023, l'action affiche une dynamique haussière qui est depuis le 23 février soutenue par l'annonce d'un dividende de 1 500 FCFA par action, offrant un rendement de 9,74% avec pour cours de référence 15 400 FCFA.

INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 2 : 16 395 FCFA

Résistance 1 : 15 050 FCFA

Prix clôture : 15 200 FCFA

Support 1 : 14 605 FCFA

Support 2 : 14 290 FCFA



Un secteur de l'électricité à fort potentiel

INFORMATIONS CLÉS

Activité : **Production, transport, exportation, importation, distribution et commercialisation d'électricité**

Directeur Général : **Ahmadou BAKAYOKO**

Nombre total de titres : **56 000 000**

Flottant : **10 685 100 titres - 30,95%**

Cours d'introduction 16/09/1998 : **17 900 FCFA / 1 790 FCFA***

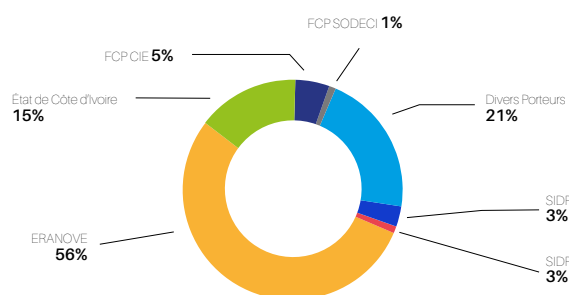
*Ajusté aux événements sur titres

Cours au 31/12/2022 : **1 990 FCFA**

Cours haut/bas sur 1 an : **2 495 FCFA / 1 715 FCFA**

Capitalisation Boursière : **111,44 Milliards FCFA**

ACTIONNARIAT



• La CIE, en charge du service public de distribution de l'électricité en Côte d'Ivoire, bénéficie toujours d'un environnement favorable marqué par une volonté politique d'étendre la fourniture d'électricité à un plus grand nombre de la population via l'initiative PEPT (Programme électricité pour tous).

• Après la perte de performance de 2021 matérialisée par un bénéfice en retrait de 40% à 9,8 milliards FCFA, la compagnie a entamé une nouvelle dynamique en 2022. A l'issue des 6 premiers mois de l'année, la performance commerciale de la société affiche un chiffre d'affaires de en hausse de 4% à 114,15 milliards FCFA.

• Cette hausse du chiffre d'affaires conjuguée à la constatation de l'impôt différé a fait ressortir un bénéfice de 5,39 milliards FCFA au 1er semestre, soit une croissance de 16% en glissement annuel.

• Le management tablait sur une croissance au rythme des branchements sur le second semestre, dans le sillage de la politique volontariste de l'Etat ivoirien, qui devrait confirmer de bons résultats annuels.

Dernier Résultat Publié en 2022	30-juin-21	30-sept-22	Variation
PNB (MFCFA)	109 907	114 151	3,86%
Résultat Net (MFCFA)	4 760	5 527	16,11%

Prévision (FCFA)	2020	2021	2022E
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	589	577	600
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	289	188	195
Dividende Net Par Action (FCFA)	167	153	159
PBR	3,38x	3,45x	3,32x
PER	6,89x	10,60x	10,21x
DY	8,40%	7,70%	7,99%

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

• Au cours de l'année 2022, l'action CIE a affiché une évolution quasi-stable en terminant avec une hausse de 5,01% à 1 990 FCAF en confirmant sa 2e année consécutive au vert.

• Dans les faits, l'action CIE avait débuté l'année 2022 sur une pente ascendante avec une hausse de 31,33% avant d'échouer à 2 495 FCFA, soit son plus haut sommet de ces 5 dernières années. Au vu de cette performance, les investisseurs ont réalisé des prises de profits, ce qui fera reculer progressivement le cours de l'action.

INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 2 : 2 455 FCFA

Support 1 : 1 890 FCFA

Résistance 1 : 2 000 FCF

Support 2 : 1 735 FCFA

Prix Actuel : 1 990 FCFA



Une banque qui joue la prudence

INFORMATIONS CLÉS

Activité : **Services bancaire**

Directeur Général : **Jeremy AWORI**

Nombre total de titres : **18 032 598 730* / 24 730 354 443****

*Source: BRVM / **Source: Rapport Annuel Groupe Ecobank

Flottant : **772 850 354 titres (4,27%)**

Cours d'introduction 11/09/2006 : **1 500 FCFA / 150 FCFA***

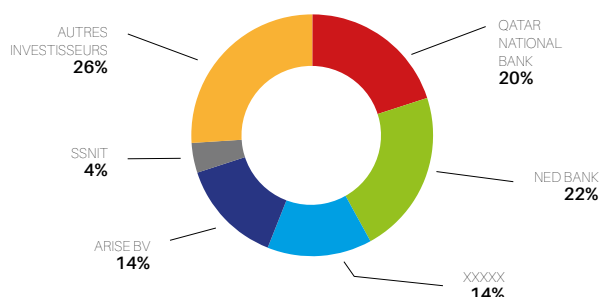
*Ajusté aux événements sur titres

Cours au 31/12/2022 : **19 FCFA**

Cours haut/bas sur 1 an : **27 FCFA / 14 FCFA**

Capitalisation Boursière (31/12/2022) : **344 milliards FCFA**

ACTIONNARIAT



• La dynamique entamée depuis 2018 par le groupe bancaire panafricain Ecobank présent dans 36 pays du continent se consolide en 2022. En effet, bien que 2022 se soit caractérisé par une conjoncture ternie par les antécédents de la crise ukrainienne, le total bilan de ETIT (Groupe Ecobank) a progressé de 13% à 17 838 milliards FCFA en rythme annuel.

• Dans le détail, le produit net bancaire (chiffre d'affaires) s'est établi au 31 décembre 2022 à 1 161,428 milliards FCFA, soit une hausse de 19% en glissement annuel. Cette belle note témoigne de la résilience du groupe et d'un modèle d'affaires diversifié.

• Cette dynamique commerciale, couplée à une gestion efficace des charges intermédiaires, ont permis d'améliorer le coefficient d'exploitation à 56,4% permettant de dégager un résultat avant impôt de 336,88 milliards FCFA (soit une hausse de 27%).

• La conjugaison de ces efforts a ainsi permis à ETI de réaliser un bénéfice consolidé en hausse de 15% à 228,75 milliards FCFA comparativement à 2021.

• Entre autres précisions, notons que la zone UEMOA a enregistré la plus forte croissance du groupe au niveau du résultat avant impôt avec une hausse de 40%.

Dernier Résultat Publié en 2022	31-déc-21	31-déc-22	Variation
PNB (MFCFA)	974 058	1 161 428	19%
Résultat Net (MFCFA)	198 151	228 750	15%

Prévision (FCFA)	2021	2022	2023P
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	68,18	68,93	69,70
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	10,72	12,65	14,93101389
Dividende Net Par Action (FCFA)	0,90	na	na
PBR	0,28	0,28	0,27
PER	1,77	1,50	1,27
DY	4,74%	na	na

• Malgré ces bonnes réalisations, le groupe a joué la prudence dans un contexte d'incertitude en réduisant les dividendes à 0,11 cents usd par action, en repli de 31,25% par rapport au montant de 0,16 cents usd offerts un an plus tôt. Une gratification jugée faible par le marché qui a sanctionné le titre de 15% à 17 FCFA sur les 3 séances suivant la publication

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

• La valeur ETIT termine pour la seconde année consécutive dans le vert avec un gain de +5,56%.

• La valeur a surfé quasiment toute l'année dans sa zone neutre de RSI. Il est à noter que le titre a stagné à 19 FCFA de juillet à décembre 2022.

INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 2 : 21 FCFA

Support 1 : 18 FCFA

Résistance 1 : 20 FCFA

Support 2 : 17 FCFA

Prix Actuel : 19 FCFA



“ Des résultats supérieurs aux objectifs initiaux ”

« En 2022, nous avons continué à investir dans l'innovation, la transformation digitale. Sur la région UEMOA, notre taux de digitalisation de la clientèle est ainsi passé de 33 à 43% en un an. Plus de 3 000 femmes ont rejoint le programme « Ellever ». Nous avons lancé notre produit « Bank-to-Wallet » afin de faciliter les paiements de masse à travers les porte-monnaie électroniques, et mis en place un numéro d'appel simplifié « 9955 » pour améliorer la prise en charge de nos clients. Nous avons en outre maintenu notre plan stratégique « REUSSIR ENSEMBLE » malgré un environnement opérationnel complexe et avons atteint des résultats supérieurs aux objectifs initiaux à la fin de l'année 2022.

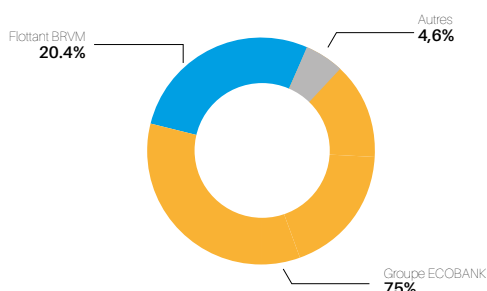
Nous mettrons au cœur de notre stratégie, les facteurs sociétaux et environnementaux et amorcerons très prochainement le déploiement de notre politique RSE.

Grâce à notre appétence pour le digital, notre capacité à innover et surtout à l'implication de tous nos collaborateurs, nous renforcerons plus que jamais notre résilience afin de créer durablement de la valeur pour toutes nos parties prenantes. »

Paul-Harry AITHNARD, Directeur Général, Ecobank Côte d'Ivoire



ACTIONNARIAT



• Ecobank Côte d'Ivoire, la filiale ivoirienne du groupe panafricain ETI-TG a plus qu'été déterminante en 2022 avec tous ses indicateurs au vert. En effet, les efforts déployés par la banque afin de booster son activité commerciale ont payé en faisant bondir le Produit Net Bancaire de 30% à 99,1 milliards FCFA.

Il faut noter que cette progression est en lien avec la croissance de la marge d'intérêt (+10% à 87,1 milliards FCFA) et des commissions (+38,6% à 23,5 milliards FCFA).

• Ainsi, le résultat net est ressorti en progression de 30% à 44,6 milliards FCFA contre 34,3 milliards FCFA en 2021, soit sa meilleure performance depuis 2014.

• Dans la même tendance, la rentabilité des fonds propres et le rendement des actifs évoluent respectivement de 355 points de base et 30 points de base, pour s'établir à 27,2% et 2,3%.

• Forte de ces excellentes performances, la banque projette d'offrir à ses actionnaires un dividende brut par action de 651 FCFA, soit un dividende net de 585,9 FCFA par action. Rapporté au cours du mercredi 05 avril (4 850 FCFA), le titre offre ainsi un rendement de 12,1%, le plus élevé de la BRVM à cette date.

Dernier Résultat Publié en 2022	31-déc-21	31-déc-22	Variation
PNB (MFCFA)	90 545	99 155	9,51%
Résultat Net (MFCFA)	34 304	44 598	30,01%

Prévision (FCFA)	2020	2021	2022E
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	2631	2974	3274
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	623	810	1005
Dividende Net Par Action (FCFA)	420,3	585,9	644,49
PBR	217	1,66	1,71
PER	7,94	6,10	4,92
DY	8,50%	11,85%	13,03%

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

• Le 11 juillet 2022, le titre Ecobank Côte d'Ivoire a enregistré la plus importante transaction journalière depuis son introduction à la BRVM avec l'achat de 1 059 556 titres pour un montant de 4,64 milliards FCFA.

• La valeur Ecobank CI a terminé avec une balance de variation à l'équilibre (6 hausses Vs 6 baisses).

INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 2: 5 150 FCFA

Résistance 1: 5 000 FCFA

Prix Actuel: 4 945 FCFA

Support 1: 4 700 FCFA

Support 2: 4 500 FCFA



Investir en bourse est désormais à la portée de tous avec Ecobank TradeSmart™

- Débutez la négociation boursière avec une exécution directe et rapide de vos ordres
- Effectuer des transactions instantanées depuis le confort de votre maison
- Consulter en temps réel votre portefeuille titres ainsi que les données boursières de la BRVMs
- Suivre le cours et la performance des actions

Investissez dès aujourd'hui sur tradesmart.ecobank.com*

Une question, besoin d'aide ?
Contactez-nous au : +225 27 21 21 82 82
Email : edc-clientserviceuemoa@ecobank.com

EDC Investment Corporation
(Un membre du Groupe Ecobank)



*Site web uniquement disponible sur ordinateur.

ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

Des performances au rendez-vous

INFORMATIONS CLÉS

Activité : **Services bancaires**

Directeur Général : **Gisèle GUMEDZOE OUEDRAOGO**

Nombre total de titres : **32 000 000**

Flottant : **6 400 000 titres (20%)**

Cours d'introduction (22/12/2016) : **30 000 FCFA / 5 859 FCFA***

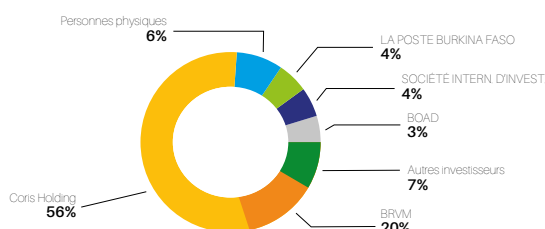
* Ajusté aux événements sur titres

Cours au 31/12/2022 : **8 390 FCFA**

Cours haut/bas sur 1 an : **10 995 FCFA / 8 200 FCFA**

Capitalisation Boursière (31/12/2022) : **268 Milliards FCFA**

ACTIONNARIAT



• La banque leader au Burkina continue d'afficher des performances à deux chiffres malgré l'environnement préoccupant que traverse le pays. En effet, grâce à la bonne marche commerciale, Coris Bank International BF (CBI BF) a réalisé une hausse de 27% du Produit net Bancaire à fin septembre 2022.

• Cette performance a été soutenue par l'excellente maîtrise des charges d'exploitation, permettant à la banque d'afficher un coefficient d'exploitation de 30% contre 34% un an plus tôt. La banque se positionne alors comme la plus efficiente dans la sous-région.

• Malgré la hausse du coût du risque, le résultat d'exploitation a connu une progression plus prononcée (+36%) comparativement à celle du PNB et du résultat brut d'exploitation - RBE (+34%).

• Le résultat net (à fin septembre 202) évolue de 24% pour s'afficher à 43 milliards FCFA contre 34,7 milliards FCFA à fin septembre 2021 et 46,5 milliards FCFA à fin 2021.

• La dynamique de croissance de la banque devrait être bien accueillie par les investisseurs qui ne cessent de voir leur rentabilité (ROE) se bonifier, passant de 20% en 2019 à 27% à fin 2021 et devrait continuer à progresser jusqu'à atteindre 28% à fin 2023.

Dernier Résultat Publié en 2022	30-sept-21	30-sept-22	Variation
PNB (MFCFA)	64 684	82 244	27,1%
Résultat Net (MFCFA)	34 737	43 176	24,3%

Prévision (FCFA)	2020	2021	2022E
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	4973	5932	7 124
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	1074	1455	1 815
Dividende Net Par Action (FCFA)	406	448	622,46
PBR	1,69	1,41	1,18
PER	7,81	5,77	4,62
DY	4,8%	5,3%	7,4%

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

• La valeur Coris Bank International a enregistré sa plus importante décote (-20,10%) depuis sa cotation à la BRVM. Cette baisse du titre s'explique par les prises de profits opérées par les investisseurs après que la valeur est titillée les 10 500 et terminée l'année à +29,63%.

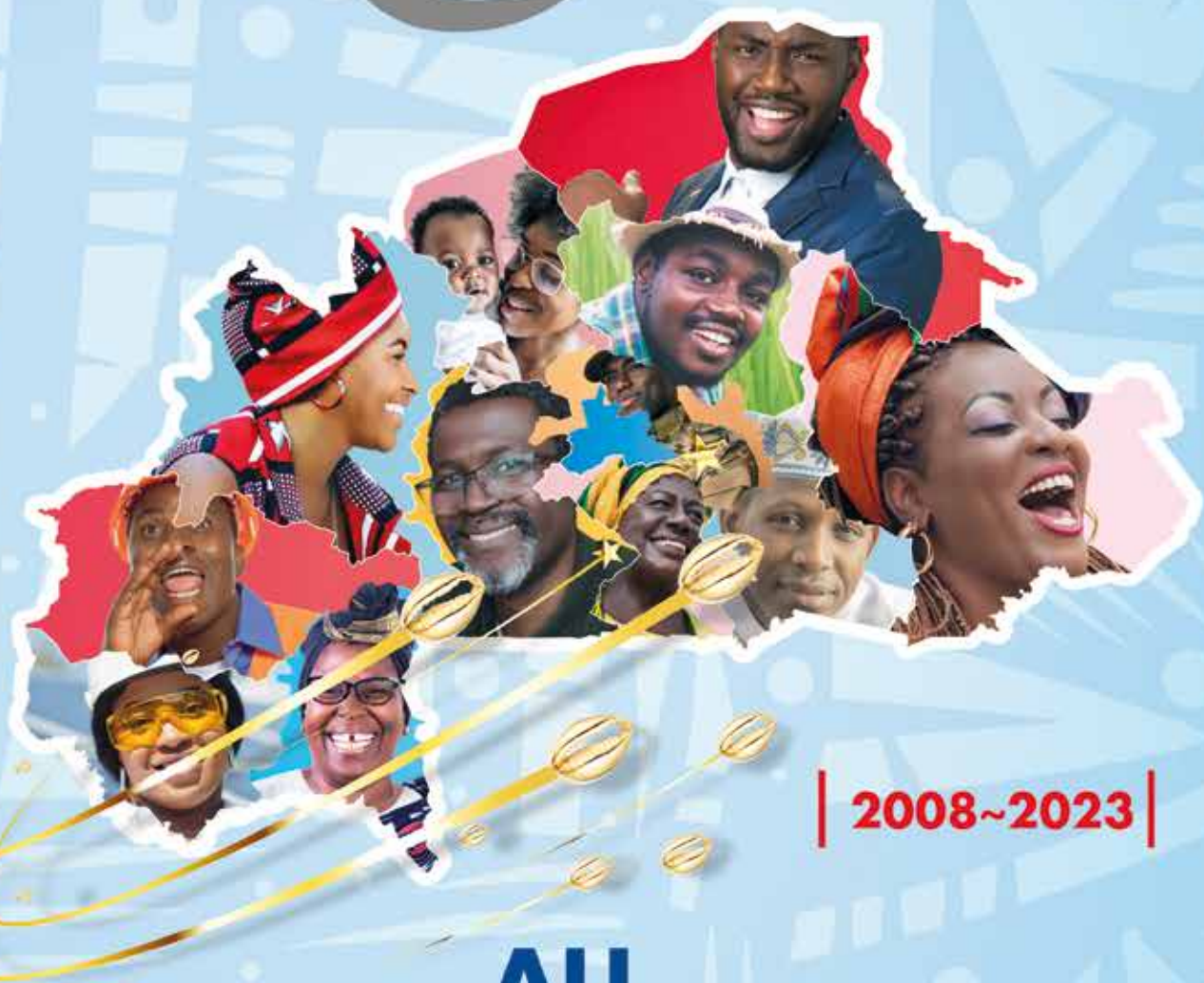
• Il est à noter que dès la mi-avril 2022, la valeur coris banque a surfé en dessous des 50%.

INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 2 : 8 500 FCFA Support 1: 8 200 FCFA
 Résistance 1: 8 400 FCFA Support 2: 8 100 FCFA
 Prix Actuel: 8 390 FCFA



ANS
15



| 2008~2023 |

AU
SERVICE DE
LA NATION



La Banque Autrement
<https://burkina.coris.bank>

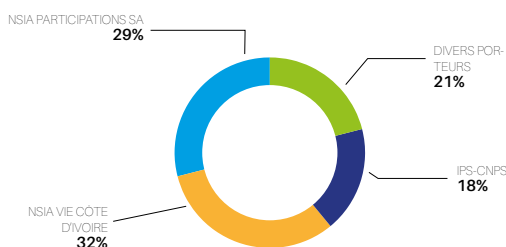


Un exercice 2022 historique

INFORMATIONS CLÉS

Activité : **Banque de détail et banque d'investissement**
 Directeur Général : **Léonce YACÉ**
 Nombre total de titres : **24 734 572**
 Flottant : **4 011 500 titres (20,00%)**
 Cours d'introduction 23/10/2017 : **9 000 FCFA**
 Cours au 30/12/2022 : **5 975 FCFA**
 Cours haut/bas sur 1 an : **6 200 FCFA / 4 205 FCFA**
 Capitalisation Boursière (31/12/2022) : **148 milliards FCFA**

ACTIONNARIAT



- En 2022, NSIA Banque Côte d'Ivoire a achevé l'un de ses exercices les plus aboutis avec des indicateurs de performance en progression. Le premier d'entre eux et certainement le plus scruté par les investisseurs, le résultat net qui a franchi pour la première fois dans l'histoire de la banque, la barre des 30 milliards FCFA pour s'établir à 32,38 milliards FCFA fin 2022, contre 23,71 milliards FCFA fin 2021, soit une forte hausse de 36,56%. En outre, cette progression du bénéfice est actuellement la plus importante de tout le secteur bancaire coté à la BRVM.
- Cette prouesse «repose essentiellement sur la maîtrise des charges d'exploitation, l'amélioration du coût net du risque de 2 milliards FCFA par rapport à 2021, ainsi que la réalisation de produits hors exploitation dans le cadre d'opérations de cessions d'actifs immobilisés», a précisé la banque.
- La bonne orientation des indicateurs de performance a également concerné le Produit net bancaire (PNB) qui s'est raffermi de 4,6% sur la période sous revue, passant de 76,6 milliards FCFA fin 2021 à 80,1 milliards FCFA fin 2022 ; tiré par «la croissance des commissions (+16% à 24,6 milliards FCFA), associée au maintien du niveau de la marge d'intérêt qui s'est chiffré à 55,6 milliards FCFA».
- Cette évolution qui traduit une hausse du niveau d'activité de la banque, perceptible à travers notamment une légère appréciation du résultat brut d'exploitation (+1,1% à 29,5 milliards FCFA), s'est par ailleurs matérialisée par une consolidation de la mobilisation des ressources (+8% à 1 220,4 milliards FCFA) et le portefeuille de créances (+11% à 1 141,4 milliards FCFA).
- En conséquence, le total bilan de NSIA Banque CI a enregistré une

Dernier Résultat Publié en 2022	31-déc-21	31-déc-22	Variation
PNB (MFCFA)	76 622	80 105	4,55%
Résultat Net (MFCFA)	23 713	32 382	36,56%

Prévision (FCFA)	2021	2022	2023P
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	5 248	6 667	7 470
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	849	1309	1919
Dividende Net Par Action (FCFA)	na	363,86	363
PBR	1,14	0,90	0,80
PER	7,04	4,56	3,11
DY	na	6,09%	6,11%

croissance de 15% pour ressortir à 1 885 milliards FCFA fin 2022, contre 1 645 milliards FCFA un an plus tôt.

- Les actionnaires de la banque se féliciteront des belles performances réalisées ces dernières années. En effet, la banque proposera le paiement d'un dividende brut de 10 milliards FCFA à ses actionnaires pour le compte de l'exercice 2022, après 2 années de rétention. Une nouvelle qui viendrait renforcer la confiance des investisseurs en la valeur

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

- Le titre NSIA Banque CI a terminé l'année avec une balance de variation négative avec 8 baisses Vs 4 hausses.
- Décembre a été le mois le plus faste pour l'action NSIA BANQUE CI qui a enregistré sa plus forte progression durant cette période à + 32,78%

INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 2 : 6 200 FCFA
 Résistance 1 : 6 000 FCFA
 Prix Actuel : 5 975 FCFA
 Support 1 : 5 855 FCFA
 Support 2 : 5 100 FCFA



CRÉDIT Vert

Mieux vivre, c'est être bien accompagné dans sa **transition énergétique**

Nous vous aidons à améliorer les performances de votre entreprise en finançant vos projets de transition énergétique.

Pour vos investissements en énergies renouvelables et efficacité énergétique, bénéficiez d'un accompagnement jusqu'à 2 milliards F CFA à taux bonifié sur 03 ans minimum.

 **80 200 800**

www.nsiabanque.ci - nsiabanque.ci@nsiabanque.com

Suivez-nous également sur    **You Tube**

NSIA, le vrai visage de la Banque.

Un exercice 2022 contraint la crise en Ukraine

INFORMATIONS CLÉS

Activité : **Fabrication et commercialisation de produits alimentaires**

Directeur Général : **Thomas Jeffrey CASO**

Nombre total de titres : **22 070 400**

Flottant : **19,13%**

Cours d'introduction d'introduction 16/09/1998: 105 970 FCFA :

5 365 FCFA*

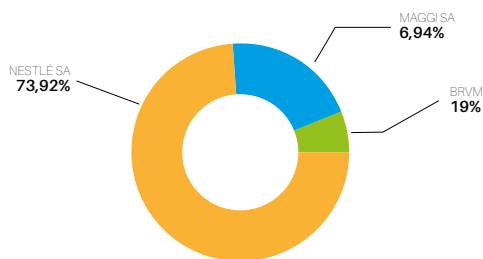
*Ajusté aux événements sur titres

Cours au 31/12/2022 : **8245 FCFA**

Cours haut/bas sur 1 an : **8 550 FCFA/4 615 FCFA**

Capitalisation Boursière (31/12/2022) : **182 Milliards FCFA**

ACTIONNARIAT



• En 2021, Nestlé CI, la filiale ivoirienne du groupe Suisse, a réalisé un bénéfice historique de 21,27 milliards FCFA pour une hausse de 1,76% par rapport à l'année dernière. Au vu de ce résultat, la société avait cédé ses actionnaires en offrant le meilleur rendement du marché en distribuant la totalité des bénéfices en dividende.

• Cette annonce avait créé une émeute à la BRVM propulsant la valeur au top du screener boursier de l'année avec une performance de 79% de l'année en 2022.

• L'année 2022 n'a cependant pas suivi la même dynamique avec la hausse des coûts de matières premières en lien avec la crise en Ukraine et le renchérissement du cours du dollar. De ce fait, bien que la performance commerciale de Nestlé CI se soit poursuivie au 3e trimestre 2022 avec un chiffre d'affaires de 174,6 milliards FCFA (+17,7%), le bénéfice est ressorti en repli de 28,1% à 13,19 milliards FCFA.

• Pour le dernier trimestre de l'année, le management de Nestlé table sur la minimisation de l'impact de la conjoncture macroéconomique pour une année réussie.

Dernier Résultat Publié en 2022	30-sept-21	30-sept-22	Variation
Chiffre d'Affaires	148 320	965 025	0,0%
Résultat Net (MFCFA)	18346	13188	-28%

Prévision (FCFA)	2020	2021	2022E
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	951	1511	1 804
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	947	964	806
Dividende Net Par Action (FCFA)	364	857	513
PBR	8,67	5,46	4,57
PER	8,71	8,56	10,23
DY	4,4%	10,4%	6,2%

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

• Sur ces 2 dernières années, l'action Nestlé CI a enregistré une envolée de 2 476,56% en lien avec le retour au bénéfice de la société.

• Sur les 12 derniers mois, l'action entretient toujours son canal haussier avec le plus haut niveau de 8 555 FCFA enregistré à la suite de l'annonce des performances de 2021.

INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 2 : 8 540 FCFA

Résistance 1 : 7 450 FCFA

Prix Clôture : 8 245 FCFA

Support 1 : 6 260 FCFA

Support 2 : 5 725 FCFA



Un exercice 2022 éprouvant

INFORMATIONS CLÉS

Activité : **Télécommunications**

Directeur Général : **El AYDI Abdelillah**

Nombre total de titre : **68 000 000**

Flottant : **13 870 960 titres (23,00%)**

Cours d'introduction 30/04/2009 : **45 000 FCFA / 2 250 FCFA***

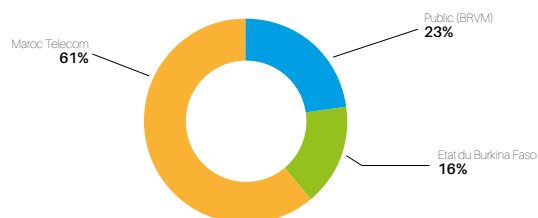
*Ajusté aux événements sur titres

Cours au 31/12/2022 : **3 200 FCFA**

Cours haut/bas sur 1 an : **4 980 FCFA / 3 200 FCFA**

Capitalisation Boursière : **217,6 Milliards FCFA**

ACTIONNARIAT



• Après sa belle performance de 2021 qui s'était soldée par un bénéfice record de 32,37 milliards FCFA, l'opérateur télécom burkinabé avait alloué l'intégralité de cette embellie aux dividendes, ce qui a permis à Onatel devenu Moov Africa Burkina, de se distinguer à la 3e place des sociétés avec les plus importants rendements de dividende en 2022 (9,84%, au titre de l'exercice 2021).

• De faite, cette performance historique de l'opérateur était imputable au dynamisme commercial tant sur le segment mobile que celui de l'internet, ce qui avait permis de porter à 10,5 millions le parc client.

• Si la plupart des voyants de Moov Africa Burkina étaient au vert en 2021, 2022 semble éprouvant pour l'opérateur, avec d'une part la forte concurrence et d'autre part le climat d'instabilité qui court dans le pays.

• Les effets ont été immédiats avec une série de performances intermédiaires en repli. Après avoir réalisé un bénéfice en retrait de 15% à 6,81 milliards FCFA, Onatel a enregistré une nouvelle baisse de 28% à 12,5 milliards FCFA à fin juin, avant le recul de 32% à 16,85 milliards FCFA au 3e trimestre de l'année. La société est donc loin des 32,3 milliards FCFA de résultat net de l'exercice 2021.

Dernier Résultat Publié en 2022	30-sept-21	30-sept-22	Variation
Chiffre d'Affaires	116 824	110 280	0,0%
Résultat Net (MFCFA)	24 740	16 852	-32%

Prévision (FCFA)	2020	2021	2022E
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	1 057	1 076	1 136
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	457	476	436
Dividende Net Par Action (FCFA)	400	417	331
PBR	3,03	2,97	2,82
PER	7,01	6,72	7,34
DY	12,50%	13,03%	10,34%

• Une situation qui rend les investisseurs sceptiques face à la valeur qui voit ses cours trainer aux plus bas niveaux.

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

• L'action Moov Africa Burkina a évolué dans la même veine que les performances intermédiaires de la société en 2022 avec une moins-value de 18,88%.

• Dans le détail, à la suite de son plus important sommet des 5 dernières années atteint à 4 980 FCFA le 25 mars 2022, les investisseurs se sont empressés pour les prises de gains en plongeant le titre dans une dynamique baissière qui a ensuite été entretenue par les contreperformances

INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 2 : 3 500 FCFA

Résistance 3 300 FCFA

Prix Actuel: 3 200 FCFA

Support 1: 2 850 FCFA

Support 2: 2 800 FCFA



Un début à la BRVM qui donne le sourire aux actionnaires

INFORMATIONS CLÉS

Activité : **Télécommunications**

Directeur Général : **BAMBA Mamadou**

Nombre total de titre : **50 655 350**

Flottant : **9,45%**

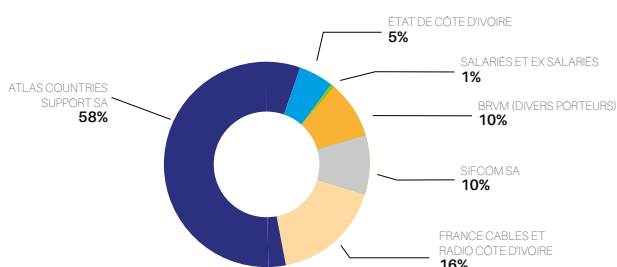
Cours d'introduction le 30/12/2022 : **9 500 FCFA**

Cours au 31/06/2022 : **10 210 FCFA**

Cours haut/bas sur 1 an : **10 925 FCFA / 10 000 FCFA**

Capitalisation Boursière : **1 538,19 Milliards FCFA**

ACTIONNARIAT



• Après sa belle performance de 2021 qui avait abouti à un chiffre d'affaires de 965 milliards FCFA (+10,75%) avec un bénéfice en hausse de plus de 27% à 155 milliards FCFA, les performances opérationnelles de Orange CI stagnent en 2022.

• Au 31 décembre 2022, le chiffre d'affaires du groupe Orange CI opérant également au Burkina et au Libéria est ressorti stable à 965 milliards FCFA. Cette stagnation du chiffre d'affaires a ainsi abouti sur un bénéfice en léger repli de 1,51% à 153,5 milliards FCFA, rompant avec les progressions observées depuis 2019.

• Cette baisse intervient dans un contexte de forte concurrence sur le segment mobile money qui a vu baisser ses revenus de 32,1%, dans le sillage de la refonte tarifaire.

• Bien que les performances financières de l'opérateur soient en stagnation, le management a décidé de cadeauer les actionnaires en usant de son bénéfice d'une part et également de ses réserves libres.

• Ainsi, il ressort un taux de distribution de 102%, en droite ligne avec la politique du management d'offrir au moins 70% du bénéfice distribuable. Après prise en compte de l'IRVM, le dividende net s'affiche à 752,76 FCFA, donc un rendement de 7,52% se basant sur le cours de 10 010 FCFA du 01 mars 2023.

Dernier Résultat Publié en 2022	31-déc-21	31-déc-22	Variation
Chiffre d'Affaires	965 042	965 025	0,0%
Résultat Net (MFCFA)	155 837	153 485	-2%

Prévision (FCFA)	2020	2021	2022E
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	1 057	1 076	1 136
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	457	476	436
Dividende Net Par Action (FCFA)	400	417	379
PBR	3,03	2,97	2,82
PER	7,01	6,72	7,34
DY	12,49%	13,02%	11,84%

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

• Avec une entrée flamboyante à la cote du marché financier régional, le 30 décembre 2022, l'action Orange CI a connu un fort plébiscite du marché. Cette euphorie avait boosté l'action de 15% à 10 925 FCFA en 2 séances.

Un niveau qui n'était pas passé inaperçu au niveau des spéculateurs qui ont entamé les prises de profits en faisant progressivement plier le cours de l'action.

• Au premier février 2023, l'action Orange CI s'échangeait à 10 010 FCFA, soit une baisse de 9,14% depuis son plus haut niveau.

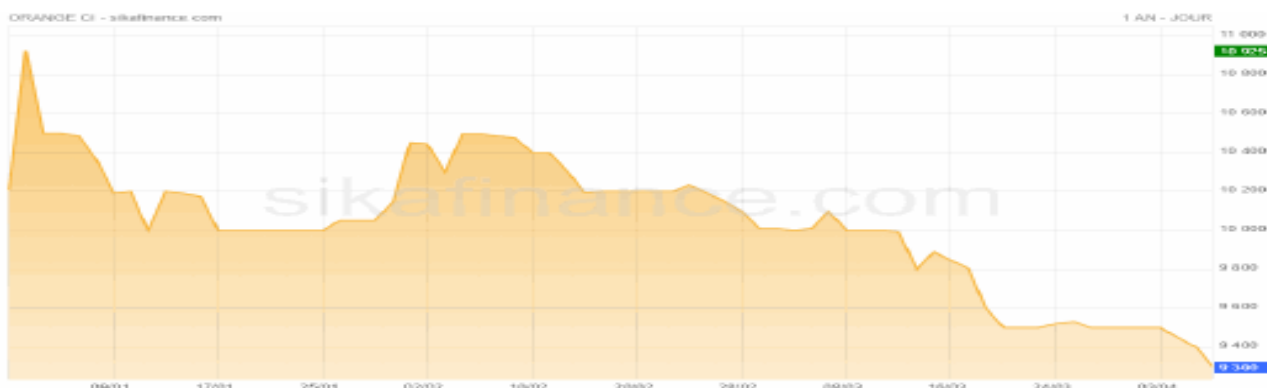
INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 1 : 10 370 FCF

Résistance 10 210 FCFA

Prix Actuel: 3 200 FCFA

Support 1: 10 000 FCFA



GNA-CI la vitamine de l'**Assurance**



V-2537/CSP/D/23

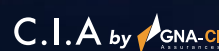
Profitez de la vie avec Assurance

INDIVIDUELLE
ACCIDENTS

TOUS RISQUES
HABITATION (TRH)

ASSURANCE
AUTOMOBILE **3h059min**

ASSURANCE
CAUTION



La banque qui génère plus de 74 milliards FCFA de bénéfices

Activité : **Services bancaires**

Directeur Général : **Villebrun Aymeric**

Nombre total de titres : **31 111 110**

Flottant : **13 719 901 titres (44,10%)**

Cours d'introduction le 16/09/1998 : **15 790 FCFA / 1 579 FCFA**

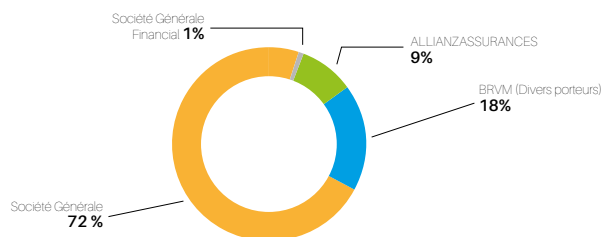
**Ajusté aux événements sur titres*

Cours au 30/06/2022 : **11 605 FCFA**

Cours haut/bas sur 1 an : **15 500 FCFA / 10 100 FCFA**

Capitalisation Boursière (31/12/2022) : **361 Milliards FCFA**

ACTIONNARIAT



• La crise de la Covid-19 en 2020 qui a induit un ralentissement de la croissance ivoirienne ainsi que la guerre en Ukraine, n'a pas ébranlé la plus grande banque de la zone UMOA.

• Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI), a terminé l'année sur de bons fondamentaux tant sur le plan commercial (avec la collecte des ressources) que sur le plan opérationnel (optimisation du coefficient d'exploitation).

• Au 31 décembre 2022, le PNB (chiffre d'affaires) a affiché une progression importante (+14% en glissement annuel) pour se stabiliser à 215 milliards FCFA, essentiellement porté par la marge nette d'intérêt en lien avec la bonne dynamique des encours de crédits qui ont franchi la barre symbolique des 2 000 milliards FCFA en se situant à 2 160 milliards FCFA (avec un taux de transformation de 80,5%).

• Si l'on était sceptique quant à l'issue de l'année 2022 du fait des résultats du premier semestre et du 3e trimestre qui ont affiché des reculs respectifs de 9,2% et 3%, c'est sur une belle note que la banque clôture son exercice. Bien que le coût du risque ait explosé de 60,6% à 28,8 milliards FCFA en lien avec les dotations exceptionnelles aux provisions constituées sur le segment PME, le bénéfice de SGCI est ressorti en hausse de 10,6% en s'établissant à un niveau historique 74,6 milliards FCFA.

• Au vu de cette embellie, Société Générale CI a décidé de cadeauer ses actionnaires avec plus de la moitié de son dividende (51,3%) à 38 milliards FCFA. Une gratification qui offre un dividende net par action de 1 107 FCFA. En se basant sur le cours de 13 550 du 20 février 2023, il ressort un rendement du dividende de 8,17%.

Dernier Résultat Publié en 2022	31-déc-21	31-déc-22	Variation
PNB (MFCFA)	189 096	215 101	13,75%
Résultat Net (MFCFA)	67 438	74 612	10,64%

Prévision (FCFA)	2020	2021	2022E
Actif Net Comptable Par Action (FCFA)	9 803	11 090	12 078
Bénéfice Net Par Action (FCFA)	2 168	2 398	2 605
Dividende Net Par Action (FCFA)	1 005	1 107	1 202
PBR	1,18x	1,05x	0,96x
PER	5,35x	4,84x	4,45x
DY	8,66%	9,54%	10,36%

COMMENTAIRE ANALYSE TECHNIQUE

• Après l'enchaînement des bénéfices intermédiaires en retrait en 2022, le marché avait anticipé des performances sensiblement égales à celles de 2021, ce qui s'est répercuté sur la valeur qui a atteint son plus bas niveau à 10 100 FCFA le 16 octobre 2022.

• A ce seuil, l'action a à nouveau enregistré le retour des investisseurs avant de connaître un plébiscite de leur part à l'annonce des performances de 2022, propulsant le titre de plus de 15% en une semaine.

INDICATEURS ANALYSE TECHNIQUE

Résistance 2: 15 000 FCFA Support 1: 11 495 FCFA
 Résistance 1: 13 550 FCFA Support 2: 10 160 FCFA
 Prix Clôture: 11 605 FCFA





V-2969/csp/b/23 dentsu

DÉVELOPPEZ ET SÉCURISEZ VOTRE COMMERCE EN LIGNE

Avec **SogeCommerce** :

- profitez d'un canal de paiement et d'encaissement en ligne sécurisé ;
- réduisez les manipulations d'espèces ;
- augmentez vos flux commerciaux ;
- améliorez l'image de votre commerce et fidéliser votre clientèle ;
- disposez d'outils de suivi et de gestion performants de votre activité en ligne.

Nous contacter au 2720252300

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CÔTE D'IVOIRE**

SIKA FINANCE

LA RÉFÉRENCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST



LA RÉFÉRENCE ÉCONOMIQUE & FINANCIÈRE DE L'UEMOA

www.sikafinance.com

PROCHAINE
ÉDITION
Juillet 2023

SIKA FINANCE

Siège social :

Côte d'Ivoire, Abidjan, Angré 7^{ème} tranche
Imm. ELOHIM CENTER

DIRECTEUR GÉNÉRAL :

Daniel K. AGGRÉ

RÉDACTION :

Directeur de publication/Rédacteur en chef :

Jean-Mermoz KONANDI
jm.konandi@sikafinance.com

Resp. recherche :

Ahmed DIALLO

Resp. Marché des Capitaux :

Yves TETEGAN

Analystes Financiers :

Sekou KARAMOKO

Data analyst :

Nelly Coffi

Economiste :

Dr Ange PONOU

Journaliste économique :

Narcisse ANGAN
Jean-Marc GOGBEU

Correcteurs :

Carole KALIF
Final input

RÉDACTION / PUBLICITÉ-SERVICE COMMERCIAL :

Philippe KONATÉ, Directeur Commercial
philippekonate@sikafinance.com

Yann GNANGUY
yanngnangui@sikafinance.com

Evodie GBONGUE
@ : infosika@sikafinance.com

T : +225 27 22 51 85 63 / 07 79 83 13 00

Régie publicitaire :

BAAB EDITIONS
Agrément CSP : ER-485/CSP

Tirage :

5000 exemplaires



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



CRÉATEURS D'AVENIR

1973 - 2023

50 ans

au service du
développement
de l'UEMOA

www.boad.org



Parce que vous partagez notre **valeur TRAVAIL**,
nous sommes engagés
au service de votre performance



Notre valeur Travail qui permet d'atteindre la performance à tous les niveaux avec une implication forte de chacun, constitue une exigence et une rigueur permanente.

Particuliers des secteurs publics ou privés, Professionnels (Grandes entreprises, PME/PMI) et Institutions (États, agences comptables, compagnies d'assurances, ambassades, etc.), BGFIBank Côte d'Ivoire propose un éventail complet de services financiers en vue de vous accompagner dans la recherche de financements nécessaires à la concrétisation de vos projets de développement.

Votre performance est une promesse de challenge que nous ne manquerons pas de relever.

Marcory, Boulevard Valéry Giscard d'Estaing
Tél. : +225 27 21 56 91 56 - Eqc: +225 27 22 50 80 70
Fax: +225 27 21 26 82 80
E-mail Ecoute Qualité Clients : eqc@bgfigroupe.com
www.cotedivoire.groupebgfibank.com



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir